

VERS LA CRÉATION DU CENTRE DE RECHERCHE POUR DES RURALITÉS DURABLES

Un projet à portée nationale,
ancré dans Charlevoix,
à bâtir ensemble

Rapport présenté au ministère de l'Enseignement supérieur du Québec
Préparé par l'Institut national de la recherche scientifique
Septembre 2023

**IN
RS**

Institut national
de la recherche
scientifique

INRS.CA

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Lors des consultations prébudgétaires de l'hiver 2022, l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) a proposé au gouvernement du Québec la création d'un centre interdisciplinaire de recherche et de formation sur des thématiques liées aux ruralités.

Cette initiative, dont l'implantation s'échelonne sur une période de 5 ans, vise à faire du Québec un leader sur différents enjeux liés aux ruralités grâce à l'établissement d'une structure de recherche et de formation aux cycles supérieurs pérenne et structurante pour l'ensemble du Québec.

Ce projet a reçu un financement du ministère de l'Enseignement supérieur en 2022-2023 dans le but de créer un bureau de projet. C'est dans ce contexte que le bureau de projet est fier de déposer aujourd'hui cette étude d'opportunité au gouvernement du Québec.

Dans les prochains mois et années, la solide équipe de l'INRS poursuivra le travail dans le but de contribuer directement à la prospérité durable du Québec et de ses milieux ruraux. Notre institution compte y arriver notamment par le biais de recherches innovantes et ancrées dans les besoins des communautés et par la création de programmes d'études riches et stimulants formant une main-d'œuvre outillée à faire face aux défis de la société de demain. De plus, il est déjà clair que des partenariats structurants pour l'ensemble de l'écosystème de la recherche et de l'innovation du Québec seront rendus possibles par l'avènement de ce nouveau Centre de l'INRS.

Des orientations scientifiques en phase avec les enjeux des milieux ruraux d'aujourd'hui et de demain

L'objet des ruralités durables s'est précisé grâce à un exercice ambitieux de consultation qui a réitéré la pertinence et l'intérêt de la création d'un nouveau centre de recherche pour des ruralités durables, et énoncé de grands enjeux prioritaires en lien avec cet objet.

Ces enjeux interpellent à la fois les collectivités et milieux ruraux, les acteurs communautaires et de l'industrie, les représentants gouvernementaux et la communauté de la recherche. Tous ont insisté sur le fait que les ruralités sont multiples et en mouvance, particulièrement dans le contexte de la transition climatique.

Devant la complexité des enjeux répertoriés, il est nécessaire d'offrir des pistes de réponses à ces enjeux de manière moderne et durable, avec des méthodologies scientifiques hautement intersectorielles. Il est évident que le travail doit s'accomplir sur le terrain, en étroite collaboration avec les milieux preneurs et les autres acteurs de l'écosystème de la recherche.

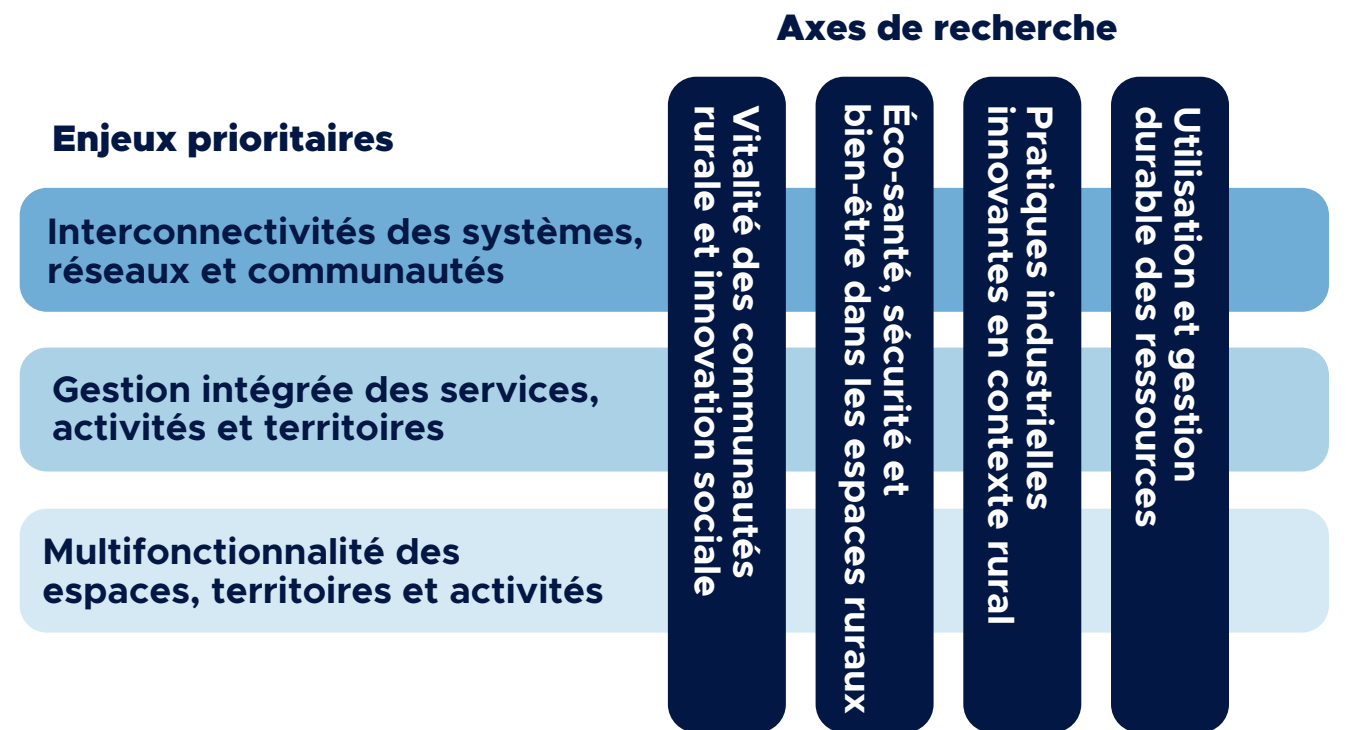
Axes de recherche

À la lumière du rigoureux processus de consultation, de cartographie des forces vives en recherche au Québec et au Canada et d'analyses des thématiques et axes de recherche couverts par ces acteurs, l'INRS propose aujourd'hui un centre de recherche initialement orienté vers ces axes :

- › **L'utilisation et la gestion durable des ressources**
- › **Les pratiques industrielles innovantes en contexte rural**
- › **La santé, la sécurité et le bien-être dans les espaces ruraux**
- › **La vitalité des communautés rurales et l'innovation sociale**

Ces grands axes scientifiques permettent de répondre aux enjeux prioritaires qui ont également émanés de cette consultation, soit à la reconnaissance et la mise en valeur de la **multifonctionnalité** des espaces, des territoires et des activités ; la compréhension des **interconnectivités** des systèmes, des réseaux et des communautés; ainsi qu'à la **gestion intégrée** des services et des territoires.

En croisant les enjeux prioritaires et les axes de recherche proposés, l'équipe projet propose ainsi une matrice qui guidera l'élaboration du futur programme scientifique du Centre. Chaque croisement permet en effet de développer une diversité de questions de recherche et de projets structurants vers des ruralités durables qui fera de ce Centre un lieu unique et innovant.



Cette proposition permet de ne jamais perdre de vue nos objectifs et la raison d'être du Centre.

Prochaine étape : Concevoir un programme scientifique porteur en impliquant étroitement les partenaires de l'écosystème de la recherche et les acteurs clés des ruralités

Pour y parvenir, voici les principales actions que devra rapidement poser l'INRS si le gouvernement du Québec donne son aval au projet :

1. Recruter une direction de centre qui exercera un leadership structurant et rassembleur,
2. Créer un comité de liaison solidement ancré dans les communautés rurales,
3. Solliciter les avis de la Commission scientifique de l'INRS, composée d'experts et d'expertes externes, sur les grandes orientations du Centre,
4. Impliquer des collaboratrices et collaborateurs scientifiques dans le recrutement du nouveau corps professoral,
5. Créer une assemblée professorale afin de mettre en œuvre le programme scientifique du Centre.

De futures formations dynamiques et stimulantes, complémentaires à l'offre actuelle

La mise sur pied du Centre pour des ruralités durables représente pour l'INRS une occasion unique de contribuer positivement au développement de l'offre de formations au Québec. Grâce aux consultations effectuées dans la cadre du mandat de l'équipe projet, quatre voies, non mutuellement exclusives, ont été identifiées :

1. Former des scientifiques experts de questions d'intérêt pour les ruralités grâce aux programmes réguliers de l'INRS.
2. Redynamiser le concept d'études rurales par le développement de nouveaux programmes intersectoriels.
3. Contribuer à la bonification de programmes en développement régional et territorial du réseau de l'Université du Québec grâce à de nouvelles expertises intersectorielles.
4. Initier les premiers programmes d'études en conseil scientifique du Québec pour répondre aux besoins des municipalités et autres organisations locales et régionales.

Un nouveau centre ambitieux qui prend les moyens pour réussir à long terme

L'INRS souhaite assurer le plus rapidement possible la viabilité financière du Centre et la maintenir à long terme, tout en maximisant les retombées scientifiques et socio-économiques de celui-ci.

Pour atteindre ces objectifs, l'INRS a évalué avoir besoin :

- › d'embaucher sur 5 ans un **corps professoral intersectoriel** de haut calibre composé de **21 membres** équitablement répartis dans les trois grands secteurs des sciences sociales et humaines, des sciences naturelles et génie et des sciences de la santé,
- › d'attirer et accueillir dans le Centre une communauté étudiante aux parcours et aux profils diversifiés d'une **centaine de personnes**,
- › de garantir, dès le démarrage du Centre, des **services de qualité** favorisant l'accès, la réussite et l'excellence inclusive de la communauté professorale et étudiante,
- › de créer un **espace vivant** et rassembleur combinant milieu de vie et milieu de recherche.

Le Centre pour des ruralités durables sera ainsi bâti autour d'une communauté forte qui repose sur la diversité de ses membres et d'un lieu propice au déploiement optimal de ses activités.

Un nouveau centre bien ancré dans Charlevoix

Au cours des derniers mois de consultation, l'INRS a précisé les principaux facteurs de succès qu'il doit mettre en œuvre pour favoriser une implantation réussie du nouveau centre qu'il entend créer dans la région de Charlevoix.

Cette analyse opérationnelle a bien montré comment Baie-Saint-Paul présente un très fort potentiel pour répondre aux besoins de la communauté du futur centre.

Malgré le choix de Baie St-Paul, des discussions sont en cours avec plusieurs acteurs importants du territoire, dont des représentants des deux MRC (Charlevoix et Charlevoix-Est), du cégep de Jonquière et de son antenne, le Centre d'études collégiales en Charlevoix, **pour assurer une influence de l'INRS dans l'ensemble de la région.**

Des retombées multiples et concrètes pour l'ensemble du Québec

La création du Centre pour des ruralités durables aura de nombreuses retombées pour le développement de nouveaux savoirs et d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et contribuera au développement social, économique et culturel de l'ensemble des régions du Québec, notamment :

- › en développant un nouveau pôle d'excellence en recherche dans une région actuellement non desservie par un établissement universitaire,
- › en participant activement à la formation de talents et au développement de compétences clés pour le Québec,
- › en renforçant le dialogue science et société,
- › en devenant un vecteur de promotion de la culture du savoir et de l'innovation,
- › et en contribuant à la vitalisation et au dynamisme de Charlevoix.

Le soutien financier du M.E.S. pour propulser le nouveau centre

Pour atteindre ses objectifs et maximiser rapidement les retombées du Centre pour des ruralités durables, l'INRS a besoin des leviers financiers nécessaires à sa mise en opération.

Plus précisément, c'est pourquoi l'INRS demande au ministère de l'Enseignement supérieur (M.E.S.) :

- › une augmentation récurrente de l'enveloppement de la subvention de mission de l'INRS pour l'ajout de 21 postes de professeurs et professeures à compter de l'an 1, à savoir environ 4,4M\$/an selon la formule de financement actuelle,
- › une reconnaissance des nouveaux espaces du centre dans sa subvention Terrain et Bâtiment ainsi que dans les enveloppes des plans quinquennaux d'investissements universitaires.

En déposant cette étude d'opportunité, l'INRS remercie le ministère de l'Enseignement supérieur de lui avoir permis de franchir une première étape vers la création du Centre de recherche pour des ruralités durables, un projet à portée nationale, solidement ancré dans la région de Charlevoix.

LES RURALITÉS EN MOUVEMENT

Mieux répondre aux enjeux singuliers de la vie rurale au Québec : voilà l'objectif poursuivi par l'INRS avec la création d'un tout nouveau centre de recherche.

Embarquez avec nous dans le mouvement pour des milieux ruraux durables, humains et résolument tournés vers l'avenir!

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE EXÉCUTIF	1
MISE EN CONTEXTE	2
1 LA MISSION DE L'INRS : CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL DU QUÉBEC DEPUIS 1969	10
2 DES ORIENTATIONS SCIENTIFIQUES EN PHASE AVEC LES GRANDS ENJEUX DES MILIEUX RURAUX D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN	21
3 DE FUTURES FORMATIONS DYNAMIQUES ET STIMULANTES, COMPLÉMENTAIRES À L'OFFRE ACTUELLE	56
4 UN NOUVEAU CENTRE AMBITIEUX QUI PREND LES MOYENS POUR RÉUSSIR À LONG TERME	76
5 UN NOUVEAU CENTRE BIEN ANCRÉ DANS CHARLEVOIX	96
6 DES RETOMBÉES MULTIPLES ET CONCRÈTES POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC	114
7 LE SOUTIEN FINANCIER DU M.E.S POUR PROPULSER LE NOUVEAU CENTRE	137
ANNEXES — LETTRES D'APPUI	143

Photos : GoExplore, Olivier Lyra, INRS, Caroline Perron, Josée Lecompte, UPA, Laëtizia Boudaud, Clotilde de Swarte, Ville de Baie-Saint-Paul

MISE EN CONTEXTE

Lors des consultations prébudgétaires de l'hiver 2022, l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) a proposé au gouvernement du Québec la création d'un centre interdisciplinaire de recherche et de formation sur des thématiques liées aux ruralités.

Cette initiative, dont l'implantation s'échelonnerait sur une période de 5 ans, vise à faire du Québec un leader en recherche, en formation et en transfert de connaissances sur différents enjeux liés aux ruralités. En misant sur l'action concertée entre l'INRS et les différents acteurs du milieu, ce nouveau centre proposerait des approches systémiques permettant d'envisager les problématiques dans leur complexité et d'analyser les données probantes essentielles au développement de politiques publiques adaptées aux territoires et communautés rurales. Le Centre contribuerait également à la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, capable de prendre part au développement et à la mise en place d'approches innovantes face aux enjeux sociétaux et environnementaux du monde rural.

Ce projet a reçu un premier financement du ministère de l'Enseignement supérieur en 2022-2023 dans le but de permettre à l'INRS de mettre sur pied un bureau de projet. C'est dans ce contexte que le bureau de projet est fier de déposer aujourd'hui cette étude d'opportunité au gouvernement du Québec.

La portée de l'étude d'opportunité

Le présent document est le fruit du travail effectué lors de la première année de mandat de l'équipe projet.

Équipe Projet

Émilie-Jade Poliquin, responsable de projet
Gabrielle LeBlanc, agente de recherche

Comité de pilotage

Isabelle Boucher, directrice de l'administration
Isabelle Delisle, directrice scientifique par intérim
Gabriel Joyal, directeur scientifique adjoint par intérim
Émilie-Jade Poliquin, responsable de projet
Simon-Pierre Pouliot, directeur du cabinet et des relations gouvernementales

Objectifs de l'étude d'opportunité

Pour la réalisation de cette étude et des étapes subséquentes, l'équipe projet a pour mandat :

1. D'accompagner la Direction scientifique dans la définition des grandes orientations scientifiques du projet ;
2. D'accompagner la Direction de l'administration dans la réalisation d'une étude de préfaisabilité évaluant différents scénarios de localisation afin d'émettre une recommandation de lieu d'accueil ;
3. De favoriser l'intégration du projet dans le milieu de Charlevoix et dans l'écosystème de la recherche scientifique, en recherchant les occasions de partenariat et de maillage ;
4. De réaliser une analyse des impacts sur l'organisation, en collaboration avec le bureau des projets institutionnels.

À noter que le dépôt de l'étude d'opportunité n'est qu'une première étape du mandat de l'équipe projet.

Méthodologie et démarche de consultation

Pour imaginer les contours de ce nouveau centre de recherche, il nous a semblé essentiel d'impliquer dès le départ un maximum de parties prenantes, provenant à la fois de la communauté INRS, du reste de la communauté scientifique et de différentes organisations régionales et nationales sensibles aux enjeux des milieux ruraux.

Au cours de l'année 2022-2023, l'équipe projet a ainsi mené un large processus de consultation qui comprenait plusieurs sondages, un appel à mémoire, la tenue de séances d'informations, de rencontres individuelles et d'ateliers collaboratifs, ainsi que l'organisation de deux rendez-vous INRS sur les ruralités.

APPROCHE DE L'INRS POUR LA CRÉATION DE CE CENTRE

Mission

Contribuer au développement économique, social, culturel et durable du Québec en favorisant la vitalité des territoires et des communautés rurales, grâce à la recherche, à la formation par la recherche et au transfert des connaissances.

Vision

Créer autour d'enjeux stratégiques identifiés par les parties prenantes elles-mêmes un centre de recherche et de formation intersectorielles de calibre international qui deviendra un carrefour de synergies interuniversitaires et interordres et de collaborations étroites avec les milieux preneurs.

Valeurs

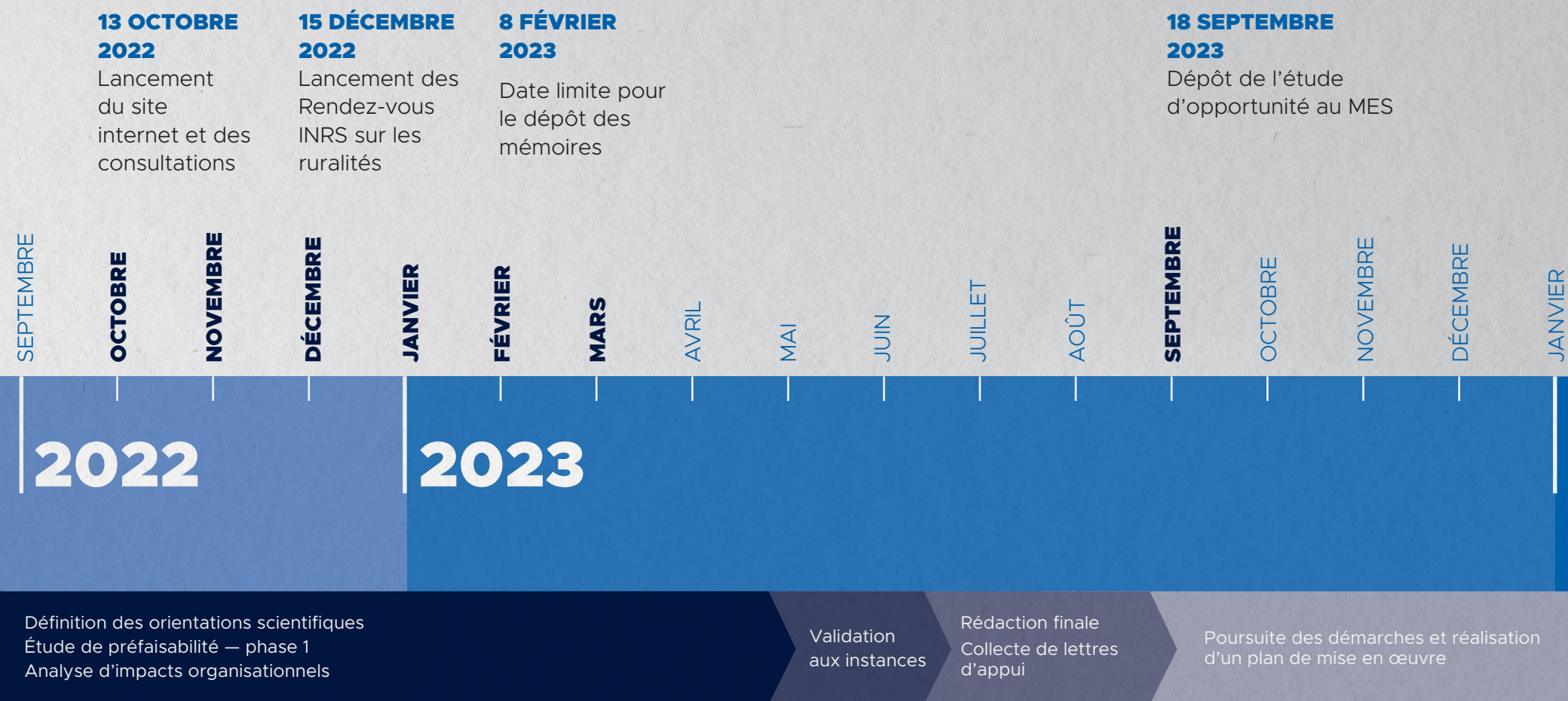
Coconstruction : Impliquer, dès le départ, un maximum de parties prenantes

Innovation : Miser sur la valeur ajoutée du projet et devenir un facilitateur d'innovations scientifiques, technologiques et sociales

Intégration : Viser une intégration fluide tant dans l'écosystème de la recherche que dans les milieux preneurs



Une année 2022-2023 riche en discussions et en activités de concertation



Bilan des activités

743 ENTRÉES DANS NOTRE TABLEAU DE BORD DONT :

289 participations aux Rendez-vous

211 réponses à nos sondages

52 participations aux ateliers FFOM

4 mémoires reçus

PROVENANCE DES PERSONNES CONSULTÉES

167 participant.e.s de la communauté INRS

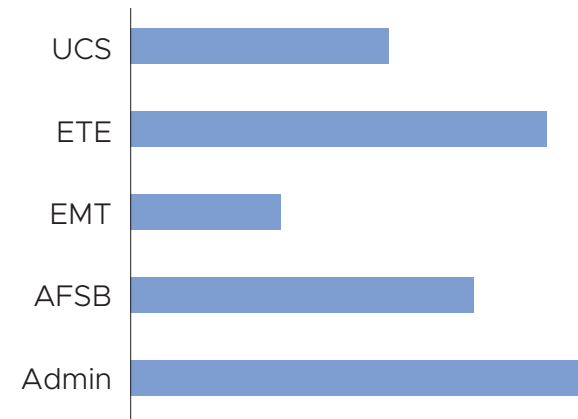
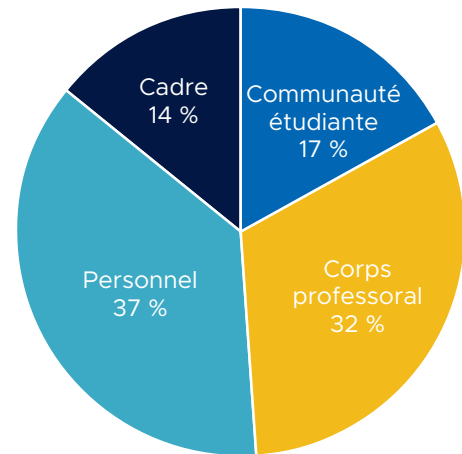
161 participant.e.s régionaux et nationaux provenant de **97** organisations, ministères ou municipalités

96 participant.e.s de la communauté scientifique hors INRS provenant de **25** établissements (universités, cégeps et CCTT)

La consultation a permis de confirmer la pertinence du projet en identifiant les opportunités de **collaboration** et de **partenariat**, de même que les **facteurs de succès** et **écueils à éviter**.

Participations INRS

167 membres de la communauté INRS ont pris part activement à la consultation



N.B. Participation sans doublon et sans calcul des participants anonymes.

Plusieurs documents d'analyse ont alors été déposés pour discussion et validation aux instances de l'INRS (nommément la commission scientifique, la commission des études et de la recherche, le comité de direction, le comité d'audit et le comité des ressources humaines). Le 13 juin 2023, le Conseil d'administration a entériné les recommandations qui lui avaient été faites et a mandaté l'équipe projet de rédiger la synthèse de ces travaux en un document qui constitue la présente étude d'opportunité.

Cette étude est composée de six grandes sections qui abordent les thèmes suivants :

1. Rappel de la mission de l'INRS
2. Orientations scientifiques du Centre de recherche pour des ruralités durables
3. Programmes d'études potentiels
4. Fonctionnement du Centre
5. Localisation du Centre dans Charlevoix
6. Retombées du Centre pour le Québec

LE GRAND RENDEZ-VOUS : ENSEMBLE VERS UN CENTRE POUR DES RURALITÉS DURABLES

En mars 2023 se tenait à Baie-Saint-Paul le grand rendez-vous INRS sur les ruralités, une occasion pour plus de 170 personnes issues de divers horizons de réfléchir ensemble à ce que pourrait être le Centre de recherche pour des ruralités durables de l'INRS.

Ces deux journées d'échanges nous ont permis de réaliser un alignement entre les aspirations des participantes et participants et la vision de l'INRS pour ce futur Centre pour des ruralités durables.

Voici les principales caractéristiques de ce futur centre de recherche qui ont fait consensus lors de notre rencontre.

Pertinence : On désire un centre audacieux dans les défis qu'il se donne, courageux dans ses orientations et innovateur dans ses objets de recherche. On espère qu'il produira de la recherche utile pour les communautés et unique parmi les établissements universitaires.

Synergies : Les participantes et participants s'attendent à ce que le Centre soit connecté et collaboratif, tant dans sa structure que dans les objets de recherche qu'on y mènera. On aspire à un centre qui crée des liens avec les communautés, les établissements d'enseignement, les entreprises, les instances politiques locales, la région de Charlevoix ainsi que toutes celles du Québec.

Ancrage : On souhaite un centre qui soit relié à l'écosystème local, qui se dote d'outils et de ressources pour travailler avec les communautés et qui adapte sa structure et ses modes de fonctionnement à la réalité des régions.

1

**LA MISSION DE L'INRS :
CONTRIBUER AU
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE, SOCIAL
ET CULTUREL DU
QUÉBEC DEPUIS 1969**

INRS

Institut national
de la recherche
scientifique

Armand-Frappier
Santé Biotechnologie

La mission de l'INRS : contribuer au développement du Québec par la création de centres de recherche

La mission de l'INRS est définie à l'article 1 de ses lettres patentes.

L'Institut a pour objet la recherche fondamentale et appliquée, les études de cycles supérieurs et la formation de chercheurs. Dans le cadre de cet objet et tout en poursuivant les finalités propres de la recherche universitaire, l'Institut doit, de façon particulière, orienter ses activités vers le développement économique, social et culturel du Québec, tout en assurant le transfert des connaissances et des technologies dans l'ensemble des secteurs où il œuvre.

Cette mission exige de l'INRS d'être à l'écoute des enjeux émergents stratégiques du Québec afin de pouvoir s'en saisir pour contribuer par la recherche et la formation dirigées au développement économique, culturel et social du Québec. Cette mission s'accomplit à l'INRS par la création d'équipes scientifiques multidisciplinaires regroupées au sein de centres de recherche et d'unités mixtes de recherche cocréées et implantées chez des partenaires.

L'INRS a démontré sa capacité à accomplir sa mission sur de grands enjeux stratégiques depuis plus de 50 ans. Toutefois, de nombreux nouveaux enjeux ont émergé au cours de cet intervalle, dont celui des enjeux multiples et complexes des ruralités. L'INRS propose au gouvernement du Québec, en lien avec la mission qu'il lui a confiée, de lui permettre de se saisir de cet enjeu stratégique pour le développement durable de notre société et de nos territoires. Le présent projet s'insère donc pleinement dans le plan stratégique 2019-2024 de l'INRS voué à l'accomplissement de sa mission originale.

En effet, l'INRS n'est pas une institution statique. Depuis sa fondation, il a toujours cherché à se saisir des grands enjeux stratégiques du Québec. Les créneaux d'expertise qui y sont développés au cours des cinq dernières décennies sont donc non seulement le reflet des préoccupations de la société québécoise, mais en sont aussi l'avant-garde.

L'INRS, une institution unique et innovante dans l'écosystème de la recherche universitaire du Québec

Au tournant des années 60 et 70, les fruits de la Révolution tranquille bouleversent le monde de l'éducation au Québec. Création des polyvalentes, des cégeps, fondation du réseau de l'Université du Québec (UQ)... La société québécoise a faim de savoir. La recherche scientifique subventionnée principalement par Ottawa est aussi en pleine mouvance. Un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) en 1969, *Politique nationale de la science — Canada*, souligne la faiblesse canadienne en matière de recherche scientifique qui cantonne la recherche universitaire subventionnée dans des créneaux de recherche libre et fondamentale, dissociée de la recherche industrielle et gouvernementale.

Le gouvernement canadien, après avoir intensément soutenu la recherche libre et fondamentale dans les universités, décide donc de cibler davantage des missions plus arrimées au monde industriel. La situation au Québec requiert d'une part que le gouvernement du Québec permette à ses universités d'amorcer un rattrapage en ce qui concerne la recherche libre et fondamentale en sciences naturelles et en génie. Toutefois, il lui faudra aussi, comme le recommande l'OCDE, en même temps favoriser un plus grand maillage entre la recherche universitaire, industrielle et gouvernementale. Pour cela, il faudra créer des regroupements de chercheuses et chercheurs universitaires dont les travaux de recherche sont orientés vers des enjeux stratégiques tant pour l'industrie que le gouvernement.

Ces enjeux stratégiques pour le Québec sont nombreux, on peut penser à l'environnement, à l'énergie, à l'urbanisation et aux économies régionales, aux forêts, au transport et à la mobilité, aux télécommunications, à l'océanologie et à l'éducation, pour ne nommer que ceux-là. De tels enjeux débordent les frontières d'une discipline en particulier et ne peuvent être abordés que par des équipes de recherche multidisciplinaires.

Fondation de l'INRS	1969
INRS-Eau INRS-Énergie INRS-Télécom INRS-Urbanisation INRS-Santé	1970 1971 1972
INRS-Pétrole	1973 1974
INRS-Éducation	1975 1976 1977 1978 1979 1980
INRS-Géoressources	1981
INRS-Océanologie	1982



Or, les universités organisées en départements disciplinaires pour leur enseignement au premier cycle ne peuvent aisément former ces structures de recherche multidisciplinaires dirigées vers ces enjeux transversaux. Ainsi naît l'idée de l'INRS chez le président de l'Université du Québec, Alphonse Riverin, qui formulera le concept à partir du modèle des Instituts de recherche associés aux grandes universités étatsuniennes. L'INRS sera donc un établissement universitaire sans premier cycle et donc sans besoin de regroupement disciplinaire. Il s'organisera plutôt par équipes de recherche multidisciplinaire, chacune orientée vers un objet de recherche stratégique pour le Québec. Sa formation aux cycles supérieurs dotera le Québec de spécialistes habitués à aborder ces grands enjeux québécois de manière interdisciplinaire. C'est ainsi qu'en décembre 1969, l'Assemblée nationale dote le Québec de son Institut national de la recherche scientifique, l'INRS.

Cinq centres thématiques sont rapidement créés dans le giron de l'INRS : le Centre québécois des sciences de l'eau, le Centre de recherche sur l'énergie, le Centre de recherche en études urbaines et régionales, le Centre de recherche en science de la santé et le Centre de recherche en télécommunications.

Par le dynamisme de ses équipes et l'actualité des problématiques auxquelles il s'attaque, l'INRS a rapidement le vent dans les voiles. D'ailleurs, dès 1973, le groupe INRS-Pétrole, précurseur de l'INRS-Géoressources, poursuit des études sur le potentiel pétrolier des basses-terres du Saint-Laurent. À Varennes, on parle de thermofusion nucléaire et du futur réacteur Tokamak. La recherche orientée devient la carte de visite de l'INRS. Les rapides succès du jeune organisme stimulent la réflexion et la créativité des équipes. L'évidente pertinence de partenariats déjà nombreux débouche sur l'adoption d'une philosophie de recherche prometteuse. Les centres imbriqués dans des contextes de recherche industrielle comme INRS-Énergie imbriqué dans le Centre de recherche d'Hydro-Québec (IREQ) et INRS-Télécommunications au sein des laboratoires de Bell-Northern Research s'avèrent, en effet, très féconds.

Par sa structure d'établissement universitaire interdisciplinaire, par sa vocation nationale et par son approche thématique, l'INRS ne ressemble à rien d'existant au Québec et prend rapidement sa place dans l'écosystème de la recherche.

L'INRS, une institution agile, toujours capable de répondre aux grands défis d'aujourd'hui

Au tournant du nouveau millénaire, l'INRS a vu sa structure évoluer au fil de l'apparition de nouveaux enjeux stratégiques dans la société. Aujourd'hui, l'établissement continue de miser sur son agilité pour imaginer de nouvelles manières de déployer son action et ainsi, toujours mieux répondre à sa mission.

De nouveaux enjeux stratégiques et quatre centres de recherche

À la fin des années 90, l'INRS se saisit de nouveaux enjeux stratégiques en intégrant, à la demande du gouvernement du Québec, deux nouveaux centres de recherche : l'Institut québécois de recherche sur la Culture de Fernand Dumont à Québec ainsi que l'Institut Armand-Frappier à Laval. À la suite de l'intégration de ces nouveaux centres, l'INRS regroupe l'ensemble de ses équipes de recherche en quatre centres afin de favoriser le rapprochement d'équipes scientifiques qui œuvrent dans des domaines apparentés. Ils unissent ainsi leurs efforts de recherche pour élargir la portée de la mission de l'INRS à de nouveaux enjeux dont la complexité demande une approche interdisciplinaire, voire intersectorielle, comme l'environnement, les nouveaux matériaux, l'infectiologie et la biotechnologie, ainsi que la culture et la société. Par l'ajout de ces nouvelles thématiques, les programmes de formation à la maîtrise et au doctorat de l'INRS deviennent encore plus attractifs puisque le nombre d'inscriptions commence peu après une croissance importante.

En seulement quatre ans, l'INRS évolue de façon notable non seulement dans sa structure, mais aussi dans la nouvelle dynamique de recherche. Au terme de ce regroupement, l'INRS comptera quatre centres de recherche.



**Centre Urbanisation
Culture Société**



**Centre Eau Terre Environnement
Centre Énergie Matériaux
Télécommunications
Institut Armand-Frappier
(Infectiologie et biotechnologie)**

La volonté réaffirmée de l'INRS de se saisir de nouveaux enjeux stratégiques pour le Québec

Dans son plan stratégique 2019-2024, l'INRS réaffirme son engagement envers sa mission particulière de se saisir d'enjeux stratégiques émergents. Pour y arriver, l'INRS se donne d'abord un programme scientifique institutionnel qui répertorie les enjeux stratégiques couverts par ses centres, crée les unités mixtes de recherche (UMR) partout sur le territoire du Québec pour répondre à des besoins stratégiques des régions et projette l'ajout d'un cinquième centre de recherche dans un domaine prioritaire pour le Québec.

Des enjeux de société au cœur d'un programme scientifique institutionnel

Parce que la recherche et l'enseignement à l'INRS sont orientés vers les enjeux actuels et émergents de la société québécoise, l'institut doit adopter une formule lui permettant de répondre aux besoins en recherche et aux besoins de savoirs et d'innovation du Québec. Ainsi, la recherche faite à l'INRS doit s'ancrer dans un programme scientifique dirigé vers un objet stratégique aux grands enjeux du développement du Québec. L'intégration des activités des professeures et professeurs, qu'elles soient de nature fondamentale ou appliquée, dans un programme scientifique de centre, lui-même inclus dans un programme scientifique institutionnel, est une caractéristique distinctive et unique à l'INRS. Les programmes scientifiques sont ainsi des outils privilégiés pour s'assurer que la recherche faite à l'INRS puisse efficacement répondre aux enjeux sociétaux auxquels le Québec fait face.

Ainsi, l'INRS propose de renforcer son programme scientifique institutionnel par l'ajout d'un programme scientifique entièrement dédié aux études des ruralités.

Soulignons que ce programme scientifique institutionnel campe une posture responsable visant à mettre au cœur de la recherche et de l'innovation celles et ceux qui en sont les parties prenantes, de la conception à la valorisation, au transfert et à la mobilisation. Dans la poursuite d'une contribution scientifique notable en lien avec les enjeux identifiés, il intègre des valeurs humaines, humanistes et inclusives de concertation et de réconciliation avec les peuples autochtones; d'équité, de diversité et d'inclusion; ainsi que de développement durable.

5 enjeux prioritaires du programme scientifique institutionnel

1 Évolution du rapport entre société et recherche

3 Réponse et adaptation aux changements climatiques

5 Transformations numériques et industrielles

2 Valorisation du territoire et des ressources naturelles

4 Amélioration du mieux-être des populations et luttes aux inégalités sociales

Ce programme est venu cerner les **enjeux de société prioritaires** autour desquels se regrouper, en précisant les orientations scientifiques pour la recherche, les études et le transfert des connaissances, le tout dans le respect de la vision de l'INRS de devenir un institut de recherche universitaire incontournable pour les partenariats et la formation de personnel hautement qualifié et de futurs leaders scientifiques.

Il ressort de ce programme certaines forces, notamment les grands axes de recherche de chacun des centres, mais aussi le besoin de mieux répondre aux grands enjeux qui ont été identifiés, notamment celui lié à la valorisation du territoire et des ressources naturelles, ainsi que celui de l'amélioration du mieux-être des populations et luttes aux inégalités sociales.

L'ajout de nouveaux enjeux reliés aux communautés et aux territoires ruraux à la programmation scientifique institutionnelle de l'INRS vient répondre à ces aspirations et renforcer le rôle de l'Institut comme un acteur majeur de la mobilisation et du transfert des connaissances, de la découverte et de l'innovation, en cohérence avec l'écosystème de la recherche et au bénéfice de la société québécoise.

Intensification des collaborations par la création des premières unités mixtes de recherche (UMR) universitaires

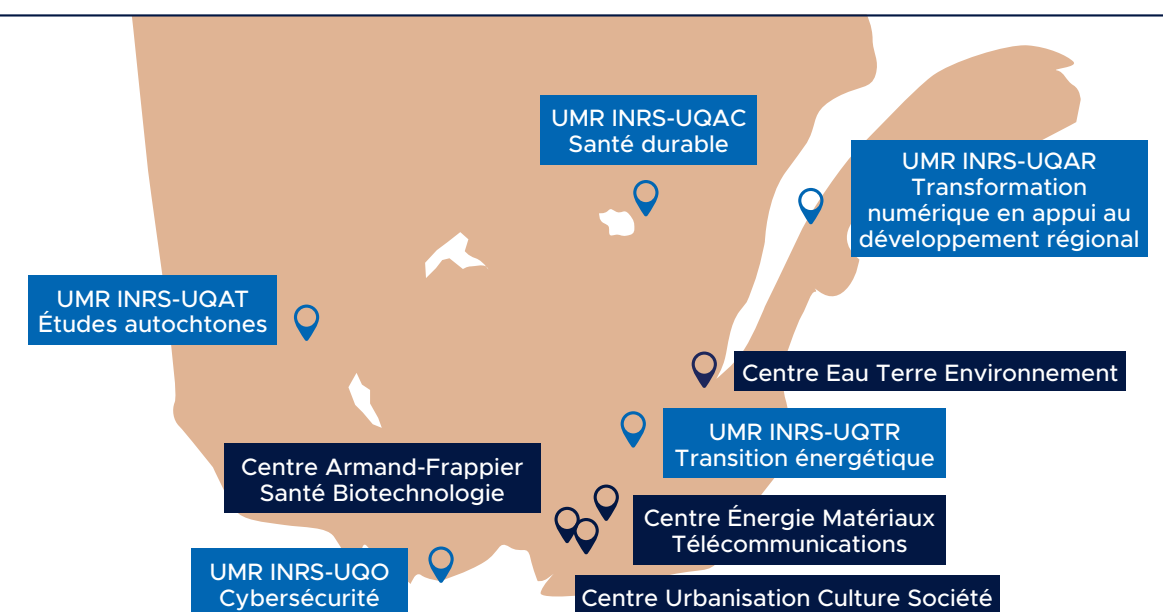
Grâce à la création d'unités mixtes de recherche (UMR), l'INRS permet de développer un leadership national et international dans des secteurs stratégiques pour le Québec en consolidant des pôles de recherche et d'innovation sur le tout territoire québécois, et ce en concertation avec d'autres établissements québécois de recherche et d'enseignement supérieur.

En 2020-2021, l'INRS a ainsi proposé de mettre en place avec ses partenaires des établissements de l'Université du Québec (UQ) cinq unités mixtes de recherche INRS-UQ. Cette initiative a reçu l'octroi d'une subvention pour 15 postes de chercheuses et chercheurs de l'INRS délocalisés dans chacun des établissements hôtes, pour un total de 3 M\$ par année.

Dans la perspective de développer des partenariats avec les milieux d'affaires et communautaires et d'assurer une pleine contribution au développement économique, social et culturel de la région hôte, ces premières UMR sont logées au sein même des établissements universitaires partenaires : à l'UQAR, à Rimouski; à l'UQAC, à Saguenay; à l'UQTR, à Trois-Rivières; à l'UQAT, à Val d'or et à l'UQO, à Gatineau. L'apport des UMR se traduit finalement par l'élaboration et le déploiement de programmes conjoints d'enseignement, de maîtrise et de doctorat afin de développer une expertise de pointe dans la région hôte.

D'autres types d'unités mixtes, notamment avec des partenaires industriels, collégiaux et gouvernementaux, sont également en cours de développement.

Pour répondre encore davantage à sa mission première et aux enjeux émergents et stratégiques du Québec, l'INRS mise non seulement sur la création de nouvelles unités mixtes de recherche, mais aussi sur la mise sur pied d'un tout nouveau centre axé sur les grands enjeux des ruralités.





2

**DES ORIENTATIONS
SCIENTIFIQUES EN
PHASE AVEC LES
GRANDS ENJEUX
DES MILIEUX RURAUX
D'AUJOURD'HUI
ET DE DEMAIN**

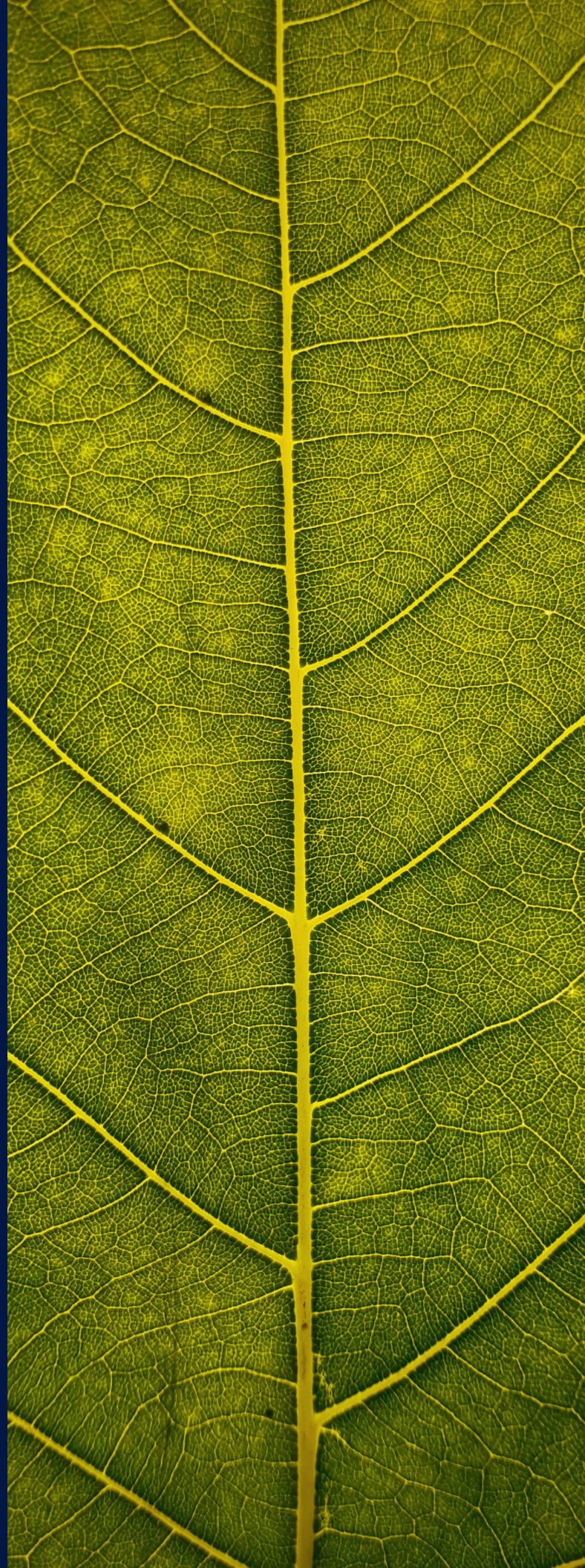
DE LA RURALITÉ AUX RURALITÉS DURABLES

Pour certains acteurs et particulièrement pour ceux des milieux ruraux, le terme « ruralité » traduit une fierté et un sentiment d'appartenance qu'il est important de prendre en compte. Or, nos consultations ont aussi mis en lumière certaines perceptions négatives ou erronées associées à ce mot, notamment parce qu'il présuppose, pour certains, une mise en opposition avec l'urbanité, parce qu'il peut avoir une résonance archaïque pour le domaine des sciences sociales et parce qu'il peut mal traduire la complexité des milieux par sa connotation trop souvent liée au monde agricole.

Dans ce contexte, nous avons décidé de conserver ce terme, toutefois en l'employant au pluriel (pour mettre de l'avant la diversité et les spécificités des milieux ruraux de l'ensemble du Québec) et en l'associant au concept de transition vers une société durable, résolument tournée vers l'avenir.

À cette étape du projet, il ne nous apparaît pas nécessaire d'en proposer une définition ou d'en établir les critères quantitatifs (par la concentration démographique comme le fait Statistique Canada par exemple).

Il est important de bien comprendre que l'identification des grandes orientations scientifiques du Centre ne dépend pas d'une définition précise du terme. En effet, les orientations scientifiques, qui devront pouvoir se réactualiser au fil du temps pour mieux répondre aux besoins évolutifs des milieux ruraux, s'articulent plutôt autour d'enjeux de société qui seront présentés dans cette section.



Faire émerger le Québec comme leader de la recherche et de la formation sur les enjeux des ruralités

*La population rurale représente 26 % de la population totale du Québec.
Les milieux ruraux occupent également près de 90 % du territoire habité.*

Dans la réalisation de sa mission particulière orientée vers le développement de la société québécoise, l'INRS poursuit l'objectif stratégique d'ajouter au moins un secteur de formation et de recherche portant sur des enjeux stratégiques émergents pour le Québec. La vision de ruralités durables comme grand objet s'est articulée d'abord sous l'éclairage des grandes réflexions institutionnelles, stratégiques et scientifiques, s'ancrant dans l'historique de l'INRS et s'appuyant sur ses créneaux d'excellence.

En effet, les territoires ruraux représentent la vaste majorité des territoires du Québec. Les populations — autochtones et allochtones, traditionnelles et néorurales — y sont dispersées au travers une myriade de formes d'organisations, de villages, de petites villes, de communautés, certaines portuaires, d'autres minières ou forestières, plusieurs à prédominance agricole, d'autres touristiques. Ces territoires sont nos réservoirs de ressources et de biodiversité.

La pérennité des milieux ruraux est le résultat d'un nécessaire équilibre dynamique, en constante évolution et adaptation, qui requiert que nous portions une attention particulière à leurs contextes et à leurs défis spécifiques.

Les milieux ruraux partagent bien évidemment plusieurs défis communs aux zones urbaines. Or, ceux-ci ne peuvent être résolus en déclinant des solutions identiques, souvent conçues pour être appliquées sur des territoires urbains. C'est pourquoi il nous apparaît primordial de penser la recherche en contexte rural pour, par et avec les milieux directement concernés.

Héritage des États généraux du monde rural de 1991

Les 3, 4 et 5 février 1991 se sont tenus à Montréal les États généraux du monde rural, qui avaient rassemblé 1200 participantes et participant provenant de 375 organismes de partout au Québec. De ce moment d'échanges et de discussions visant le maintien et la revitalisation des territoires ruraux ont découlé notamment deux initiatives phares : Solidarité rurale du Québec et la Politique nationale de la ruralité.

Créée pour assurer le suivi de ces États généraux, Solidarité rurale du Québec avait pour mission de promouvoir la revitalisation et le développement du monde rural, de ses villages et de ses communautés. Composée d'une quinzaine d'organismes nationaux et de près de 300 membres corporatifs et individuels, Solidarité rurale du Québec a agi, de 1997 à 2014, à titre d'instance-conseil du gouvernement du Québec en matière de développement rural.

Entre 2001 et 2014, une Politique nationale de la ruralité a également été mise en œuvre par le gouvernement du Québec. Cette dernière, par différentes mesures structurantes telles que le Pacte rural et plusieurs enveloppes dédiées, visait à renforcer la capacité des collectivités et à assurer que les zones rurales soient habitées de façon dynamique et durable. Lors d'un examen réalisé en 2010, l'OCDE affirmait qu'il s'agissait d'une approche figurant parmi les plus abouties et les plus avancées de la zone de l'OCDE.

Lors des consultations réalisées dans le cadre de cette étude, plusieurs intervenants et intervenantes ont déploré la fin de ces initiatives et l'absence de nouvelles occasions structurantes d'échanges.

Les gouvernements du Québec et du Canada ont reconnu de manière ponctuelle l'importance de la recherche sur des enjeux ruraux en soutenant financièrement des groupes de recherche, des chaires ou des observatoires. Toutefois, ces investissements sont bien souvent limités et renouvelables un nombre défini de fois. Si le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec (GRIDEQ), créé en 1974, demeure toujours un incontournable près de cinquante ans plus tard, d'autres initiatives structurantes telles que la Chaire de recherche du Canada en développement rural (2001-2015) ou l'Université rurale québécoise (1997-2017) n'existent plus maintenant.

Ce que nous proposons, c'est l'établissement d'une structure de recherche et de formation aux cycles supérieurs pérenne et structurante pour l'ensemble du Québec, à savoir la création d'un centre d'expertise nationale sur toutes les questions qui touchent aux multiples réalités des ruralités tant au Québec que dans le reste du monde.

Pour les fins de la présente étude d'opportunité, l'INRS se dote ici d'orientations scientifiques qui permettront de définir le nouveau centre et sa composition, et de servir de base à un éventuel programme scientifique pour le centre, élaboré selon les pratiques en vigueur à l'INRS, par les professeures et professeurs en consultation avec le milieu, grâce à un comité de liaison avec le milieu preneur et partenaire. Ces orientations scientifiques se situent à la frontière entre planification stratégique et programmation scientifique. Elles visent à définir une grande zone de déploiement alliant capacité et opportunité de développement. Elles mettent de l'avant des principes et des valeurs qui permettront l'élaboration d'une vision et la concrétisation des retombées souhaitées.

Ce centre, pensé comme un carrefour d'échanges, fournirait un ancrage partenarial à l'ensemble des diverses formes de regroupement de recherche sur les ruralités que compte le Québec. C'est un gage d'accroissement des collaborations entre tous les milieux de recherche dans les enjeux qui touchent la ruralité. Avec ce centre INRS, nous proposons de permettre au Québec d'émerger en tant que leader canadien de la recherche et de la formation sur les enjeux des ruralités.

UN CENTRE EN PHASE AVEC LES GRANDES STRATÉGIES GOUVERNEMENTALES

La création du Centre sur les ruralités durables répond effectivement à plusieurs priorités gouvernementales. En plus de former une relève scientifique de haut niveau, les travaux de recherche du Centre sauront répondre aux multiples défis auxquels fera face le Québec rural de demain.

À titre d'exemple, le Centre s'inscrit en parfaite adéquation avec la **Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027** (SQRI2). En effet, l'INRS fera en sorte que le Centre sur les ruralités durables excelle en recherche, qu'il soit un vecteur d'innovation et qu'il renforce le dialogue entre science et société.

Comme autre exemple, les travaux du Centre sur les ruralités durables participeront aux efforts déployés par le gouvernement du Québec et plus précisément le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour améliorer la qualité de vie des citoyennes et citoyens dans le cadre de la **Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire** et de son plan de mise en œuvre 2023-2027. Ce plan prévoit notamment des actions qui visent à « améliorer la capacité d'adaptation des communautés aux conséquences des changements climatiques ainsi que la conservation des milieux naturels et de la biodiversité ». Les travaux du futur Centre s'inscriront également dans l'objectif de soutenir le développement économique et d'accroître la vitalité des territoires par ses travaux de recherche sur les milieux ruraux.

Enfin, les travaux des chercheuses et chercheurs pourront aussi appuyer les efforts gouvernementaux du plan de mise en œuvre 2023-2028 du **Plan pour une économie verte 2030**, porté par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). Les travaux de recherche soutiendront les actions des différents ministères dans leurs efforts de lutte contre les changements climatiques, notamment par les axes du Plan qui visent à construire l'économie de demain et à développer et à diffuser des connaissances nécessaires à la transition climatique.

Répondre aux enjeux stratégiques et prioritaires pour les ruralités de manière intersectorielle et collaborative

L'objet des ruralités durables s'est précisé grâce à un exercice ambitieux de consultation qui a réitéré la pertinence et l'intérêt de la création d'un nouveau centre de recherche pour des ruralités durables, et énoncé de grands enjeux prioritaires en lien avec cet objet. Ces enjeux interpellent à la fois les collectivités et les milieux ruraux, les acteurs communautaires et de l'industrie, les représentants de gouvernement et la communauté de la recherche. Tous ont insisté sur le fait que les ruralités sont multiples et en mouvance, particulièrement dans le contexte de la transition climatique qui s'accélère et s'étend, appuyant sur l'importance du développement durable, dans sa définition globale comprenant les volets environnementaux, communautaires et économiques.

Devant la complexité des enjeux répertoriés, la nécessité d'approcher la réponse à ces enjeux de manière moderne et durable, avec des méthodologies scientifiques hautement intersectorielles, sur le terrain, en étroite collaboration avec les milieux preneurs et les autres acteurs de l'écosystème de la recherche est une évidence.

Le nouveau centre de recherche se situe à l'avant-plan d'une recherche de haut calibre sur des thématiques propres aux ruralités. Qu'elles soient vues ou vécues comme des modes de vie, des territoires, ou des dynamiques sociales, les ruralités sont plurielles, et les enjeux qui y sont associés sont tout autant complexes et vastes. Cette diversité amène l'INRS à proposer un positionnement scientifique et sociétal fort en complément des expertises actuelles de ses centres et de ses UMR, ainsi que des autres acteurs de la recherche au Québec.

En s'ancrant dans des valeurs de développement durable, d'équité, de diversité et d'inclusion, dans des approches réconciliatrices ainsi que dans de la mobilisation et du transfert des connaissances, la proposition préliminaire d'orientations scientifiques propose une approche interdisciplinaire. Cette approche permettra de répondre aux enjeux sociétaux des milieux ruraux, régionaux et territoriaux afin de fournir de nouveaux éclairages scientifiques permettant de contribuer au développement éco-socio-économique du Québec, d'informer les prises de décision et de former la prochaine génération de personnel hautement qualifié pour répondre aux enjeux reliés aux changements sociétaux des mondes ruraux.

Politique rurale de l'OCDE

Fruit de plus de vingt ans de travaux réalisés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de son Groupe de travail sur les politiques rurales et du Comité des politiques de développement régional, ces principes sur une vision holistique des milieux ruraux concordent parfaitement avec la volonté exprimée de l'INRS de se doter d'un centre sur les réalités rurales.

Ces principes de l'OCDE ont pour but de mettre de l'avant l'importance d'avoir des politiques publiques territorialisées qui :

- › Assurent le bien-être de tous;
- › S'appuient sur une bonne gouvernance pluri-niveaux et sur un développement mené par les acteurs locaux;
- › Préparent les zones rurales aux évolutions d'ordre technologique, démographique et environnemental;
- › Abordent dans toute leur diversité les défis qui se posent et les possibilités qui s'offrent aux zones rurales; et
- › Reposent sur des éléments probants et des données fiables et à la bonne échelle.

Cette section présente ainsi l'essentiel des nombreux enjeux recensés lors des phases de consultation. Nous les présentons sous la forme de préoccupations vécues ou anticipées par les personnes qui ont participé aux différentes activités, rassemblées en trois grands regroupements thématiques :



La reconnaissance et la mise en valeur de la **multifonctionnalité** des espaces, des territoires et des activités englobent une série d'enjeux évidents qui concernent la réalité matérielle/physique des espaces ruraux et des utilisations qui en sont faites;



La compréhension des **interconnectivités** des systèmes, des réseaux et des communautés s'articule autour des mouvements, des interrelations à l'intérieur et à travers le monde rural;



La **gestion intégrée** des services, des activités et des territoires se concentre sur les enjeux qui touchent le caractère spécifique de la prise de décisions en contexte rural.



Multifonctionnalité

Les espaces ruraux naturels ou aménagés (anthropisés) ont diverses fonctions et offrent une diversité de services qui peuvent influencer la santé et le développement économique, industriel, social, culturel, paysager, environnemental et humain. Le concept de multifonctionnalité, fortement utilisé en agriculture, amène à envisager ensemble les multiples fonctions (économiques, environnementales, résidentielles et récréatives) des territoires et des activités. La reconnaissance de la multifonctionnalité alimente les réflexions sur l'opérationnalisation du développement durable, notamment en privilégiant des mesures et des outils adaptés aux réalités locales et aux potentialités des espaces.

L'opérationnalisation d'approches de mise en valeur de la multifonctionnalité des espaces s'effectue en assurant un équilibre entre la protection des espaces naturels (p. ex. parcs nationaux, conservation, préservation, restauration) et aménagés (p. ex. patrimoine, culture, mémoire) ainsi que la gestion durable des ressources naturelles (p. ex. pêcheries, foresterie, mines), le développement d'activités agricoles durables et l'optimisation des pratiques industrielles. La part d'exploitation durable et de protection doit permettre de soutenir les besoins alimentaires, économiques et sociaux des communautés rurales tout en assurant un renouvellement des ressources naturelles et une protection des espaces naturels pour les générations à venir. Ce capital naturel fournit effectivement des biens et services écosystémiques qui supportent les activités socio-économiques rurales. Les bénéfices que procure le capital naturel sont à la fois intangibles (p. ex. bien-être, santé, régulation des cycles de l'eau et du climat) et tangibles (p. ex. création de richesse, emplois).

De nouveaux modèles d'économie circulaire et de bioéconomie commencent à émerger. Découlant notamment de volontés de créer des circuits d'approvisionnement courts et durables dans un contexte de changements climatiques et de pénurie de main-d'œuvre, l'augmentation de la circularité des ressources naturelles permet de transformer les pratiques industrielles pour accélérer la transition énergétique et écologique, en diminuant la pression d'exploitation sur les ressources naturelles, en développant et en optimisant les procédés industriels plus verts et sobres et en réduisant les coûts d'exploitation.

Les changements anthropiques ou causés par les bouleversements climatiques ainsi que l'évolution naturelle des espaces doivent être mesurés, suivis, cartographiés et prédits par une variété de méthodologies et d'outils technologiques à la fine pointe afin de rendre compte de leurs impacts potentiels sur l'ensemble des activités qui s'y déroulent.

Enfin, la reconnaissance de l'antériorité et de l'action continue sur le territoire des Premiers Peuples doit contribuer à transformer les pratiques de co-construction et de mobilisation des connaissances dans le cadre des études sur la multifonctionnalité des territoires.



Interconnectivités

L'interconnectivité fait référence à la variété de relations entre les individus et/ou les espaces (proximité / éloignement), les infrastructures technologiques et leur utilisation (télécommunications, fractures numériques, échange d'information), la logistique des déplacements de biens et de personnes (transport structurant, mobilité durable, chaînes d'approvisionnement), les phénomènes biophysiques (fractionnement du territoire, modifications des espaces, migrations d'espèces, pollution), et les mouvements et échanges humains (migrations, langues, mobilisation des connaissances, savoirs autochtones).

Les connexions ou l'absence de connexions peuvent générer des opportunités ou des risques pour les personnes, les activités et les territoires ruraux. Elles provoquent ou limitent le mouvement des personnes et des biens, modifient l'occupation du territoire et les activités et font évoluer les caractéristiques économiques, sociales et environnementales des territoires.

Les interrelations étroites qu'entretiennent les régions rurales et les régions urbaines créent un continuum géographique où l'étude des interfaces (leur localisation, leur évolution, leurs caractéristiques, etc.) s'avère pertinente. Cette vision de continuité et de complémentarité (contraire à l'opposition classique «campagnes vs villes») apporte de nouvelles opportunités d'ancrage des pratiques d'aménagement, de protection et de développement où, par exemple, les connaissances développées et mobilisées en études urbaines servent d'inspiration pour des applications adaptées en milieu rural, et vice-versa.

Les trajectoires individuelles et collectives créent des changements démographiques qui provoquent des transitions et des adaptations socio-économiques. Les territoires présentent des caractéristiques d'attractivité (rétention ou répulsion) et les communautés mettent en place des mécanismes d'intégration des nouvelles réalités sociales et économiques pour augmenter cette attractivité. Les migrations de populations, qu'elles soient permanentes (émigration, immigration) ou temporaires (p. ex. récréation, personnel étranger temporaire, [sur] tourisme), désirées (p. ex. emploi, éducation, logement, attractivité territoriale) ou forcées (p. ex. migrations climatiques,

sécurité), apportent une mixité sociale et l'apparition de phénomènes sociaux nouveaux (p. ex. néoruralité, exode rural, relève agricole, etc.) qui ont des impacts fiscaux, économiques, culturels, socio-environnementaux et sur l'accès et la disponibilité aux logements de qualité en quantité suffisante. Ces changements occasionnent des transitions et des adaptations socio-économiques font à leur tour évoluer les territoires et les communautés. De phénomènes locaux, régionaux à globaux, les facteurs de changement sont multiples. C'est dans ce contexte que s'opérationnalisent des modifications sociales, économiques, industrielles et environnementales qui offrent des opportunités et des défis d'innovation technologique et sociale. Les relations avec le patrimoine culturel, naturel et bâti s'en trouvent également influencées.

L'interconnectivité permet également de prendre en compte que certains phénomènes naturels et sociaux outrepassent les frontières territoriales et administratives, qui force à mieux comprendre la variété des trajectoires possibles. La pollution de l'air et de l'eau ainsi la dissémination d'espèces invasives ou d'épidémies sont des exemples préoccupants d'enjeux sanitaires et économiques pour les territoires ruraux.

Les réseaux routiers, d'information, sociaux et communautaires sont autant de facteurs d'interconnectivités. À titre d'exemple, le développement de systèmes alimentaires adaptés et résilients fait intervenir les aspects du transport durable, de la production et de la transformation d'aliments de qualité et en quantité suffisante, de la création de modèles de distribution en circuits courts, de mécanismes de gestion innovante des stocks, de la gestion des résidus et de la valorisation des déchets. Ces développements impliquent des changements structurels importants pour les producteurs, les industriels, les commerçants et les consommateurs.



Gestion intégrée

Les enjeux de gestion intégrée des services et des territoires font référence à l'ensemble des processus officiels ou non de gouvernance territoriale, de participation citoyenne, de surveillance des changements et de prévision autour des enjeux de multifonctionnalité et d'interconnectivité. L'adaptation des modèles de gouvernance aux réalités territoriales, régionales et rurales, notamment par le développement de modes de gestion différenciés des services sociaux, de santé ou d'éducation, permet d'assurer un accès convenable et équitable pour les individus.

Plusieurs caractéristiques territoriales créent des opportunités et définissent les besoins des collectivités, forçant l'adoption de modes de gestion différenciés pour réduire les inégalités d'accès et de qualité des services, notamment au niveau alimentaire, de l'éducation et des soins de santé. À titre d'exemple, la «nordicité» caractérise le Québec, et le développement d'approches ou de concepts adaptés d'agriculture ou d'aménagement du territoire en contexte nordique représente une avenue porteuse pour la mise en valeur des ressources et la création de valeur pour les entreprises et territoires régionaux.

Les modèles adaptés s'inscriraient dans une volonté de développer de nouveaux modes de gouvernance territoriale d'innovation sociale qui permettent une meilleure autonomisation des collectivités, notamment par la mobilisation des savoirs autochtones, locaux et scientifiques, ainsi que la coconstruction des connaissances, favorisant la gouvernance participative et l'engagement communautaire. Des concepts de gouvernance participative et de leadership contribuent à la mobilisation des personnes et des connaissances sur des sujets et des enjeux d'ordre public, mais peuvent également s'appliquer en contexte d'entreprise, visant notamment l'accroissement de la responsabilité sociale et environnementale (RSE) des organisations. La mo-

bilisation des savoirs autochtones, locaux et scientifiques, et leur intégration, constitue la base de connaissance sur laquelle des services et des moyens durables peuvent et doivent être déployés sur les territoires. Ce processus rend possible la mise en œuvre de services et d'activités mieux ancrés dans les besoins et aspirations des collectivités, en plus de laisser une place de premier plan aux enjeux autochtones dans la manière dont les services sont délivrés et les activités se déroulent par et pour les Premiers Peuples.

Dans un contexte de grands bouleversements climatiques, sociaux, économiques et sanitaires, le développement d'approches préventives et de mécanismes de planification et de prédiction des changements et des risques s'avère essentiel pour appréhender les changements à venir, s'adapter et développer la résilience des collectivités, des territoires et des activités. La santé publique, les risques naturels, la sécurité civile et publique ne sont que quelques exemples de domaines où la modélisation et le développement d'outils de prédiction d'épidémies, d'inondations ou de cyberattaques peuvent tirer profit d'approches interdisciplinaires en recherche. Les approches préventives en santé publique sont également pertinentes dans la promotion de la santé globale (physique, environnementale, psychologique et émotionnelle) pour optimiser le système de santé et réduire les traitements curatifs qui auraient pu être évités par la promotion de saines habitudes de vie et de services préventifs adaptés.



L'INRS ET LES RURALITÉS : UNE EXPERTISE BIEN ANCRÉE DANS SON HISTOIRE

L'intérêt de l'INRS pour les questions des ruralités n'est pas nouveau. En effet, l'ancêtre du centre Urbanisation Culture Société était nommé à sa création en 1970 « Centre de recherches urbaines et régionales » ou CRUR. Son principal bailleur de fonds était à cette époque l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ).

Au tournant du millénaire, l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC) fusionne avec le CRUR pour devenir le centre Urbanisation Culture et Société. Grâce à cette incorporation, l'INRS hérite du gigantesque chantier sur les histoires régionales. Ce chantier, mené par les professeurs honoraires Normand Perron et Fernand Harvey, a permis de mettre en lumière les particularités de chacune des régions du Québec et les conditions spécifiques de leur évolution démographique, économique, politique, sociale et culturelle. À ce jour, le chantier des histoires régionales a donné lieu à la publication de 19 livres dans la collection *Les régions du Québec*.

En réaction à un contexte politique complexe et à l'issue d'un travail collectif de réflexion sur les grandes orientations, le centre Urbanisation Culture et Société a fait un virage vers l'urbain, plaçant Montréal à l'épicentre des travaux. Le recrutement professoral subséquent et le développement de programmes de formation ont par la suite consolidé la position de l'INRS comme le plus important centre de recherche urbaine au Québec.

La volonté initiale de l'INRS, comme le démontre la thématique originale du centre, était toutefois de couvrir l'ensemble du continuum des occupations du territoire, allant de l'urbain au rural, et surtout l'interaction entre les deux. On a pu le voir notamment grâce au rôle que le CRUR a joué dans l'importante étude d'impacts socio-économiques réalisée pour le gouvernement du Québec dans le cadre du projet de nouvel aéroport international de Montréal à Sainte-Scholastique (le futur Mirabel).

Renforcer la recherche et l'innovation autour d'axes de recherche alliant capacité et opportunité

Les enjeux stratégiques et prioritaires pour les ruralités sont complexes et demandent à être abordés avec un regard interdisciplinaire et souvent intersectoriel. Le centre offrira l'opportunité à des chercheuses et chercheurs issus d'une variété de disciplines de poursuivre ensemble des axes de recherche et de développer une expertise sur les enjeux des ruralités, tout en s'appuyant sur une certaine capacité présente à l'INRS et dans le réseau UQ.

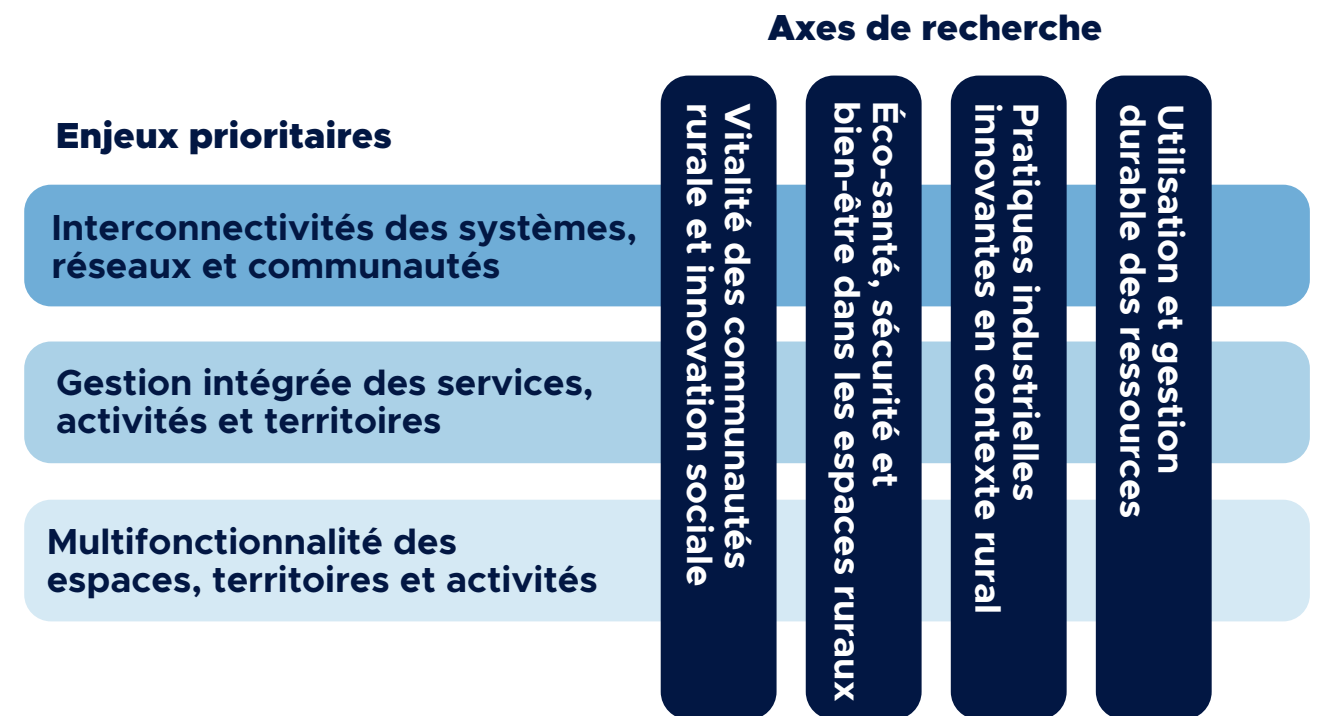
*L'INRS désire doter le Québec d'un centre sur des ruralités durables où les axes de recherche sont à l'interface des trois domaines des **sciences sociales et humaines**, des **sciences naturelles et génie** et des **sciences de la santé et de la vie**. Cette manière particulière de prévoir et d'orienter la recherche permet l'adoption d'une posture interdisciplinaire incarnée qui définira chaque projet de recherche.*

À la lumière du processus rigoureux de consultation, de cartographie des forces vives en recherche au Québec et au Canada et d'analyse des thématiques et axes de recherche couverts par ces acteurs (cartographie des regroupements de recherche et profils d'expertise des chercheuses et chercheurs, recherche documentaire et documents stratégiques des partenaires, analyse bibliométrique), l'INRS propose un centre de recherche orienté vers :

- › L'utilisation et la gestion durable des ressources
- › Les pratiques industrielles innovantes en contexte rural
- › L'éco-santé, la sécurité et le bien-être dans les espaces ruraux
- › La vitalité des communautés rurales et l'innovation sociale

Ces axes scientifiques permettent de bien répondre aux enjeux associés aux multifonctionnalités, aux interconnectivités et à la gestion intégrée, tels que présenté dans la précédente section.

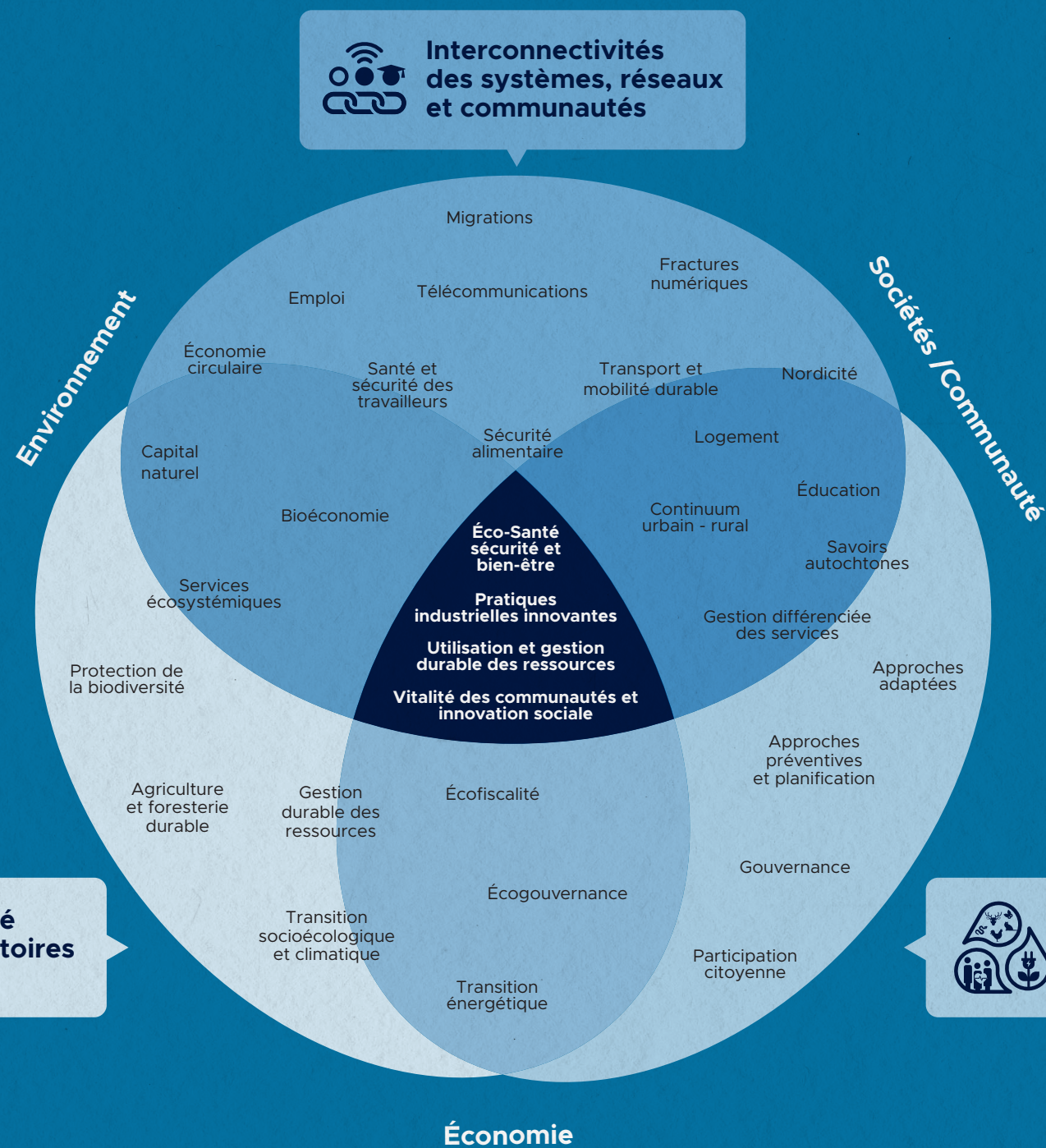
Les enjeux et les axes de recherche peuvent être envisagés comme une matrice où chaque croisement permet de développer une diversité de questions de recherche et de projets structurants vers des ruralités durables (*figure*) qui fera de ce Centre un lieu unique et innovant.



Répondre aux enjeux stratégiques des ruralités de manière intersectorielle et collaborative

Le pari de l'intersectorialité

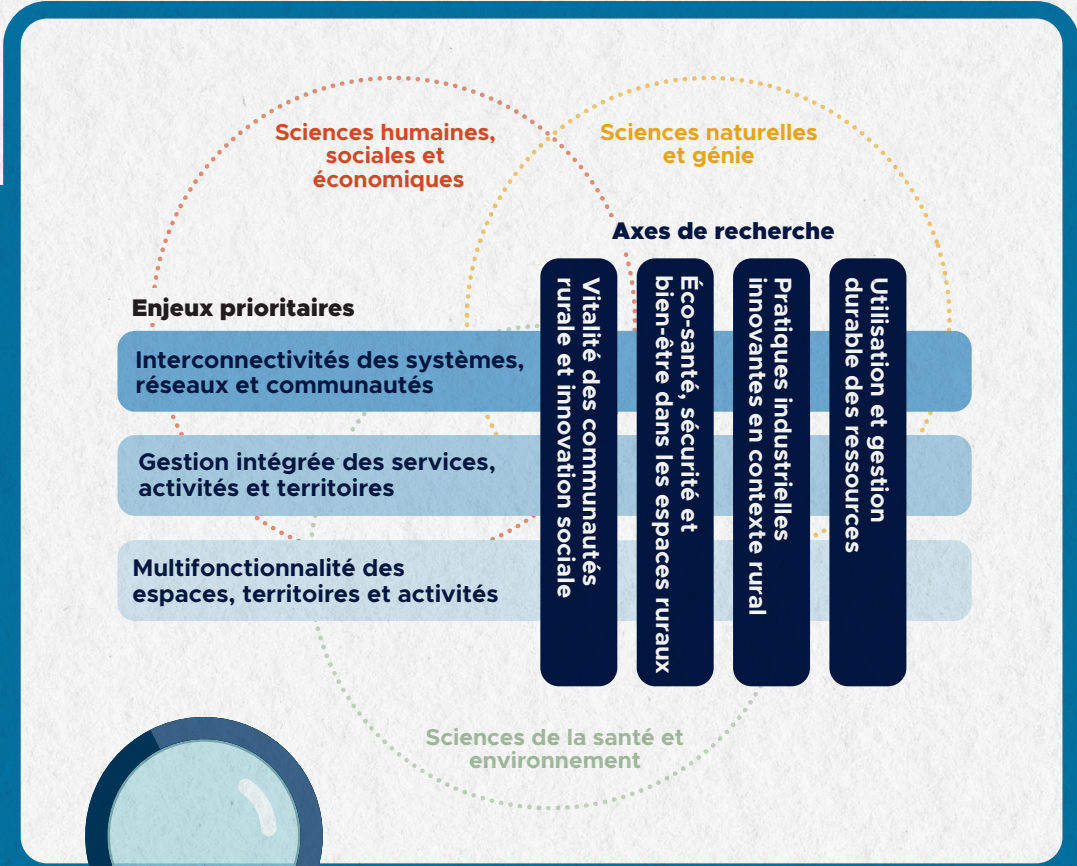
Combiner les **sciences sociales**, les **sciences de la santé** et les **sciences de la nature et le génie** est essentiel. C'est l'ADN de l'INRS. Nous misons sur la force du maillage interdisciplinaire pour le futur programme scientifique du nouveau centre.



Interconnectivités des systèmes, réseaux et communautés

Multifonctionnalité des espaces, territoires et activités

Gestion intégrée des services, activités et territoires

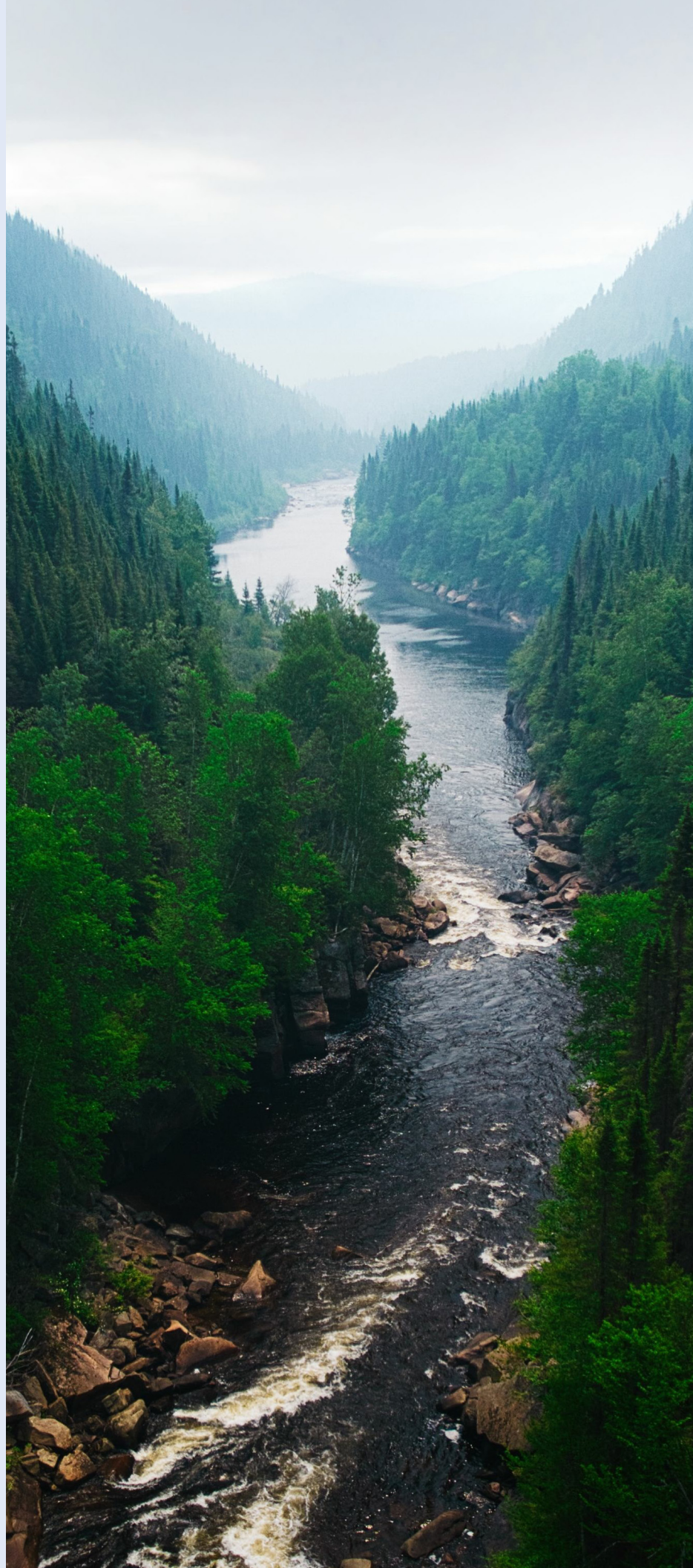


Grande initiative réseau — Forêt (GIR Forêt)

Lancée à l'automne 2021, la Grande initiative réseau – Forêt (GIR Forêt) encourage et facilite les collaborations dans le domaine des sciences de la forêt en mettant en commun les expertises et les ressources des 10 établissements du réseau de l'Université du Québec.

L'écosystème de la recherche en sciences de la forêt propre à l'Université du Québec se démarque par la diversité et l'excellence de ses unités de recherche, qui permet de positionner le réseau comme un chef de file dans le domaine à travers la province. L'INRS participe déjà à ce positionnement, notamment grâce aux expertises d'André Saint-Hilaire (hydrologie forestière et modélisation) et de Kokou Adjallé (mise en valeur des résidus forestiers grâce à la biofermentation).

Grâce aux nouvelles expertises qui joindront le Centre de recherche pour des ruralités durables, l'INRS pourra renforcer sa capacité à contribuer activement au développement de cette grande initiative.



Utilisation et gestion durable des ressources

La gestion durable vise à maintenir un équilibre entre l'utilisation des ressources naturelles et la régénération de ces ressources pour assurer la pérennité des activités humaines, les besoins des autres espèces, la préservation de la biodiversité et la réponse aux besoins des générations futures. Cette approche implique le développement et l'adoption de pratiques de gestion responsable, de recyclage et de réutilisation pour éviter l'épuisement des ressources non renouvelables et favoriser la protection de la biodiversité. Des mécanismes de gestion durable sont nécessaires à toutes les phases d'exploration, d'extraction, d'exploitation, de gestion des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de la pollution, de santé et sécurité du personnel et des communautés environnantes, de transport, de transformation, de commercialisation, de consommation, de gestion des déchets, de recyclage et de revalorisation.

Les activités d'extraction doivent être menées en minimisant les impacts environnementaux, sociaux et communautaires sur les Premiers Peuples, tout en respectant les normes de santé et sécurité pour les travailleurs. L'implication des communautés locales et des peuples autochtones dans la gestion des ressources est cruciale pour assurer le respect des droits ancestraux et la pratique d'activités traditionnelles sur les territoires. Des réflexions sur les notions de ressources renouvelables et ressources finies doivent être entamées dans la perspective où l'exploitation durable d'une ressource finie est impossible puisque, par définition, elle aura une disponibilité finie. Le recyclage et la technologie de revalorisation ne pourront pallier l'épuisement d'une ressource si les chaînes d'approvisionnement et de production ne s'adaptent pas.

Le développement et l'adoption de technologies propres et d'énergies renouvelables contribuent à réduire la dépendance aux combustibles fossiles et à limiter les émissions de GES tout en mettant la pression sur l'exploitation de certaines ressources nécessaires à cette transition énergétique. La mise en place de politiques publiques favorisant la gestion durable constitue un incitatif pour les entreprises à adopter des pratiques innovantes, alors que l'éducation et la sensibilisation du public sont essentielles pour promouvoir la consommation sobre et responsable et la réduction du gaspillage.

Le Réseau des CCTT — Synchronex

Au Québec, on dénombre 59 centres collégiaux de transfert de technologies et de pratiques sociales (CCTT), qui forment le Réseau des CCTT — Synchronex. Ce réseau compte plus de 2400 experts de l'innovation et de la recherche appliquée. Ensemble, ils détiennent une gamme impressionnante de connaissances et d'équipements qui permettent d'aider annuellement 6000 entreprises et organisations québécoises à améliorer leurs procédés, leurs produits ou leurs pratiques.

Chaque CCTT se spécialise dans un secteur d'activité qui lui est propre et est directement lié à un cégep dans sa région. Cette étroite collaboration avec le milieu de l'enseignement permet aux CCTT de jouer un rôle clé dans la formation d'une relève innovante et qualifiée. Grâce à cet ancrage au collégial, les entreprises ont accès à des expertises pointues complémentaires pour élaborer des projets novateurs et durables.

L'INRS veut profiter de la création du Centre de recherche pour des ruralités durables pour intensifier et diversifier ses partenariats interordre en travaillant étroitement avec le Réseau des CCTT — Synchronex et ses membres.



Pratiques industrielles innovantes en contexte rural

Les pratiques industrielles innovantes sont des façons de repenser des pratiques existantes dans les secteurs industriels dans une perspective d'amélioration de l'efficacité, de la durabilité et de la responsabilité sociale des entreprises. Ces nouvelles pratiques et activités innovantes visent notamment à accélérer la transition énergétique des entreprises et la décarbonation des activités industrielles et des modes de transport, tout en conservant ou améliorant la performance économique des entreprises, la gestion durable des intrants, les conditions d'emploi et la réutilisation ou la valorisation des rejets industriels.

L'implantation des nouvelles avancées technologiques, notamment dans les domaines de l'informatique, de la robotique et des matériaux innovants, représente une avenue porteuse pour placer les industries québécoises à l'avant-garde du développement durable. L'industrie 4.0 intègre les technologies numériques, telles que l'internet des objets et l'intelligence artificielle, à l'ingénierie des systèmes pour optimiser les procédés industriels et augmenter l'efficacité des entreprises. La mise en place de systèmes de gestion intelligente et l'automatisation des chaînes de production contribuent à améliorer la sécurité des travailleurs tout en favorisant l'accroissement de la productivité, la protection de l'environnement et la vitalité des communautés.

Les facteurs d'adoption des pratiques industrielles innovantes et les moteurs de la transition énergétique et écologique dans les industries sont variés et complexes, tout comme les mécanismes de gouvernance des nouvelles mesures de transparence des procédés et de traçabilité des produits. Malgré cette complexité, l'opérationnalisation de nouvelles pratiques industrielles innovantes positionne l'industrie comme un acteur clé dans la transition socio-écologique, climatique et énergétique.

Réseau Communautés Rurales et Éloignées en Santé (CARES)

Le réseau Communautés Rurales et Éloignées en Santé (CARES) est une initiative proposée par l'INRS et le Regroupement intersectoriel de recherche en santé de l'Université du Québec (RISUQ).

Ce futur réseau thématique a pour mission de contribuer au mieux-être des communautés en améliorant la santé, les soins et les services sociaux et en prévenant la maladie dans les régions rurales et éloignées du Québec. Le CARES souhaite agir en prévention des maladies en mettant en place des approches de recherche, de formation et d'animation scientifiques qui s'ancrent dans des partenariats locaux, solides et endogènes, avec les milieux communautaires, cliniques et de pratique : centres de soins, de réadaptation, de santé mentale, etc.

Le CARES mettra en place des groupes de travail agiles regroupant des experts et expertes de différents domaines de recherche. L'objectif est de maximiser la synergie entre les spécialistes et d'optimiser les ressources investies dans la recherche, tout en évitant les redondances. Ces groupes réfléchiront à de nouveaux projets de recherche et d'actions innovantes adaptées aux régions rurales et éloignées. Des acteurs et actrices des milieux de la pratique et des milieux communautaires sont déjà invités à participer, notamment dans la région de Charlevoix.

De nombreuses synergies sont déjà visibles entre le réseau CARES et le Centre de recherche pour des ruralités durables. Des projets communs font en effet déjà l'objet de discussions de démarrage, notamment dans la région de Charlevoix.



Éco-santé, sécurité et bien-être dans les espaces ruraux

L'interconnexion étroite entre la santé des humains, des animaux et de l'environnement amène à réfléchir de manière multidisciplinaire aux défis sanitaires mondiaux. Le développement d'approches holistiques de prévention, d'amélioration de la qualité de vie et de traitement des maladies permet de considérer les conséquences des activités socioéconomiques et industrielles sur l'environnement et la biodiversité ainsi que les rétroactions potentielles de la modification de la qualité des environnements naturels sur l'émergence de nouvelles maladies. Ces nouvelles maladies, ou la recrudescence de maladies, peuvent mettre en péril les populations, les services écosystémiques qui permettent entre autres de lutter contre les changements climatiques ou encore la santé des animaux d'élevages qui contribuent à fournir une partie des ressources alimentaires mondiales et des services variés (transport, fibres, sous-produits).

La surveillance, la prévention, la planification et l'adaptation permettent d'identifier et de comprendre les interactions complexes entre les facteurs biologiques, environnementaux et sociaux afin de contrôler à la source les problèmes avant qu'ils ne deviennent des enjeux de santé publique.

L'augmentation de la sécurité alimentaire est favorisée par l'ajout de mécanismes de réglementation et de procédures visant à réduire la transmission de maladies ou de pathogènes, la dégradation hâtive des denrées durant leur transport et la consommation d'aliments contaminés.

L'éducation et la sensibilisation sont des vecteurs de promotion de saines habitudes de vie et d'augmentation de la capacité des individus à prendre en main leur santé globale, en respect de leur environnement. La coopération entre les professionnels de la santé, le milieu de la recherche, les gouvernements et les organisations nationales et internationales joue un rôle crucial dans la gestion et la prévention des épidémies, des pandémies et des enjeux sociosanitaires dans la mesure où des modes de gestion et d'intervention sont coordonnés, adaptés et efficaces.

Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT)

Le CRDT, reconnu comme «Regroupement stratégique — volet centre de recherche» par le Fonds de recherche du Québec - Société et Culture (FRQSC) en 2003, est un centre de recherche interdisciplinaire et interuniversitaire qui s'est donné comme mission de produire, valoriser et diffuser des connaissances approfondies et pertinentes des réalités du développement territorial des régions non métropolitaines.

Les activités de recherche du CRDT contribuent aux efforts collectifs accomplis pour réduire les disparités entre les régions, entre les territoires centraux et non métropolitains, entre les groupes sociaux et qui exigent entre autres une connaissance approfondie des enjeux et des trajectoires particulières des territoires. Cette connaissance plus théorique alimente, de façon plus appliquée, les processus de planification, de prise de décision, de gestion et d'évaluation de politiques, de programmes et de projets de développement territorial portés par des institutions publiques et associatives.

L'ensemble de ses travaux, menés sur plus de 50 ans, a positionné le CRDT comme observateur et acteur incontournable du développement rural, régional et territorial, et le pose comme enjeu de pointe dans la recherche au Québec.

L'INRS, déjà partenaire universitaire du CRDT, pourra grâce au Centre de recherche pour des ruralités durables considérablement bonifier sa contribution à cet important réseau stratégique.



Vitalité des communautés rurales et innovation sociale

L'innovation sociale est un processus qui vise à développer des solutions créatives et durables pour résoudre les problèmes sociaux et améliorer la qualité de vie des communautés. Pour répondre aux besoins spécifiques des populations vulnérables et marginalisées et pour favoriser leur pleine participation à la vie économique, culturelle, politique et communautaire, l'inclusion, la cohésion et la justice sociale sont autant de principes et de mesures à adopter et à mettre en place. L'innovation sociale peut prendre la forme de nouvelles technologies ou d'applications permettant de relier des communautés éloignées à des approches communautaires de proximité. Elle peut se déployer à différentes échelles, du local au national et à l'international et encourage la diffusion ouverte des bonnes pratiques pour contribuer à l'amélioration d'autres contextes et territoires.

La recherche de nouvelles solutions collectives et durables pour répondre aux besoins des collectivités passe par la collaboration et une bonne communication entre les organisations, les entreprises, les citoyens et les gouvernements. Les barrières de langue, de genre, d'accès à l'information, etc. sont des obstacles auxquels il faut s'attarder.

Afin de créer des changements sociaux et sociétaux durables, l'innovation sociale apporte à réfléchir sur les causes profondes des problèmes sociaux et des enjeux socioécologiques et économiques pour trouver des solutions vivables, viables, équitables et préventives et des approches adaptées aux réalités territoriales, aux personnes cibles et aux changements anticipés. Elle contribue à transformer les structures sociales et économiques en mobilisant le potentiel créatif et collaboratif des individus et des communautés.

Prochaine étape : Concevoir un programme scientifique porteur en impliquant étroitement les partenaires de l'écosystème de la recherche et les acteurs clés des ruralités

Si les consultations 2022-2023 ont permis à l'INRS de mieux définir certaines grandes orientations scientifiques préliminaires, plusieurs étapes sont encore à franchir avant que le Centre pour des ruralités durables puisse avoir un réel programme scientifique, conçu pour et avec les acteurs clés des ruralités.

Plusieurs mécanismes de gouvernance, déjà en place à l'INRS, nous permettront de nous assurer de la pertinence et de la complémentarité des activités du Centre et de leur ancrage dans les réalités et enjeux des milieux ruraux. Dès que le gouvernement du Québec donnera son aval au projet, nous serons ainsi rapidement en mesure de notamment :

- › Recruter une direction de centre qui exercera un leadership structurant et rassembleur
- › Créer un comité de liaison solidement ancré dans les communautés rurales et scientifiques
- › Solliciter les avis de la Commission scientifique de l'INRS, composée d'experts et d'expertes externes, sur les grandes orientations du Centre
- › Impliquer des collaboratrices et collaborateurs scientifiques dans le recrutement du nouveau corps professoral.

Les prochaines étapes suivront l'ensemble des processus internes prévus notamment dans les conventions collectives. C'est ainsi la future assemblée professorale qui aura le mandat d'élaborer et de mettre en œuvre le programme de recherche inspiré par les recommandations du comité de liaison.

Recruter une direction de centre qui exercera un leadership structurant et rassembleur

Une fois l'aval du ministère de l'Enseignement supérieur donné à la création du Centre, une des premières actions que l'INRS devra poser sera de recruter un directeur ou une directrice de centre.

Cette personne devra non seulement exercer un leadership scientifique fort, puisqu'elle sera en charge des diverses étapes d'élaboration du programme scientifique, mais aussi être bien outillée pour accompagner l'INRS dans la réalisation des autres volets menant à la création du Centre, notamment en ce qui a trait aux questions administratives, financières et immobilières.

Cette personne devra enfin poursuivre la démarche de concertation et de coconstruction amorcée par l'équipe projet afin d'étendre, de consolider et de mettre en œuvre les partenariats avec d'autres acteurs de l'écosystème de la recherche et des milieux preneurs.

Créer un nouveau comité de liaison solidement ancré dans les communautés rurales

Pour s'assurer que le programme scientifique des centres réponde aux enjeux stratégiques du milieu, le Règlement 1 de l'INRS prévoit la mise sur pied de comités de liaison pour chacun d'eux. Ces comités doivent être composés d'acteurs et d'actrices externes à l'INRS, présidés par la directrice ou le directeur du centre. Le comité de liaison agit comme comité consultatif et travaille en étroite collaboration avec le Centre dans l'élaboration de sa programmation scientifique, incluant la définition du contenu de ses formations.

Ce comité de liaison – un des éléments clés pour l'accomplissement de la mission particulière de l'INRS – jouera un rôle majeur dans la poursuite de l'idéation du Centre. Il pourra être composé de membres représentant, par exemple, d'autres établissements de recherche, des ministères, des organismes régionaux ou nationaux ou des municipalités.

Solliciter les avis experts de la Commission scientifique

La commission scientifique est une instance consultative de l'INRS en matière de recherche. Elle formule au conseil d'administration toute recommandation qu'elle juge utile sur les orientations de recherche en tenant compte des attentes formulées par les pouvoirs publics.

En plus de la directrice ou du directeur scientifique, elle se compose de huit membres externes nommés par le conseil d'administration pour un mandat de trois ans. Ces membres externes sont reconnus pour leur compétence et représentent des organismes universitaires, administratifs, scientifiques et industriels dans les domaines au sein desquels l'INRS exerce des activités de recherche.

Les membres de la Commission scientifique ont déjà pu émettre leurs commentaires, réflexions, suggestions et mises en garde sur la création du Centre pour des ruralités durables lors de deux rencontres tenues en novembre 2022 et en mai 2023. Ils seront à nouveau informés et sollicités à chacune des étapes charnières de la mise en œuvre de ce projet.

COMPOSITION ACTUELLE DE LA COMMISSION SCIENTIFIQUE

- › **Catherine Mounier**, Professeure, Université du Québec à Montréal et Présidente de la Commission scientifique de l'INRS
- › **Réjean Couture**, Directeur, Commission géologique du Canada
- › **Valérie Émond**, Directrice scientifique, Bureau d'information et d'études en santé des populations de l'Institut national de santé publique du Québec
- › **Francis Fournier**, Président directeur général, COREM
- › **Marie Gagné**, Vice-présidente aux opérations, Institut de gouvernance numérique
- › **Ghyslain Gagnon**, Doyen de la recherche, professeur titulaire, génie électrique, École de technologie supérieure
- › **Caroline Larrivée**, Directrice de la programmation scientifique, Ouranos
- › **Joseph-Yvon Thériault**, Professeur associé, Université du Québec à Montréal, Professeur émérite, Université d'Ottawa
- › **Isabelle Delisle**, Directrice scientifique par intérim, INRS

Impliquer des collaboratrices et collaborateurs scientifiques dans le recrutement du nouveau corps professoral

À l'INRS, lorsqu'un membre du corps professoral doit être embauché, un comité de sélection est formé. Ce dernier est constitué du directeur ou de la directrice du Centre impliqué, d'au moins deux professeures ou professeurs désignés par leur assemblée professorale, ainsi que d'une personne externe au centre désignée par la Direction scientifique.

Cette démarche conventionnée donne donc la latitude à l'INRS d'impliquer des partenaires clés du milieu de la recherche dans le recrutement des nouvelles expertises pour s'assurer de la pertinence, de l'arrimage et de la complémentarité des expertises, et ce dans une perspective d'excellence inclusive.

Créer une assemblée professorale afin d'élaborer et de soumettre aux instances le programme scientifique du Centre

Dès l'arrivée de la direction de centre, une assemblée professorale pourra être créée et être bonifiée au fil des embauches du corps professoral prévues.

C'est cette assemblée professorale qui aura le mandat d'élaborer le programme scientifique du Centre inspiré par les recommandations du comité de liaison et de le soumettre aux instances de l'INRS. Ce programme établira le développement du centre tant du point de vue des ressources matérielles que des ressources humaines.



Des liens à tisser avec des centres et des groupes partageant des missions semblables au Canada et à l'international

Les ruralités sont un sujet d'intérêt partout dans le monde. Plusieurs groupes, universitaires ou indépendants, partagent en effet des missions plus ou moins semblables à celle du Centre de recherche pour des ruralités durables au Canada et à l'international. Pour nourrir de futures collaborations et dans une perspective de renforcer la participation du Québec dans cet écosystème, il sera pertinent dans les prochaines étapes de son implantation de tisser des liens avec plusieurs d'entre eux.

Regroupements universitaires

- › **Centre for Rural Economy, Newcastle University (Royaume-Uni)**
Ce centre de recherche, affilié à la Newcastle University, regroupe une cinquantaine d'experts en sciences sociales (notamment des économistes, des géographes, des sociologues et des politologues) qui travaillent pour le développement durable des régions rurales.
- › **Alberta Centre for Sustainable Rural Communities (Alberta, Canada)**
La mission de l'ACSRC est d'augmenter les capacités de recherche, de sensibilisation et d'éducation de l'Université de l'Alberta en lien avec les communautés rurales, les organisations communautaires rurales et les décideurs des différents paliers gouvernementaux, afin de soutenir l'amélioration de la durabilité des communautés et des populations rurales.
- › **Centre de recherche sur la ruralité, Université de Moncton (Nouveau-Brunswick, Canada)**
Les activités du nouveau Centre de recherche sur la ruralité (CR2) de l'Université de Moncton, campus de Shippagan (UMCS), se sont amorcées officiellement en hiver 2023. Le CR2 vise à devenir un pôle d'excellence au Nouveau-Brunswick venant appuyer la recherche fondamentale, appliquée et en politiques publiques sur les défis socioéconomiques touchant particulièrement les milieux ruraux.

Regroupements indépendants

- › **La Fondation rurale de Wallonie (Belgique)**
La FRW est un organisme indépendant qui œuvre pour le développement des régions rurales de Wallonie par le soutien à des projets économiques, sociaux, culturels et environnementaux.
- › **North Carolina Rural Center (États-Unis)**
La mission du NC Rural Center est de développer, promouvoir et implanter des stratégies économiques visant l'amélioration de la qualité de vie des habitants des 78 comtés ruraux de la Caroline du Nord.
- › **The British Columbia Rural Centre (Colombie-Britannique, Canada)**
En plus des services d'information qu'il offre, le BC Rural Centre possède l'expertise nécessaire pour offrir des programmes et des services spécialisés aux communautés de la Colombie-Britannique.
- › **Visages régionaux (Québec)**
Grâce à une équipe multidisciplinaire se composant de productrices et créatrices de contenu, de designers graphiques et de stratèges en développement régional, Visages régionaux prend part à l'émergence de solutions de développement régional en offrant un service de planification territoriale, ainsi que des webinaires et des formations.
- › **ID Territoires (Québec)**
ID Territoires est un regroupement d'experts interpellés par les enjeux et les dynamiques propres au développement des territoires ruraux. Ce groupe a choisi de mettre en commun les expériences et expertises de chacun afin d'appuyer les acteurs des régions rurales du Québec et ailleurs dans le monde.

3

**DE FUTURES
FORMATIONS
DYNAMIQUES ET
STIMULANTES,
COMPLÉMENTAIRES
À L'OFFRE ACTUELLE**





La formation, et plus particulièrement la formation par la recherche, est un élément central de la mission de l'INRS et de ses activités. C'est pourquoi d'importantes réflexions sur les programmes d'études doivent avoir lieu dans le cadre de ce projet.

La mise sur pied du Centre de recherche pour des ruralités durables représente également pour l'INRS une occasion unique de contribuer positivement au développement de l'offre de formation au Québec.

Grâce aux consultations effectuées dans la cadre du mandat de l'équipe projet, quatre voies, non mutuellement exclusives, ont été identifiées :

-
- 1 Former des scientifiques experts de questions d'intérêt pour les ruralités grâce aux programmes réguliers de l'INRS**
 - 2 Redynamiser le concept d'études rurales par le développement de nouveaux programmes intersectoriels**
 - 3 Contribuer à la bonification de programmes en développement régional et territorial du réseau de l'Université du Québec grâce à de nouvelles expertises intersectorielles**
 - 4 Instaurer les premiers programmes d'études en conseil scientifique du Québec pour répondre aux besoins des municipalités et autres organisations locales et régionales**
-



1 Former des scientifiques experts de questions d'intérêt pour les ruralités grâce aux programmes réguliers de l'INRS

Il est tout d'abord primordial de souligner que pour développer les activités du Centre de recherche pour des ruralités durables, l'INRS pourra s'appuyer sur les nombreux programmes d'études déjà en place dans ses quatre autres centres.

Ces formations en sciences biomédicales, en sciences de l'eau, en sciences de la Terre et en études des populations, pour ne nommer que celles-là, pourront, via un cheminement sur mesure ou non, permettre à l'INRS d'accueillir rapidement des étudiantes et étudiants dans des programmes reconnus et de qualité.

Dans le cadre de ces programmes réguliers en sciences naturelles, en sciences de la santé ou en sciences sociales, les étudiantes et étudiants pourront en effet choisir comme objet de recherche des thématiques propres aux ruralités.

Diplôme d'études supérieures spécialisées en développement rural intégré — Université Laval

Ce programme multifacultaire de 30 crédits a pour objet le progrès socioéconomique des territoires ruraux. Il repose sur une approche transversale du développement qui, au-delà des particularismes locaux, permet d'appréhender les éléments communs à tout problème de développement rural, au sud comme au nord.

Ce programme est composé de deux sessions de cours et de séminaires de maîtrise ainsi que d'une session de stage. La formation est donnée par un corps professoral dont les membres proviennent de plusieurs départements de l'Université et qui ont une vaste expérience des terrains du développement.

Ce programme accueille des personnes aux formations universitaires diverses : agroéconomie, agronomie, aménagement, anthropologie, économie, éducation, foresterie, génie, géographie, santé communautaire, sciences de l'administration, sociologie, etc.



2 Redynamiser le concept d'études rurales au Québec par le développement de nouveaux programmes intersectoriels

Pour plusieurs raisons historiques, le champ des « études rurales » au Québec s'est vu mis de côté au profit du « développement régional » et du « développement territorial ». Bien que ces disciplines aient de nombreux points communs, les « études rurales » peuvent avoir, en tant que programme propre, leur pertinence.

En effet, on peut s'apercevoir que plusieurs programmes de maîtrise et de doctorat en « études rurales » ou en « développement rural » existent ailleurs en Amérique du Nord, en Europe ou en Océanie (voir tableau plus bas). Soulignons notamment la volonté, bien visible en Europe par le titre même des programmes et leur offre de cours, de moderniser ce champ d'études en lui associant des notions d'avenir, de développement durable, d'innovation et de leadership.

Aucun programme de grade n'existe au Québec. Seul un D.E.S.S. en développement rural intégré est offert à l'Université Laval. Ce programme interdisciplinaire qui outille les étudiantes et étudiants jusqu'à la réalisation d'un stage est un modèle intéressant duquel s'inspirer.

La création du Centre de recherche pour des ruralités durables est ainsi une occasion de développer cette filière au Québec par la création de nouveaux programmes de maîtrise et de doctorat — profil recherche.

Exemples de programmes en « études rurales » ou thématiques associées

Université	Programme	Faculté ou unité	Diplôme	Ville
Québec				
Université Laval	Développement rural intégré	Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation	D.E.S.S.	Québec, QC
Canada				
University of Guelph	Rural Planning and Development	School of Environmental Design and Rural Development (SEDRD)	M.Sc.	Guelph, ON
University of Guelph	Rural Studies	School of Environmental Design and Rural Development (SEDRD)	Ph.D.	Guelph, ON
Brandon University	Rural Development	Faculty of Arts	M.A.	Brandon, MA
États-Unis				
Auburn University	Rural Sociology	College of Liberal Arts	M. Sc.	Auburn, Alabama
Pennsylvania State University	Rural Sociology	Department of Agricultural Economics, Sociology, and Education	M. Sc.	Pennsylvania
Pennsylvania State University	Rural Sociology	Department of Agricultural Economics, Sociology, and Education	Ph. D.	Pennsylvania
Iowa State University	Rural, Agricultural, Technological, and Environmental History	Department of History	Ph. D.	Iowa
Europe				
Ghent University	Science in Rural Development	Faculty of Bioscience Engineering	M. Sc.	Ghent, Belgium
Wageningen University	Development and Rural Innovation		M. Sc.	Wageningen, Netherlands
University of Kent	Conservation and Rural Development	School of Anthropology and Conservation	M. Sc.	Canterbury, Kent
University of the Highlands and Islands	Sustainable Rural Development		M. Sc.	Perth, UK
University of East Anglia	Agriculture and Rural Development	School of International Development	M. A.	Norfolk, UK
University of Galway	Rural Futures Planning and Innovation	College of Arts, Social Sciences, & Celtic Studies, Geography and Archaeology	M. A.	Galway, Ireland
Université Lumière Lyon 2	Développement rural – « Penser les campagnes de demain »	Filières géographie et aménagement de l'UFR Temps et territoires	M. A.	Bron, France
Queen's University Belfast	Leadership for Sustainable Rural Development	School of Biological Sciences	M. Sc.	Belfast, Northern Ireland
Australie / Nouvelle-Zélande				
University of New England	Rural Science	Faculty of Science, Agriculture, Business and Law	M. Sc.	Armidale, AU
Lincoln University	International Rural Development	Faculty of Agriculture and Life Sciences	M. Sc.	Lincoln, NZ

Doctorat en développement régional et territorial — Université du Québec à Rimouski (UQAR) et Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)

Le doctorat en développement régional et territorial vise à former des scientifiques et des analystes en mesure de répondre aux besoins des populations et des organismes régionaux en matière de planification, d'évaluation et d'analyse du développement régional. Offert conjointement par l'UQAR et l'UQAC, ce programme met l'accent sur l'interdisciplinarité et se définit autour des axes suivants :

- › dynamiques sociohistoriques de structuration et de déstructuration des espaces régionaux;
- › mouvements sociaux et régionalismes;
- › processus de mise en valeur des ressources et de l'environnement.

Ce programme vise à fournir un outillage scientifique, méthodologique et intellectuel complet pour comprendre également les réalités de la ruralité. Outre les cours de théories classiques et contemporaines du développement régional et les cours de méthodes d'enquête et d'analyse en développement régional et territorial, les cours abordent les dimensions fines des problématiques régionales. D'ordre politique, culturel, environnemental, économique et social, ces dimensions doivent être pensées comme un tout parce qu'elles affectent les milieux ruraux des régions québécoises.



3 Contribuer à la bonification de programmes en développement régional et territorial du réseau de l'Université du Québec grâce à de nouvelles expertises intersectorielles

Le développement régional et territorial est l'une des forces sur laquelle peut s'appuyer le réseau de l'Université du Québec. Des établissements tels que l'UQAC, l'UQAR, l'UQAT, l'UQO et l'UQTR exercent en effet un leadership fort dans ces domaines, notamment grâce à leurs observatoires et leurs programmes de formation (voir tableau plus bas).

La création du Centre de recherche pour des ruralités durables se doit de devenir une occasion de mettre en valeur ce qui existe déjà, via le développement de programmes de formation conjoints ou de continuums de formation intercycles.

Plus tard, dans la mise en œuvre du projet, lorsqu'un programme scientifique sera mieux défini, l'INRS sera en effet plus à même d'identifier la valeur ajoutée que les nouvelles expertises recrutées pourraient apporter à des programmes-phares tels que le doctorat conjoint UQAR-UQAC en développement régional et territorial. Or, on peut déjà présumer que l'approche hautement intersectorielle du Centre pourra assurer sa complémentarité.

Exemples de programmes en «développement régional» ou thématiques associées

Université	Programme	Faculté ou unité	Diplôme	Ville
Québec				
UQAC	Interventions régionales	Unité d'enseignement en sciences des sociétés et des territoires	M. A.	Saguenay, QC
UQAC	Développement régional et territorial	Unité d'enseignement en sciences des sociétés et des territoires	Ph. D.	Saguenay, QC
UQAR	Développement régional et territorial	Département sociétés, territoires et développement	M. A. et Ph. D.	Rimouski, QC
Université Laval	Aménagement du territoire et développement régional	Faculté d'aménagement, d'architecture, d'art et de design	M. ATDR.	Québec, QC
Université Laval	Aménagement du territoire et développement régional	Faculté d'aménagement, d'architecture, d'art et de design	Ph. D.	Québec, QC
Canada				
University of Alberta	Urban and Regional Planning	Faculties of Agricultural, Life and Environmental Sciences; Arts; Engineering; and Medicine and Dentistry.	Ph. D.	Edmonton, AB
University of Waterloo	Planning	Faculty of Environment	Ph. D.	Waterloo, ON
University of British Columbia (Okanagan campus)	Urban and regional studies	(Interdisciplinary Graduate Studies)	M. A., M. Sc. et Ph. D.	Kelowna, BC
États-Unis				
University of Michigan	Urban and regional planning	Taubman College of Architecture and urban planning	Ph. D.	Ann Arbor, Mi
University of Illinois Urbana-Champaign	Regional Planning	Department of Urban & Regional Planning	Ph. D.	Champaign, Il
Berkeley	City and Regional Planning	City and Regional planning	Ph. D.	Berkeley, CA
University of Pennsylvania	City and Regional Planning	School of Design	Ph. D.	Philadelphia, PA
University of Maryland	Urban and Regional Planning and Design	School of Architecture, planning & preservation	Ph. D.	College Park, MD
Florida State University	Urban and Regional Planning	Department of Urban and Regional Planning	Ph. D.	Tallahassee, FL
Cornell University	City and Regional Planning	College of Architecture, Art, and Planning	Ph. D.	Ithaca, NY
Texas A&M	Urban and Regional Sciences	School of Architecture	Ph. D.	College Station, TX
Georgia Institute of Technology	City and Regional Planning	School of City & Regional Planning	Ph. D.	Atlanta, GA
University at Buffalo	Urban and Regional Planning	School of Architecture and Planning	Ph. D.	Buffalo, NY
University of Hawai'i at Manoa	Urban and Regional Planning	Department of Urban and Regional Planning	Ph. D.	Manoa, HW
American University	International Affairs: Comparative and Regional Studies	School of international services	M. A.	Washington, DC
Europe				
Université Jean Monnet	Conseil en développement territorial	Saint-Étienne School of Economics	Master	Saint-Étienne, France
Université de Bretagne Occidentale	Gestion des territoires et développement local	Faculté de Droit, Économie, Gestion et AES	Master	Brest, France

MAÎTRISE EN MOBILISATION ET TRANSFERT DES CONNAISSANCES (SANS MÉMOIRE) DE L'INRS

La maîtrise en mobilisation et transfert des connaissances forme des spécialistes de la recherche collaborative ou partenariale et prépare à assumer de multiples rôles à l'interface de la recherche sociale et de l'action publique. Les étudiantes et étudiants inscrits y développent une expertise scientifique et professionnelle en production, en usage et en valorisation des connaissances.

Ce programme s'appuie sur l'expertise des professeures et professeurs de l'INRS dans la conduite de projets réalisés en interaction continue avec les milieux de pratique et les utilisateurs de la recherche sociale dans les secteurs culturels et sociaux, qu'il s'agisse de ministères, d'institutions prestataires de services, d'entreprises privées, d'associations, de syndicats, de groupes communautaires ou autre.

Le Centre Urbanisation Culture Société, responsable de ce programme, a déjà amorcé des réflexions pour bonifier cette formation et l'étendre à l'ensemble de l'INRS. La création du Centre de recherche pour des ruralités durables pourra venir bonifier le contexte et les besoins de cette refonte.



4 Instaurer les premiers programmes d'études en conseil scientifique du Québec pour répondre aux besoins des municipalités et autres organisations locales et régionales

Grâce à une perspective intersectorielle, un arrimage étroit avec les besoins des milieux preneurs et d'éventuelles synergies avec d'autres acteurs clés du milieu scientifique, l'INRS aimerait contribuer à former la prochaine génération de conseillères et de conseillers scientifiques municipaux et régionaux et ainsi maximiser le potentiel de transferts des connaissances qui découleront des activités de ce centre.

Un peu à la manière du programme d'attestation créé par le Conseil de l'innovation du Québec, les conseillères et conseillers diplômés de l'INRS seraient hautement qualifiés pour fournir des avis et des recommandations basés sur les connaissances scientifiques et sur les données probantes auprès des gouvernements (municipaux, nationaux et fédéraux), des industries, des milieux d'affaires et les regroupements communautaires.

Plus spécifiquement, les conseillers scientifiques assurent une veille des nouvelles connaissances et découvertes, analysent les données, publient des synthèses, communiquent et vulgarisent les informations complexes, évaluent les risques et les avantages des solutions, émettent des recommandations et des avis scientifiques et techniques auprès des décideurs, supportent la prise de décisions éclairées pour atteindre des objectifs spécifiques dans des situations complexes, identifient les domaines où des recherches supplémentaires sont nécessaires afin de bien répondre aux enjeux vécus, anticipent les défis émergents en se basant sur les tendances et les outils de prévision et de modélisation disponibles et font la promotion de l'éthique et de la responsabilité en recherche.

De manière à y arriver, l'INRS souhaite entreprendre la création des premiers programmes ou concentrations en conseil scientifique du Québec. En effet, si certaines formations — majoritairement des programmes courts — existent en communication scientifique ou en mobilisation des connaissances, le conseil scientifique semble demeurer cantonné au domaine de la santé (voir tableau plus bas).

Soulignons que plusieurs universités du réseau UQ ont déjà démontré leur intérêt à collaborer au développement de telles formations conjointes.

Exemples de programmes en « mobilisation des connaissances », « communication scientifique », « conseil scientifique » ou thématiques associées

Université	Programme	Faculté ou unité	Diplôme	Ville
Québec				
INRS	Mobilisation et transfert des connaissances	Centre UCS	D.E.S.S.	Ann Arbor, Mi
M. A.	Montréal, QC	Department of Urban & Regional Planning	Ph. D.	Champaign, Il
Québec, QC	City and Regional Planning	City and Regional planning	Ph. D.	Berkeley, CA
Bishop's University	Knowledge Mobilization	Social Science	Certificat (M.A.)	Sherbrooke, QC
McGill University	Information and Knowledge Management	Faculty of Arts	Gr. Cert.	Montréal, QC
Université Laval	Communication et journalisme scientifiques	Faculté des lettres et des sciences humaines	Microprogramme de deuxième cycle	Québec, QC
Polytechnique Montréal	Vulgarisation scientifique		Certificat de premier cycle	Montréal, QC
UQAM	Communication scientifique	Faculté de communication	Programme court de deuxième cycle	Montréal, QC
Canada				
Université d'Ottawa	Knowledge Management	Professional Development Institute	N/A	Ottawa, ON
University of Guelph	Knowledge Mobilization	College of Social and applied human sciences	Certificat	Brest, France
(B. A.)	Guelph, ON			
UBC	Genetic Counseling	Faculty of Medicine	M. Sc.	Vancouver, BC
UBC	Biomedical Visualization and Communication	Faculty of Medicine	Certificat	Vancouver, BC
University of Toronto	Genetic Counselling	Department of Molecular Genetics	M. Sc.	Toronto, ON
University of Saskatchewan	Certified Crop Science Consultant Program	College of Agriculture and Bioresources	Certificat	Saskatoon, SK
University of Calgary	Science Communication	Cumming school of medicine	Certificat	Calgary, AB
Université Laurentienne	Science Communication		M.S.Com. et G.Dip.	Sudbury, ON
Carleton University	Science Communication	Faculty of Science	Certificat	Ottawa, ON
États-Unis				
Stony Brook University	Science Communication	School of Communication and Journalism	Maîtrise	Stony Brook, NY
PennState University	Science Communication	Donald P. Bellisario College of Communications	Maîtrise	University Park, PA
Europe				
University of Edinburgh	Science Communication and Public Engagement	Medicine	MSc, PgCert, PgDip	Edinburgh, UK
University College London	Science Communication	Science and Technology Studies	(Online Learning)	London, UK
Australie/Nouvelle-Zélande				
The University of Western Australia	Science Communication		Master	Perth, Australia
University of Otago	Science Communication	Department of Science Communication	Ph. D.	Otago, New Zealand
Australian National University	Science Communication	ANU College of Science	Master	Canberra, Australia



Les Fonds de recherche du Québec en appui au développement du conseil scientifique

En 2023, la Direction des grands défis de société des Fonds de recherche du Québec (FRQ) s'est vu confier le mandat de diversifier les perspectives de carrière de la relève en recherche, notamment en explorant le conseil scientifique dans l'administration publique et l'entrepreneuriat scientifique.

Certaines initiatives ont déjà vu le jour. Soulignons le premier appel à candidatures du programme L'interface, un parcours de formation intensif destiné aux membres de la communauté de la recherche qui souhaitent s'impliquer auprès de l'administration publique ou des décideurs au Québec. Ce programme, développé en collaboration avec l'ACFAS, permettra à une quinzaine d'entre eux de mieux saisir les rouages du système politique québécois et de comprendre l'élaboration des politiques publiques dans la province, via des cours, des rencontres et des ateliers de réseautage.

Avec le programme Scientifique en résidence, les FRQ souhaitent également renforcer la capacité d'innovation et le conseil scientifique dans les administrations publiques, en offrant à une personne titulaire d'un doctorat l'occasion d'explorer de nouvelles perspectives de carrière et de donner une orientation différente à ses compétences en recherche. Ce programme se déploie à l'étranger, dans des ministères ou organismes gouvernementaux du Québec ou dans des municipalités du Québec, telles que Laval et Sherbrooke.

L'INRS salue les efforts de Rémi Quirion et des Fonds de recherche du Québec pour mettre de l'avant l'importance du conseil et de la diplomatie scientifiques, tant au Québec qu'à l'international. Grâce au Centre de recherche pour des ruralités durables, l'INRS souhaite y contribuer en travaillant à la mise en œuvre de nouvelles initiatives collaboratives en conseil scientifique qui outilleront mieux les organisations à l'échelle locale et régionale.

4

**UN NOUVEAU CENTRE
AMBITIEUX QUI
PREND LES MOYENS
POUR RÉUSSIR À
LONG TERME**



POURQUOI UN 5^e CENTRE INRS?

Nous avons bien sûr évalué les possibilités d'accomplir l'objectif de nous saisir de cet enjeu des ruralités à partir des ressources que nous avons déjà à l'INRS.

Plusieurs chercheurs et chercheuses qui abordent par leur recherche certains enjeux des ruralités québécoises travaillent déjà en effet à l'INRS. Par exemple, au centre ETE, l'expertise sur la prévision des inondations ou celle sur l'agriculture de précision touchent déjà des problèmes propres aux milieux ruraux. Des chercheuses et chercheurs du centre AFSB se préoccupent quant à eux de questions alimentaires et de recyclage des résidus des productions serricoles. Toutefois, ces recherches s'insèrent dans les programmes de centres qui ne sont pas axés sur des enjeux ruraux comme tels.

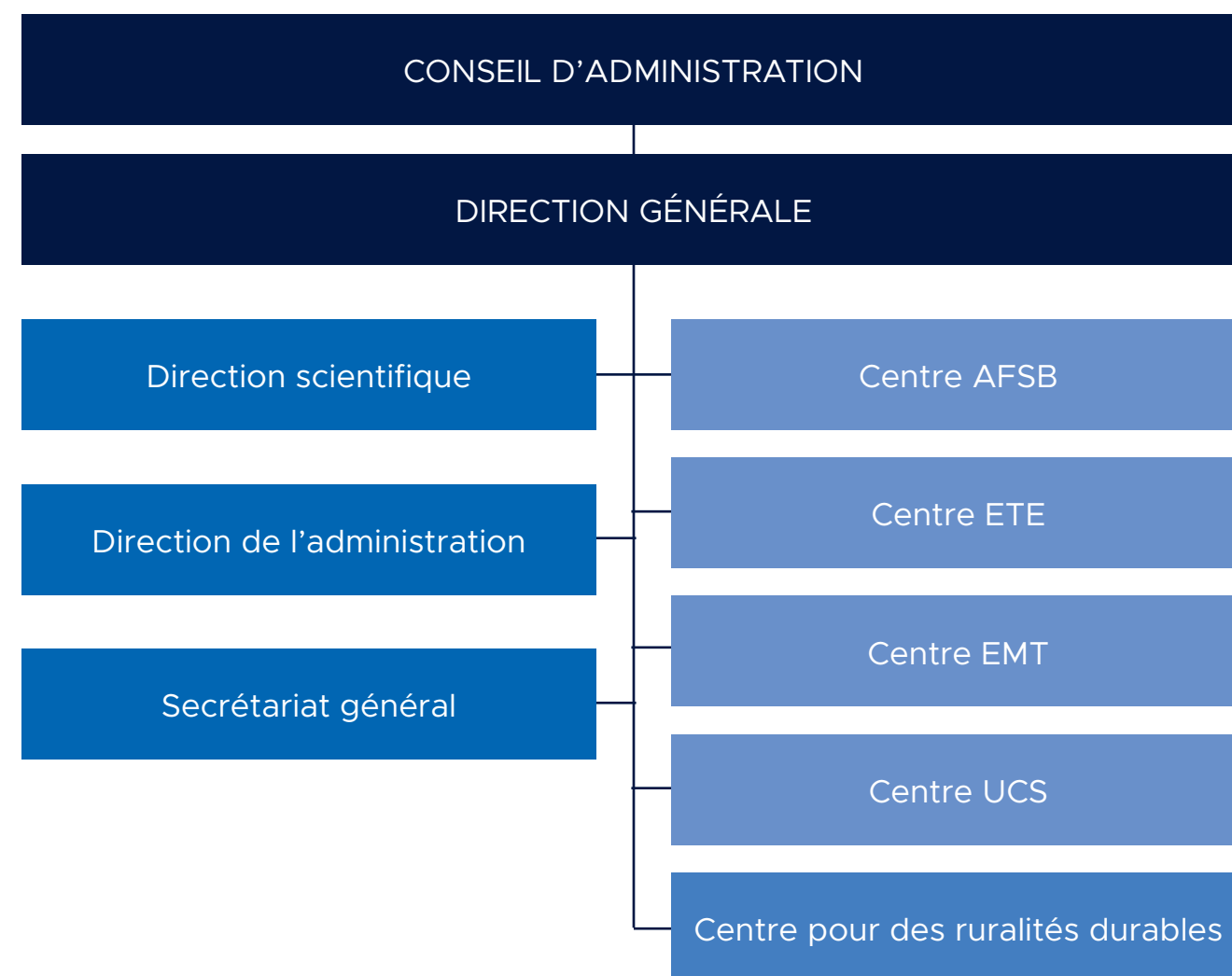
Le principal avantage de créer un centre de recherche INRS est de pouvoir assembler en un seul lieu une masse critique multidisciplinaire de scientifiques tous motivés par l'élaboration d'un programme scientifique commun sur les enjeux des ruralités.



Les hypothèses et les projections exprimées dans cette section sont le fruit d'une collaboration entre l'équipe projet et la direction de l'administration, le service des finances, le service des ressources matérielles et l'équipe de la recherche institutionnelle. La contribution de ces expertises internes se décline en plusieurs projections et cibles devant être prises en compte pour porter un regard complet sur l'horizon prévisionnel du nouveau centre.

La création du nouveau centre s'intégrera naturellement dans la structure de gouvernance de l'INRS, composé actuellement d'une direction générale, de trois directions et de quatre centres.

Cette nouvelle « unité » aura ainsi les mêmes rôles et responsabilités et occupera dans l'organigramme de l'INRS un niveau équivalent aux centres existants.



BUDGET OPÉRATIONNEL PRÉVISIONNEL

Des scénarios financiers ont été conçus en collaboration avec le Service des finances à partir des budgets d'opération actuels des autres centres de recherche de l'INRS.

Nous estimons ainsi que le Centre de recherche pour des ruralités durables, après sa phase de démarrage, pourrait avoir un budget d'opération de 8,7 M\$.

À noter qu'un peu plus de 50 % des produits prévus proviennent de la subvention de mission accordée à l'INRS. Or, une révision de la formule de financement des universités est en cours. Les recommandations faites par l'INRS dans le cadre de ce chantier et qui font l'objet d'un mémoire déposé en juin 2023 permettront, si elles sont acceptées, d'atteindre plus rapidement la viabilité financière de ce nouveau centre et de dégager une marge de manœuvre nécessaire pour déployer des pratiques innovantes dans ce projet.

Pour assurer la viabilité de ce centre et maximiser les retombées de celui-ci, l'INRS s'est donné les cibles suivantes :

-
- 1** **Embaucher sur 5 ans un corps professoral intersectoriel de haut calibre composé de 21 membres équitablement répartis dans les grands secteurs des sciences sociales et humaines, des sciences naturelles et génie et des sciences de la santé**
 - 2** **Attirer et accueillir au Centre une communauté étudiante aux parcours et aux profils diversifiés d'une centaine de personnes**
 - 3** **Garantir, dès le démarrage du Centre, des services de qualité favorisant l'accès, la réussite et l'excellence inclusive de la communauté professorale et étudiante**
 - 4** **Créer un espace vivant et rassembleur combinant milieu de vie et milieu de recherche**
-

Le Centre de recherche pour des ruralités durables sera ainsi bâti autour d'une communauté forte qui repose sur la diversité de ses membres et d'un lieu propice au déploiement optimal de ses activités.

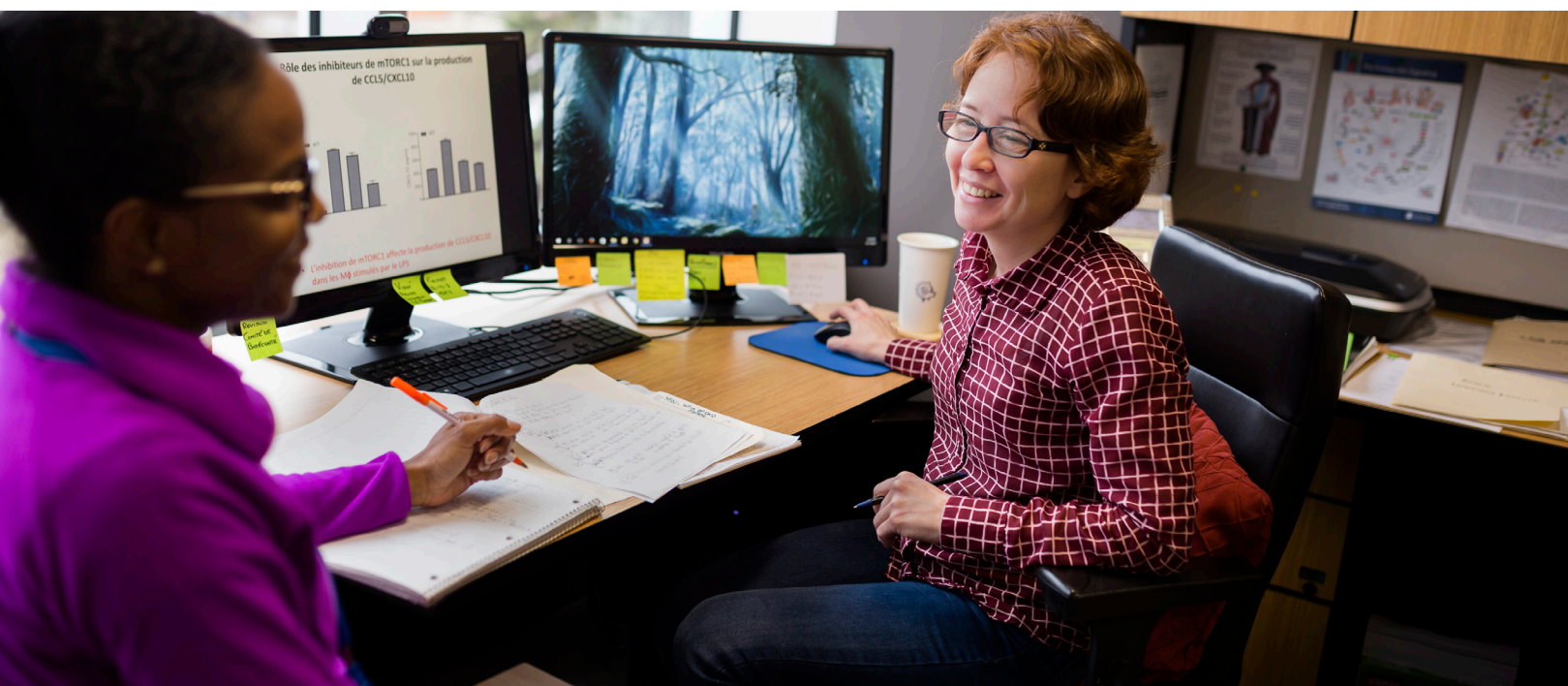
1 Embaucher sur 5 ans un corps professoral intersectoriel de haut calibre composé de 21 membres

Considérant l'importance de créer une masse critique suffisante pour maximiser le potentiel de collaboration entre chercheuses et chercheurs et pour favoriser l'intersectorialité dans le projet,

l'INRS souhaite, grâce à une augmentation de sa subvention de mission conséquente, recruter 21 nouveaux membres du corps professoral équitablement répartis dans les grands secteurs des sciences sociales et humaines, des sciences naturelles et génie et des sciences de la santé et ce, dans les cinq premières années du projet.

Il s'agit d'une cible ambitieuse, mais réalisable en affectant les ressources aux affaires professorales nécessaires pour l'atteindre.

Ce nombre résulte également d'une étude du Service des finances visant à atteindre le plus rapidement possible et à **maintenir à long terme la viabilité financière des opérations** du Centre. En deçà de ce nombre, le Centre, pour répondre adéquatement à ses besoins en personnel et en infrastructure, pourrait se voir en perpétuelle situation de difficultés financières.



Recrutement par vagues

Pour prendre en compte les délais de recrutement et d'intégration pouvant s'échelonner sur 11 mois en moyenne, nous avons réfléchi le processus d'embauche en plusieurs vagues.

Phase	Profil	
Démarrage	Embauche de la direction du Centre, d'un gestionnaire administratif + création du comité de liaison	
Vague 1 (Ans 1-2)	Poste 1	Sciences sociales
	Poste 2	Sciences naturelles et génie
	Poste 3	Sciences de la santé
Vague 2 (Ans 2-3)	Poste 4	Sciences sociales
	Poste 5	Sciences naturelles et génie
	Poste 6	Sciences de la santé
	Poste 7	Sciences sociales
	Poste 8	Sciences naturelles et génie
	Poste 9	Sciences de la santé
Vague 3 (Ans 3-4)	Poste 10	Sciences sociales
	Poste 11	Sciences naturelles et génie
	Poste 12	Sciences de la santé
	Poste 13	Sciences sociales
	Poste 14	Sciences naturelles et génie
	Poste 15	Sciences de la santé
Vague 4 (Ans 4-5)	Poste 16	Sciences sociales
	Poste 17	Sciences naturelles et génie
	Poste 18	Sciences de la santé
	Poste 19	Sciences sociales
	Poste 20	Sciences naturelles et génie
	Poste 21	Sciences de la santé

DES PRATIQUES DE RECRUTEMENT INCLUSIVES FAVORISANT L'EMBAUCHE D'UN CORPS PROFESSORAL DIVERSIFIÉ

L'INRS est engagé à se doter d'un corps professoral diversifié pour bénéficier de l'apport essentiel des différents groupes qui composent la société à ses activités de recherche et d'enseignement. C'est dans cette perspective qu'il s'est doté d'un guide de recrutement professoral inclusif visant à soutenir l'implantation systématique de pratiques d'embauche équitables et limitant les biais. Le recrutement des membres du corps professoral du Centre sera réalisé conformément à ce guide. Des formations sur la gestion des préjugés inconscients dans les processus de recrutement sont également offertes de manière régulière aux membres du corps professoral en poste, qui sont chargés de la sélection de leurs pairs.

RECRECITER LES DIPLÔMÉS ET DIPLÔMÉES LES PLUS PROMETTEURS

Ces embauches visent à accroître la masse critique de chercheuses et de chercheurs travaillant sur les enjeux des milieux ruraux, sans venir cannibaliser les ressources professorales d'autres établissements d'enseignement supérieur québécois.

Si l'intégration d'un petit nombre de professeures et professeurs travaillant déjà à l'INRS a été identifiée comme un important facteur de succès pour le démarrage du Centre, le principal bassin de recrutement visé sera celui des personnes ayant récemment diplômé au Québec ou à l'international.

C'est en effet ce qui s'est produit lors de l'embauche du corps professoral associé aux cinq UMR INRS-UQ. Voici le profil des 15 personnes recrutées au moment de leur embauche :

- › 6 stagiaires postdoctoraux,
- › 2 recrutements internes (corps professoral de l'INRS),
- › 2 chercheurs d'institutions de recherche publiques (non-universitaires),
- › 2 associés de recherche (Canada et Europe),
- › 1 professeur adjoint dans une université européenne,
- › 1 chercheur provenant d'une entreprise privée,
- › 1 étudiant au doctorat en fin de parcours.

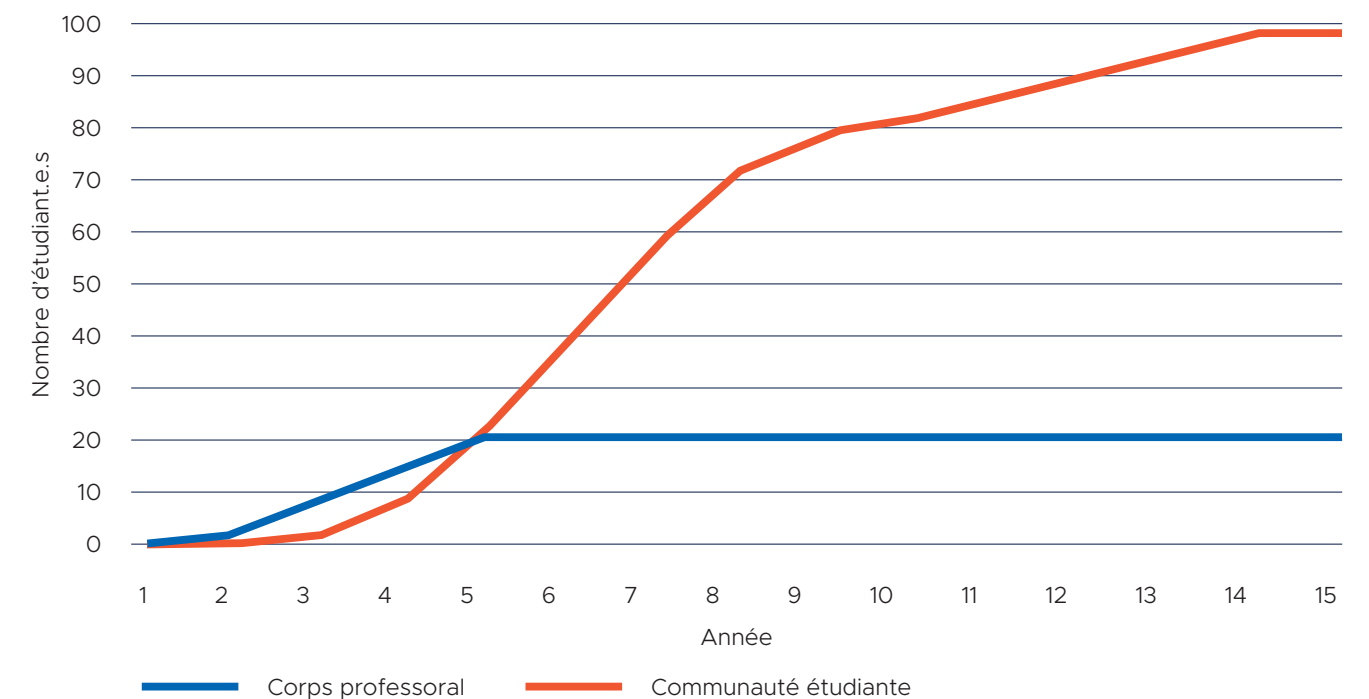
Dans un contexte où le Québec forme beaucoup plus de doctorantes et de doctorants qu'il n'y a de postes d'ouverts dans les universités, il s'agit d'une occasion unique de retenir les meilleurs talents dans l'écosystème québécois de la recherche.

2 Attirer et accueillir au Centre une communauté étudiante aux parcours et aux horizons diversifiés d'une centaine de personnes

Considérant l'importance de penser le projet de création du Centre de façon pérenne et donc son démarrage sur une période assez longue, nous avons réalisé des scénarios sur 15 ans.

Bien qu'il y ait une très grande variabilité des effectifs étudiants entre les différents programmes, entre les domaines d'études, voire entre les professeures et professeurs individuellement, les moyennes d'encadrement aux cycles supérieurs des autres centres de l'INRS pour la période 2020-2022 nous ont permis d'établir les cibles suivantes en fonction de l'arrivée progressive du corps professoral mentionnée plus haut :

Cible – communauté étudiante



Ainsi, pour accompagner les 21 professeures et professeurs dans leurs projets de recherche, nous pouvons anticiper le recrutement d'une quarantaine d'étudiantes et d'étudiants après 6 ans et près d'une centaine après 14 ans.

À plus long terme, il est à noter que ce nombre pourra être encore plus important. En effet, la création du Centre de recherche pour des ruralités durables pourrait donner lieu à d'autres embauches et à la réalisation d'autres projets structurants tels que des unités mixtes de recherche relevant de ce Centre.

FACTEURS D'ATTRACTION INRS

Selon l'Enquête sur les projets d'études et les motifs ayant incité les étudiants à s'inscrire à l'INRS 2022-2023, plusieurs facteurs de succès permettent de recruter des étudiantes et étudiants de haut calibre provenant de partout dans le monde.

Parmi ces facteurs, soulignons :

- › Des projets de recherche stimulants (identifié par 95 % des personnes répondantes comme étant très ou assez important)
- › Un encadrement de qualité (92 %)
- › Des programmes et domaines d'études pertinents (89 %)
- › Un programme de bourses d'études avantageux (85 %)
- › Et l'excellente réputation de l'établissement (81 %)

En appliquant ces facteurs de satisfaction à la mise en œuvre du Centre de recherche pour des ruralités durables, l'INRS croit pouvoir recruter la masse critique d'étudiantes et étudiants ciblée.

Augmentation prévisionnelle des effectifs étudiants

Le ministère de l'Enseignement supérieur prévoit dans son récent plan stratégique 2023-2027 une augmentation d'ici 2031 de 10,7 % de l'effectif étudiant au 2^e cycle et de 16,8 % au 3^e cycle.

Dans ce contexte, nos cibles de recrutement sont certes ambitieuses, mais atteignables.



3 Garantir, dès le démarrage du Centre, des services de qualité favorisant l'accès, la réussite et l'excellence inclusive de la communauté professorale et étudiante

Il est primordial d'offrir, dès les premières années du Centre, des services de qualité permettant non seulement la mise en opération du nouveau Centre, mais surtout l'accueil et l'intégration de notre future communauté en favorisant l'accès, la réussite et l'excellence inclusive.

Ces services seront assurés d'une part à l'intérieur même du Centre par le biais de plusieurs postes-clés, notamment :

Personnel de direction

- › Direction de centre
- › Gestionnaire de centre

Personnel de recherche — autre que corps professoral

- › Responsable de laboratoire

Personnel professionnel

- › Conseiller.e en partenariat et valorisation
- › Agent.e — fonds de recherche
- › Bibliothécaire

Personnel technique

- › Bâtiment
- › Laboratoire
- › Support technique
- › Bibliothèque

Personnel de bureau

- › Secrétariat de direction
- › Accueil et tâches administratives
- › Suivi des dossiers étudiants
- › Ressources humaines

Une équipe d'une quinzaine de personnes, voire plus, intégrera donc progressivement le Centre lors des différentes phases de mise en opération, afin d'assurer une planification bien réfléchie des activités à déployer et des services favorisant la réussite de la nouvelle communauté.

Aux postes listés ci-dessus, il est important d'ajouter le personnel de recherche payé à même les fonds de recherche du corps professoral, embauché pour des projets spécifiques. Lorsque le Centre sera pleinement opérationnel, il est prévu d'en compter une dizaine.

UN SERVICE DES ÉTUDES SUPÉRIEURES ET DE LA RÉUSSITE ÉTUDIANTE BONIFIÉ ET HAUTEMENT PERFORMANT

Au cours des dernières années, le Service des études supérieures et de la réussite étudiante (SESRE) de l'INRS a connu une croissance inégalée, sous l'impulsion de son directeur Philippe-Edwin Bélanger et des sommes additionnelles et dédiées provenant du MES. Grâce aux opportunités permises par la mise en œuvre du Plan d'action pour la réussite en enseignement supérieur (PARES) et du Plan d'action sur la santé mentale étudiante en enseignement supérieur (PASME), la qualité et la diversité des services offerts à notre communauté étudiante se sont grandement bonifiées, notamment en ce qui a trait au soutien psychologique, psychosocial et d'aide à l'apprentissage. L'équipe compte en effet maintenant une psychologue, une travailleuse sociale, une orthopédagogue ainsi que plusieurs spécialistes en pédagogie.

Ces services, déjà conçus et déployés à distance et en mode multisites, devront continuer à être bonifiés au fil des ans. Ils permettront d'offrir un accompagnement de qualité aux nouvelles cohortes étudiantes qui joindront le Centre et plus particulièrement aux étudiantes et étudiants internationaux.



Une partie du soutien et de l'appui au corps professoral et à la communauté étudiante sera également offerte au sein de l'administration de l'INRS par le biais de ses services.

Il est ainsi primordial de prendre en compte dès le démarrage du projet l'augmentation de la charge de travail des équipes actuelles nécessaire pour répondre adéquatement à ces nouveaux besoins. L'ajout de nouvelles ressources est ainsi à prévoir, notamment :

Direction scientifique

- › Affaires professorales
- › Service des études supérieures et de la réussite étudiante : technicien.ne — registrariat et autres services étudiants
- › Service à la recherche : conseiller.e en développement de la recherche

Direction de l'administration

- › Service des ressources humaines : agent.e de dotation
- › Service des ressources matérielles : chargé.e de projet
- › Service des ressources informationnelles : technicien.ne

Des enjeux de main-d'œuvre à considérer

Les défis de recrutement de main-d'œuvre qualifiée en contexte de pénurie et en contexte régional sont bien évidemment à prendre en compte.

Deux éléments peuvent nous aider à pallier ces difficultés :

- › La possibilité de créer des ponts de service avec le centre ETE situé à Québec
- › La possibilité de négocier des ententes de ressources partagées pour certains corps d'emploi spécialisé. Par exemple, une ressource en technopédagogie ou en audiovisuel avec le Centre de services scolaires de Charlevoix.

Notons également que l'ouverture de postes bien rémunérés dans de nouveaux champs d'expertise dans la région de Charlevoix peut permettre d'attirer de nouvelles familles ou le retour de personnes natives de la région.

4 Créer un espace vivant et rassembleur combinant milieu de vie et milieu de recherche

Bien qu'aucune demande budgétaire ne soit faite au ministère de l'Enseignement supérieur pour la construction d'un nouveau bâtiment ou la réfection d'un bâtiment existant, l'évaluation des besoins en espace et en infrastructure pour ce nouveau centre fait partie intégrante des mandats de l'équipe projet.

Ces espaces devront non seulement répondre aux besoins de la communauté étudiante, du corps professoral et du personnel, mais aussi permettre la mise en place des meilleures pratiques en matière d'approches pédagogiques, de développement durable et d'équité, diversité et inclusion.

Pour répondre aux besoins à haut niveau des orientations scientifiques préliminaires du projet, une superficie brute de 7 331 m² a été ainsi calculée. La superficie nette disponible serait alors de 4 717 m².

Ces superficies ont été calculées selon les paramètres des espaces normalisés du ministère de l'Éducation en considérant 21 membres du corps professoral, 98 étudiants et étudiantes et 19 membres du personnel. Le corps professoral et la communauté étudiante ont été répartis de la façon suivante pour ce qui est des groupes de laboratoire d'enseignement et de recherche :

Tableau D appliqué à la projection de 21 professeur.e.s

	Groupe R 3 m ²	Groupe S 10 m ²	Groupe T 37 m ²
Groupe A 0,4 m ²	7 professeurs 28 étudiants		
Groupe B 1,1 m ²			
Groupe C 2,2 m ²		4 professeurs 24 étudiants	7 professeurs 28 étudiants
Groupe D 6,4 m ²			
Groupe E 4,4 m ²			3 professeurs 18 étudiants

Il est important de noter que les superficies brutes et nettes calculées selon les normes ont été augmentées de 20 % afin de permettre une augmentation du nombre d'étudiants dans le futur.

L'élaboration d'un montage financier rattaché à des investissements plus précisément estimés constitue une prochaine étape prioritaire du mandat de l'équipe projet.

Au cours des derniers mois, l'équipe de la Direction générale et l'équipe projet ont tenu plusieurs rencontres avec des acteurs des paliers fédéral, provincial, régional et municipal pour leur présenter le projet et la démarche. Bien qu'il soit encore très tôt dans le processus et qu'aucune demande n'ait été faite en ce sens, plusieurs d'entre eux nous ont indiqué un intérêt pour le projet et une ouverture à discuter d'une possible participation au financement du projet, notamment :

- › Ministère canadien du Développement économique rural
- › Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC)
- › Secrétariat à la Capitale-Nationale
- › Fonds régions et ruralité, via les appels à projets des deux MRC
- › Fonds du Grand Mouvement, de Desjardins

La Fondation de l'INRS pourra également être mise à profit au moment opportun.



Une bibliothèque : lieu dynamique de travail, de perfectionnement et d'échanges

La bibliothèque du 21^e siècle est bien plus qu'un simple entrepôt de documents. Elle est aussi un lieu de création intellectuelle autant qu'un carrefour des technologies, essentiel pour l'avancement de la recherche.

Une bibliothèque, c'est un carrefour d'information avec du personnel qualifié, compétent et serviable pour répondre à toute question liée de près ou de loin à l'information, la documentation et les outils.

Une bibliothèque, c'est un milieu de vie. Dans les centres actuels de l'INRS, le personnel des bibliothèques complète et bonifie les services offerts aux étudiantes et étudiants (SESRE) par exemple en organisant des soirées de jeux de société, des collectes de dons de vêtement pour les nouveaux arrivants, ou en aidant les étudiantes et étudiants à trouver des ressources externes (soins de santé, emploi, etc.).

Une bibliothèque, c'est un lieu d'échanges qui peut servir d'espace de coconstruction avec la communauté en accueillant des conférences et des activités ouvertes au public pour renforcer le dialogue entre science et société.

Pour favoriser la réussite de notre communauté étudiante, mais aussi leur intégration et leur sentiment d'appartenance, il est ainsi essentiel de penser l'inclusion d'un tel lieu dans le futur bâtiment qui accueillera le Centre.

Faire de notre bâtiment un laboratoire vivant d'innovations

Le bâtiment qui accueillera le Centre sur les ruralités durables présente, en plus des fonctions « classiques » d'un bâtiment de recherche et de formation, une opportunité d'être un laboratoire vivant sur la multifonctionnalité de telles infrastructures.

En plus des fonctions pratiques d'un bâtiment, les équipes de recherche pourraient en effet développer, grâce aux infrastructures construites ou à construire, des projets de recherche sur la rénovation, la valorisation, l'entretien ou la construction d'infrastructures :

- › **vertes** (gestion de l'eau, qualité de l'air, bien-être)
- › **sobres** (énergie, eau, intégration paysagère)
- › **résilientes** (inondations, sismicité, etc.)
- › **responsables, inclusives et ouvertes** (culture, patrimoine)
- › **accueillantes** (migration, mobilité)
- › **multifonctionnelles** (recherche, formation académique, formation grand public, cultures maraichères communautaires, cuisines communautaires, sports, plein air)

Le centre deviendra ainsi un laboratoire vivant où le bâtiment servira à la fois à accueillir la communauté professorale et étudiante et à développer des avenues innovantes pour des bâtiments verts, résilients et intégrés, en plus d'être une vitrine ouverte au grand public sur les innovations architecturales, paysagères et fonctionnelles.

L'INRS ENGAGÉ POUR LA PLANÈTE

L'INRS a annoncé en 2023 sa volonté de devenir carboneutre d'ici 2040 (en réduisant puis en compensant ses émissions de GES de catégories 1 et 2). De plus, en 2022, l'INRS a signé l'engagement Nature Positive et s'est ainsi engagé à lutter contre le déclin de la biodiversité par la recherche et à ne plus augmenter, voire à diminuer, son impact sur les milieux naturels. Finalement, l'INRS a choisi l'Agenda 2030 des Nations unies et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) comme cadre de référence pour son Plan d'action institutionnel de développement durable 2022-2025.

Conscient de l'empreinte environnementale et sociale qu'aura l'ajout d'un nouveau centre dans un milieu existant, l'INRS prendra toutes les mesures nécessaires pour que cette empreinte soit la plus minime possible, voire négative (en rehaussant les milieux écologiques ou en séquestrant du CO₂, par exemple), conformément à ses engagements.



5

**UN NOUVEAU
CENTRE BIEN ANCRÉ
DANS CHARLEVOIX**



Charlevoix, un terreau fertile pour le nouveau centre de l'INRS

Le territoire de Charlevoix présente une série de caractéristiques des plus opportunes pour en faire un creuset naturel pour la recherche sur les ruralités durables et un milieu épanouissant pour la future communauté scientifique de l'INRS.

Un territoire au caractère rural, bien connecté à la ville

L'intuition de l'INRS quant à l'importance d'implanter en région son projet a pu se confirmer avec l'exercice de consultation mené entre octobre 2022 et mars 2023. Pour assurer sa pertinence, son ancrage et sa capacité à créer des synergies, il apparaît tout à fait incongru d'installer un centre de recherche sur les ruralités dans un milieu fortement urbanisé.

En même temps, il demeure important pour le succès du futur centre que celui-ci ne soit pas démesurément éloigné des grands bassins de population et que le site où il serait érigé en région le soit à l'intérieur d'un périmètre urbain. Charlevoix s'étend sur une superficie d'environ 6 000 km². Près de 55 % de sa population totale (28 550 habitant.e.s en 2021) se concentre à deux endroits, à savoir à Baie-Saint-Paul (7 163 hab. en 2021) et à La Malbaie (8 303 hab. en 2021).

Entre les 50 km qui séparent La Malbaie de Baie-Saint-Paul et les quelque 100 km qui séparent Charlevoix de la grande région de Québec et de la Ville de Saguenay, on trouve un territoire faiblement densifié où les caractéristiques paysagères, hormis les aménagements agricoles, demeurent peu impactées par la présence humaine.

Charlevoix se distingue d'ailleurs par ses décors uniques, entre fleuve et montagnes, inspirant ses habitants, ses artisans, ses producteurs et ses entrepreneurs à développer des approches durables, biologiques et à échelle humaine, et encourageant l'innovation, l'authenticité et le partage de savoir-faire.

Le caractère rural de Charlevoix est aussi vrai que la région demeure bien connectée avec les plus grands centres, et cette double situation en fait pour l'INRS un territoire privilégié pour la recherche sur les ruralités durables au Québec.

Un territoire aux caractéristiques naturelles diverses

Le slogan de Tourisme Charlevoix pour positionner l'offre de la région, à savoir «l'attraction terrestre», rappelle de manière très efficace les caractéristiques naturelles distinctives qu'on y trouve.

Bien que la majorité de la région soit située sur le Bouclier canadien, les trois systèmes géologiques du Québec sont représentés sur le territoire de Charlevoix. Son astroblème, le 11^e plus grand impact terrestre au monde, marque de façon très singulière la structure géologique de la région, reconnue comme plus active de l'est de l'Amérique du Nord au niveau sismique.

Un attribut remarquable du système hydrographique charlevoisien est le fleuve Saint-Laurent qui, à la limite est de la région où se dresse le Fjord, rencontre la rivière Saguenay. L'eau salée remplaçant l'eau douce en aval de Baie-Saint-Paul, c'est là que se situe la transition vers l'écosystème marin. On compte également dans Charlevoix plus de 1 000 lacs et quatre bassins versants.

Charlevoix est un territoire privilégié en matière d'écosystème forestier puisque toutes les zones de végétation du Québec sont observables à l'intérieur même de son territoire : toundra et taïga sur les hauts sommets des montagnes de l'arrière-pays, forêt boréale, forêt mixte et forêt feuillue. On y trouve même des érablières en bordure du fleuve et, le long de la côte, des battures composées de marais saumâtres ou salés.

Parmi les particularités fauniques de la région, on souligne la présence de trois grands cervidés, soit l'orignal, le cerf de Virginie et le caribou forestier et, au confluent de la rivière Saguenay et du fleuve Saint-Laurent, plus de six espèces de grandes baleines, dont le béluga et le rorqual commun ainsi que le phoque commun. Comme ailleurs, les enjeux liés à la biodiversité affectent plusieurs espèces sur le territoire, bien que des initiatives de protection soient déployées telles que les zones d'habitat fauniques protégées ou encore les politiques de protection du ciel étoilé, par exemple.

RÉGION DE BIOSPHÈRE ET GÉOPARC – L'UNESCO ET SA RELATION À CHARLEVOIX

Charlevoix est désignée comme *Région de la biosphère* depuis 1988, ce qui en fait l'une des 4 au Québec, et l'une des 19 au Canada. Porter cette désignation, c'est aussi s'engager auprès de l'UNESCO à réaliser les objectifs énoncés dans le programme «L'homme et la biosphère» :

- › Préserver la biodiversité et l'utilisation durable des ressources naturelles
- › Atténuer les changements climatiques et environnementaux et leurs effets
- › Faciliter la recherche et l'éducation en matière de développement durable
- › Bâtir des sociétés, des économies et des habitats humains prospères.

Pour mener à bien sa mission de sensibiliser, mobiliser et accompagner la collectivité locale à l'adoption de pratiques qui s'appuient sur les principes du développement durable et qui contribuent à la conservation de la biodiversité du territoire, la Région de la biosphère Charlevoix mise sur la science, l'innovation, la coopération et l'éducation.

En 2018, désirant aller plus loin pour la protection du territoire, un petit groupe a formé le comité Géoparc. En étroite collaboration avec la Région de la biosphère de Charlevoix, la mission de Géoparc Charlevoix est de mettre en valeur les sites et paysages de portée géologique internationale selon le concept global de protection, d'éducation et de développement durable.

À l'été 2022, soutenue par l'ensemble des parties prenantes dans le cadre d'une démarche structurante, la première phase de mise en opération du Géoparc Charlevoix a été lancée afin d'inscrire Charlevoix au sein des Géoparc mondiaux UNESCO d'ici 2024.



Un paysage économique diversifié et inspiré par les approches durables

La diversité économique de Charlevoix est un atout. Bien que le poids et les échelles soient différents, souvent plus modestes, les secteurs économiques caractéristiques aux milieux ruraux y sont représentés dans leur ensemble : agricole, minier, forestier, touristique, maritime ainsi que les services et fonctions publics.

L'industrie touristique occupe une place importante avec des événements comme Le Festif! et avec des entreprises phares telles que l'hôtel-casino Fairmont Le Manoir Richelieu, ainsi que le Club Med Charlevoix et le Massif de Charlevoix. L'offre de services est bien déployée sur tout le territoire avec, à titre d'exemples, trois parcs nationaux (Parc des Grands Jardins, Parc des Hautes-Gorges-de-la-Rivière-Malbaie, Parc marin du Saguenay-Saint-Laurent), le premier train de passagers alimenté en hydrogène vert qui relie Québec et Baie-Saint-Paul, plusieurs traversiers et un aéroport bientôt ouvert toute l'année à Sainte-Irénée.

On trouve également parmi les grands employeurs de Charlevoix les deux hôpitaux de Baie-Saint-Paul et de La Malbaie (CIUSSSCN), le Centre de services scolaires, Produits Forestiers Resolu et Industries Océan. Des entreprises d'exploitation minière ainsi que manufacturières en transformation du bois et en technologies du transport opèrent sur le territoire.

Dans le portrait qu'il dresse en 2022 des deux MRC de Charlevoix, Québec International décrit un leadership économique qui se distingue par sa capacité à explorer et à innover. En effet, les acteurs clés du milieu charlevoisien cumulent une série éloquentes d'initiatives inspirées par des approches responsables sur le plan socioéconomique et environnemental. Il y a de l'appétit pour faire place à des solutions durables, et ce, à l'intérieur de plusieurs entreprises et organisations de différentes tailles, sur l'ensemble du territoire.

La capacité d'innovation du milieu et la représentativité de plusieurs secteurs économiques propres aux milieux ruraux qu'on trouve dans Charlevoix favorisent le potentiel de partenariats scientifiques qui font la force de l'INRS, ainsi que l'impact des activités de recherche du nouveau centre à l'échelle nationale.

Placer la future communauté du Centre au cœur du processus d'analyse de localisation

L'implantation d'un nouveau centre de recherche requiert une analyse des facteurs de succès offerts par différentes localisations potentielles. D'abord, il est nécessaire de mesurer la capacité d'accueil du milieu qui assurera à la future communauté INRS d'y trouver ce qu'il lui sera nécessaire pour assurer son bon fonctionnement et pour s'y sentir bien.

Le processus pour la sélection du site d'implantation est prévu en deux temps. Pour le premier volet, on fait référence à l'analyse opérationnelle réalisée au printemps 2023 et qui a mené à la sélection de Baie-Saint-Paul pour la suite du processus. Le deuxième volet du processus de sélection du site, soit l'analyse fonctionnelle, nécessite une expertise externe et pourra débiter à l'automne 2023, avec les professionnels retenus pour accompagner l'INRS afin de préciser les efforts techniques et financiers qui seront requis.

Phase 1 : Analyse opérationnelle et facteurs de succès — printemps 2023

C'est sous la loupe de sept facteurs de succès que les pôles de Baie-Saint-Paul et de La Malbaie ont été évalués :

1. Identification de sites potentiels dans Charlevoix

Pour faciliter le démarrage et la tenue de l'analyse fonctionnelle, l'INRS a discuté avec plusieurs acteurs clés de la région pour faire un premier repérage de sites potentiels (terrains permettant la construction ou bâtiments à reconverter). Ces options doivent préférentiellement être situées dans un cœur villageois, répondre sommairement aux hypothèses de travail du scénario d'occupation et appartenir à une organisation publique.

2. Accessibilité aux services et intégration au milieu de vie

Pour assurer l'enracinement des membres de la future communauté, une accessibilité aux services de proximité, ainsi que des activités de loisir, de divertissement et des lieux de socialisation sont nécessaires pour permettre aux nouveaux arrivants de créer des liens et de se familiariser avec leur nouveau milieu.

3. Logement

Dans un contexte de pénurie de logements touchant l'ensemble de la région, il est primordial de choisir un lieu avec un bon potentiel de développement sur cette question (offre d'unités d'habitation de qualité et abordable à proximité).

4. Connectivité

La disponibilité et la capacité des infrastructures technologiques doivent répondre aux meilleurs standards de l'industrie pour assurer la performance de l'organisation dans le cadre des activités du nouveau centre.

5. Transport et mobilité

Pour assurer la mobilité interrégionale et intrarégionale d'une future communauté composée d'une masse critique de personnes ne possédant pas de voiture, surtout les étudiantes et étudiants, et afin de favoriser les modes de transport plus écologiques, les options de déplacement sont analysées.

6. Main-d'œuvre

Le recrutement de main-d'œuvre parfois spécialisée doit être pris en compte dans cette analyse, d'autant plus dans le contexte actuel de pénurie, mais aussi face à un potentiel bassin moins important d'une région peu densifiée comme celle de Charlevoix.

7. Capacité à créer un second pôle d'activité de l'INRS dans la grande région de la Capitale-Nationale

L'INRS possède quatre centres : trois centres de recherche dans la région de Montréal (Varembes, Laval et Montréal centre-ville) et le quatrième dans le centre-ville de Québec. Au plus, les centres de la région montréalaise sont distants de 52 km l'un de l'autre, permettant des événements institutionnels communs, des rencontres, des échanges étudiants, la collaboration intercentre et le partage d'équipements scientifiques. Le centre ETE au centre-ville de Québec est à 273 km de ce pôle montréalais. La création d'un second pôle INRS dans la région de la Capitale-Nationale serait hautement structurante pour les activités scientifiques de l'INRS et, pour cette raison, la région de Charlevoix a été identifiée comme la plus porteuse pour l'INRS.

Les critères de succès d'implantation utilisés pour l'analyse opérationnelle sont le résultat d'une réflexion collective. Ils ont été principalement identifiés lors de la tournée des directions et services réalisée entre janvier et mars 2023 dans le cadre de l'analyse d'impacts organisationnels, mais ont été également enrichis par les nombreuses activités de consultations tenues entre octobre 2022 et mars 2023. Cette analyse opérationnelle a bien montré comment Baie-Saint-Paul présente un potentiel plus élevé pour répondre aux besoins de la communauté du futur centre.

Échelle du niveau de correspondance des facteurs de succès



Facteur de succès	BSP	Malbaie
Identification de sites potentiels	Vert foncé (+)	Jaune
Accessibilité aux services et intégration au milieu de vie	Vert foncé (+)	Jaune
Logement	Vert clair	Jaune
Connectivité	Vert foncé (+)	Vert foncé (+)
Transport et mobilité	Vert clair	Jaune
Main-d'œuvre	Vert clair	Vert clair
Capacité à créer un second pôle d'activité de l'INRS dans la grande région de la Capitale-Nationale	Vert clair	Jaune

Ce sont les contraintes étudiantes qui ont retenu la plus grande attention dans l'analyse.

Notamment à cause du très bon niveau de marchabilité, la proximité avec les services et les espaces de socialisation en lien avec les sites potentiels, Baie-Saint-Paul rejoint mieux à l'heure actuelle les facteurs de succès.

En plus de présenter plus d'options qui correspondent aux critères de localisation, toutes comprises à proximité de nombreux services, Baie-Saint-Paul se positionne plus avantageusement pour favoriser une collaboration étroite avec le centre ETE de Québec, avec une distance sous la barre des 100 km (94 km précisément), et un temps de parcours dans des conditions normales estimé à 1h10. De plus, si la pénurie de logements est un enjeu partout, on trouve à Baie-Saint-Paul un service d'hébergement temporaire à Maison Mère Baie-Saint-Paul ainsi que plusieurs projets en gestation par la Ville pour accroître et varier l'offre (voir encadré plus bas). Enfin, on peut imaginer à Baie-Saint-Paul des occupations transitoires pour amorcer les activités du nouveau centre qui s'avéreront essentielles au succès de la phase de démarrage du projet une fois l'aval reçu.

Phase 2 : Analyse fonctionnelle et sollicitation d'une expertise externe – automne 2023

C'est à la fin de l'été 2023 que le Service des ressources matérielles de l'INRS confiera le mandat à la firme choisie pour réaliser un plan directeur immobilier pour l'ensemble de l'établissement, plan qui comprendra les premières études de site pour le Centre de recherche pour des ruralités durables.

La firme sélectionnée devra évaluer la faisabilité et faire une estimation de classe D pour la construction du nouveau centre à Baie-Saint-Paul. Actuellement, l'INRS examine deux terrains potentiels pour une nouvelle construction, ainsi que deux ailes de bâtiments existants pour évaluer l'achat, la location et la rénovation.

L'objectif actuel est de procéder à une évaluation macroéconomique des coûts de projet des différents scénarios afin de choisir l'option qui sera étudiée plus en détail lors des étapes subséquentes du projet. Il est prévu d'évaluer le coût de la nouvelle construction séparément du coût des terrains, afin de pouvoir ajuster les estimations en cas de proposition future d'un autre terrain.

Rappelons que l'INRS se trouve encore à un stade très préliminaire de définition du programme scientifique et que le requis institutionnel actuel (tableau D) ne pourra se préciser qu'au moment où l'on pourra préciser également les besoins en infrastructures scientifiques. Ainsi, ce sont des hypothèses de laboratoires types qui seront utilisées pour lancer l'analyse fonctionnelle à l'automne 2023, selon une approche qui permettra de moduler l'estimation au fur et à mesure de l'avancement du projet. Enfin, le rapport d'analyse fonctionnelle, incluant une estimation de classe D pour le nouveau centre, serait déposé en février 2024, au bout de six mois de travail.

LES SITES POTENTIELS POUR LA PHASE 2 DE L'ANALYSE DE LOCALISATION

Site 1 : Maison Mère Baie-Saint-Paul

La Ville de Baie-Saint-Paul faisait en 2017 l'acquisition de l'ancien couvent des Petites Franciscaines de Marie pour en faire un levier de développement socioéconomique régional et pour générer des retombées qui profitent à toute la collectivité.

L'ensemble conventuel comprend un bâtiment de 16 000 m², divisé en 6 blocs sur 4 étages, érigé sur un terrain non développé de 75 000 m² au cœur de la ville. Les options pour ce site sont :

- › Une aile complète de l'ancien couvent (blocs 4 et 5) totalisant environ 4 000 m² sur 4 étages, qui pourrait par exemple être convertie en unités résidentielles pour le personnel et les étudiantes et étudiants de l'INRS.
- › Le terrain non développé à l'arrière du couvent.



Site 2 : Terrain de l'ancien hôpital

En 2018, un nouvel hôpital est inauguré à Baie-Saint-Paul, à côté de l'ancien qui sera démoli parce qu'il ne répondait pas aux normes sismiques pour les bâtiments publics. Aujourd'hui, le terrain de l'ancien hôpital est un terrain non développé d'environ 15 000 m² au cœur de la ville et voisin de Maison Mère, de l'école primaire Sir Rodolphe Forget, de la résidence pour personne âgée les Bâtisseurs et du nouvel hôpital.

Ce terrain est la propriété du CIUSSSCN et la Ville de Baie-Saint-Paul a signifié son intention à ce qu'il figure parmi les options étudiées pour accueillir le futur centre de l'INRS.



Une énergie à la biomasse forestière pour le futur centre

Depuis l'hiver 2021, Maison Mère Baie-Saint-Paul est chauffée à la biomasse forestière. Le projet de construction de la centrale prévoyait des phases de développement subséquentes qui allaient permettre à la Ville de Baie-Saint-Paul d'offrir une énergie propre pour chauffer d'autres grands bâtiments dans le centre-ville et ainsi réduire encore davantage l'émission de GES sur son territoire. On estime, par année, à 350 tonnes de réduction de GES et à 40 % d'économie de coûts de chauffage pour Maison Mère seulement, en plus de revaloriser les résidus de l'exploitation des forêts publiques de la MRC et de créer une nouvelle activité économique puisque le copeau est acheté à une entreprise locale.

Il est important de souligner que les deux sites potentiels déjà identifiés à Baie-Saint-Paul pourraient être connectés à cette centrale à la biomasse afin de répondre aux besoins en chauffage et en eau chaude du futur centre et ainsi permettre à l'INRS de respecter plus facilement ses engagements en matière de carboneutralité.

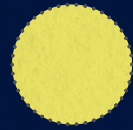


Favoriser une expérience étudiante propice à la réussite grâce au milieu de vie inspirant de Baie-Saint-Paul

Baie-Saint-Paul offre une qualité de vie propice à l'épanouissement, rythmée par une nature omniprésente et un cœur villageois hospitalier. On s'y inspire de l'héritage artistique de la ville et on profite des activités entourant le fleuve Saint-Laurent et les montagnes environnantes. Dans ce décor grandiose, l'effet de proximité est palpable avec les services, les commerces, les restos-bars, la culture, les sentiers, la plage, les produits locaux et les gens.

Au cœur de la ville, se trouve Maison Mère Baie-Saint-Paul, un lieu accueillant d'innovation sociale installé dans un ancien couvent. On y trouve le Mousse Café, l'Auberge-bistro des Balcons, un espace de coworking, un musée, le marché public, la Formation continue Charlevoix, les bureaux de plusieurs entreprises en économie sociale et en environnement, ainsi qu'un service d'hébergement pour la main-d'œuvre internationale.

Favoriser l'enracinement de la communauté INRS grâce au milieu de vie actif et vivant de Baie-Saint-Paul



Sites potentiels du futur centre

COMMERCES ESSENTIELS

1. IGA
2. Super C
3. Maxi
4. Caisse Desjardins
5. Banque Nationale et Postes Canada
6. Familiprix
7. Jean Coutu
8. Centre commercial Le Village

LOISIRS, CULTURE ET SPORTS

9. Centre sportif Saint-Aubin :
 - Piscine et gymnases intérieurs
 - Sentier multifonctionnel (patin, ski de fond, piste cyclable)
 - Terrain de sport extérieur (soccer, tennis, baseball)
 - Pump track et skate park
10. Bibliothèque
11. Aréna
12. Musée d'art contemporain de Baie-Saint-Paul
13. Carrefour Culturel Paul Médéric

SOINS DE SANTÉ

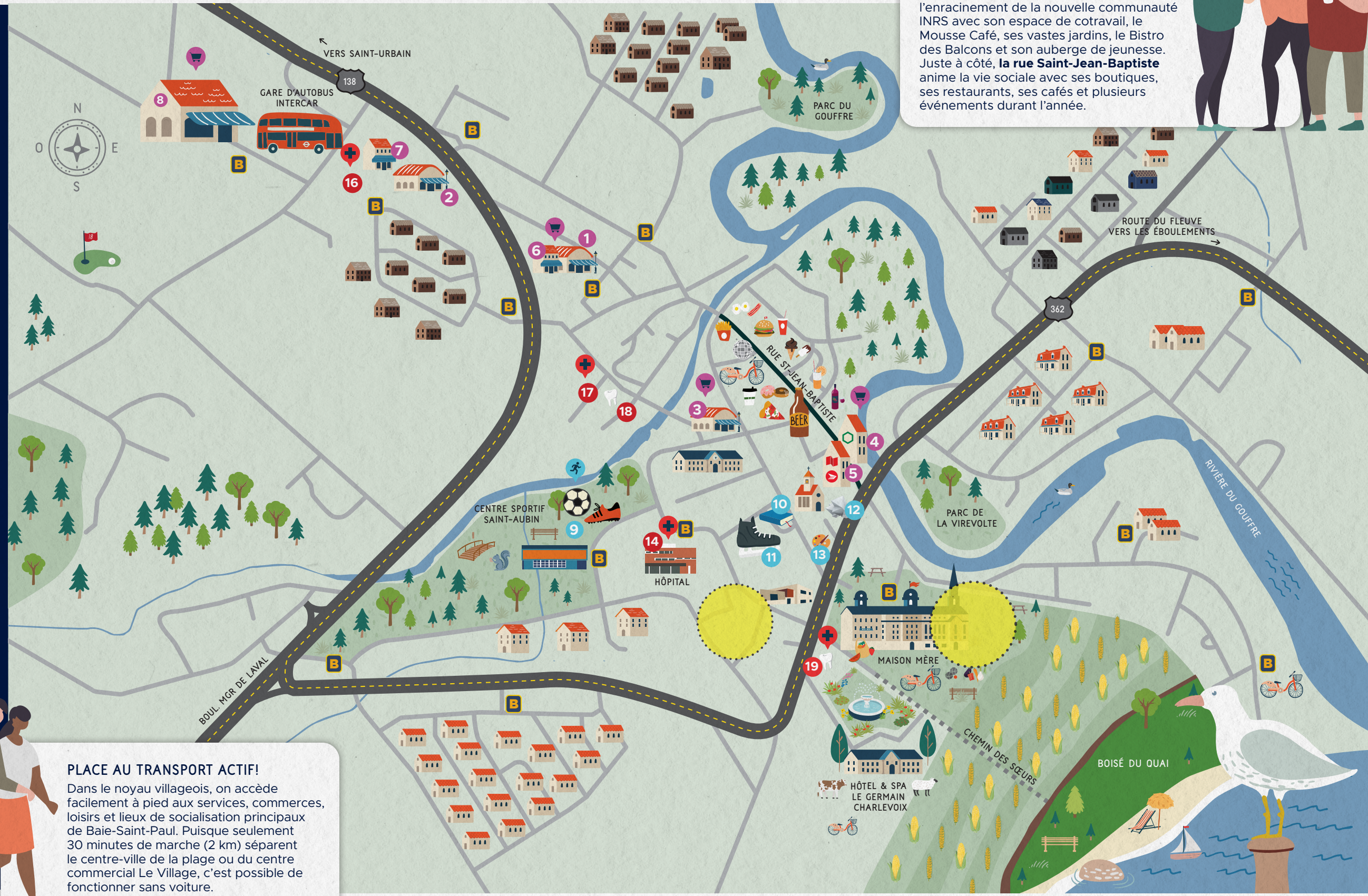
14. Hôpital de Baie-Saint-Paul
15. CLSC
16. Coop Santé clinique médicale
17. Clinique Médicale de Baie-Saint-Paul
18. Clinique dentaire Turcotte
19. Centre dentaire de Charlevoix



Arrêt de bus circuit urbain



Station Baiecycle — vélo partage



UN CŒUR SOCIAL POUR TISSER DES LIENS

Maison Mère Baie-Saint-Paul favorisera l'enracinement de la nouvelle communauté INRS avec son espace de cotravail, le Mousse Café, ses vastes jardins, le Bistro des Balcons et son auberge de jeunesse. Juste à côté, la rue Saint-Jean-Baptiste anime la vie sociale avec ses boutiques, ses restaurants, ses cafés et plusieurs événements durant l'année.



PLACE AU TRANSPORT ACTIF!

Dans le noyau villageois, on accède facilement à pied aux services, commerces, loisirs et lieux de socialisation principaux de Baie-Saint-Paul. Puisque seulement 30 minutes de marche (2 km) séparent le centre-ville de la plage ou du centre commercial Le Village, c'est possible de fonctionner sans voiture.



Des solutions régionales pour du logement abordable et de qualité

Comme partout, Charlevoix compose depuis quelques années avec la rareté de logements et plusieurs efforts sont déployés pour favoriser l'accès à l'habitation.

Des initiatives sont annoncées depuis quelques mois sur l'ensemble du territoire, mobilisant la ville, des employeurs, des organismes de développement économique et des citoyens. Ces nouvelles dynamiques partenariales ont pour but de développer une offre complémentaire au modèle traditionnel des promoteurs immobiliers privés, plus diversifiée et plus accessible.

À la Malbaie, un projet de coopérative de solidarité vise à développer, entre autres, du logement en collaboration avec les employeurs charlevoisiens. Un projet pilote de 34 unités locatives abordables dans le centre-ville sera disponible à l'été 2024. La volonté du milieu, une fois cette première initiative aboutie, est de répéter le modèle en déployant une autre phase.

À Baie-Saint-Paul, l'accès à l'habitation fait l'objet de différentes études, mesures et projets pour accroître l'accès au logement à l'intérieur du périmètre urbain. Des modifications réglementaires récentes permettront à la municipalité un meilleur contrôle pour mieux densifier son centre-ville (unités d'habitation accessoires, minimaisons, droits de préemption). Augmenter l'offre dans le périmètre urbain est une priorité à Baie-Saint-Paul et le nouvel inventaire de terrains disponibles pour du développement immobilier dans le périmètre urbain, surtout dans le centre-ville, est prometteur.

Actuellement, un potentiel de minimum 500 unités supplémentaires, tant sous forme de propriété que de logement locatif, est en branle dans le périmètre urbain de Baie-Saint-Paul, dans un rayon de moins de 2 km des deux sites potentiels ciblés pour le futur centre INRS. Ainsi, nous sommes confiants que dans un horizon relativement court, un plus grand choix de types d'habitation sera disponible pour répondre au besoin de la future communauté et que l'INRS aura la possibilité de se positionner en amont de certains développements pour offrir à Baie-Saint-Paul, par exemple, une offre de logement étudiant spécifique.

Développer une vision régionale et coconstruire des projets avec La Malbaie

L'ancrage régional est au cœur de la vision d'implantation du Centre. Tout en recommandant le pôle de Baie-Saint-Paul pour la phase 2 de l'analyse de localisation, l'INRS souhaite que sa présence dans Charlevoix ait des retombées positives pour l'ensemble de la région en lui permettant de s'impliquer activement au développement de projets stratégiques et structurants.

Soulignons à titre d'exemples le projet nommé « CoSanté » en cours de discussion entre le RI-SUQ, la MRC de Charlevoix-Est et le CIUSSS de la Capitale-Nationale, mais surtout, le projet de création d'un nouveau pôle d'innovation dont les activités seraient concentrées à La Malbaie.

Articulé autour de l'économie du savoir, le projet qui est proposé par le milieu et qui mobilise déjà la Ville de La Malbaie, la MRC de Charlevoix-Est et le Centre d'études collégiales en Charlevoix affilié au Cégep de Jonquière s'aligne parfaitement à la mission de l'INRS et aux objectifs de partenariat du futur Centre de recherche pour des ruralités durables.

Nous y voyons une occasion idéale d'établir un partenariat interordre, de contribuer au rayonnement de la science dans la société et d'accroître l'impact de l'INRS dans la région.

L'implication de l'INRS, recherchée par le milieu à cause de ses expertises et de son réseau de contacts, a le potentiel de servir de bougie d'allumage au projet. La préfète de la MRC de Charlevoix Est, le maire de La Malbaie et la direction du Centre d'études collégiales en Charlevoix ont, pour cette raison, accueilli en juillet 2023 l'INRS autour de la table des partenaires du projet de pôle d'innovation et d'éducation. La précision des thèmes et de la forme que pourrait prendre la recherche au sein du pôle sera le chantier de réflexion des partenaires, et se fera en coconstruction dès l'automne 2023.

Les retombées du pôle d'innovation et d'éducation seront multiples. Notons entre autres :

- › Augmentation de la capacité et progression de l'offre éducative du Centre d'études collégiales de Charlevoix
- › Revitalisation de la rue Richelieu et actualisation du milieu de vie étudiant
- › Vitalisation du territoire par la création de nouveaux emplois, des investissements immobiliers et la création de nouvelles opportunités d'affaires
- › Planification territoriale structurante en faisant converger ses grands axes et plans stratégiques : Plan de vitalisation — Fonds région et ruralités (lutte contre le faible niveau de vitalité économique, 5^e quartile de l'indice de vitalité de ISQ), Projet « Signature innovation » (tourisme 4 saisons ancré dans la créativité, la durabilité et l'innovation technologique)

6

DES RETOMBÉES MULTIPLES ET CONCRÈTES POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

PANEL
LA RECHERCHE PARTENARIALE
COMME VECTEUR DE
MOBILISATION ET DE
TRANSFERT
DE CONNAISSANCES



M^{me} Marie-Ève Arbour



M^{me} Claire Bolduc



M^{me} Geneviève Brisson



M^{me} Marie-Soleil Cloutier



M^{me} Nancy Déziel



IN
RS

Institut national
de la recherche
scientifique



La création du Centre de recherche pour des ruralités durables aura de nombreuses retombées non seulement pour le développement de nouveaux savoirs, mais aussi pour le gouvernement du Québec.

Il contribuera directement au développement social, économique et culturel de l'ensemble des régions du Québec :

-
- 1 en développant un nouveau pôle d'excellence en recherche;**
 - 2 en participant activement à la formation de talents et au développement de compétences clés pour le Québec;**
 - 3 en renforçant le dialogue science et société;**
 - 4 en étant un vecteur de promotion de la culture du savoir et de l'innovation;**
 - 5 et en contribuant à la vitalisation et au dynamisme de Charlevoix.**
-

1 Développer un nouveau pôle d'excellence en recherche dans une région actuellement non desservie par un établissement universitaire

Poursuivre la tradition d'excellence de l'INRS en recherche

Le modèle universitaire de l'INRS est particulièrement performant en ce qui a trait à la recherche et à la formation aux cycles supérieurs. Il se classe, depuis plusieurs années, premier au Québec pour son intensité de recherche. En effet, selon l'agence de cotation canadienne Sciencelnsfosource, l'INRS détient le plus haut financement reçu à la fois par unité professorale et par membre étudiant et occupe un des trois premiers rangs au Canada depuis plus d'une décennie. Pour la treizième année consécutive, l'INRS se distingue au sein du Réseau de l'Université du Québec et devance en recherche et formation toute proportion gardée des universités aussi prestigieuses que l'Université McGill, l'Université de Montréal ou l'Université Laval.

L'établissement conserve également sa première place au rang canadien pour le financement reçu par membre étudiant. L'INRS consolide ainsi sa volonté de miser sur la formation d'une relève scientifique de qualité afin de contribuer au développement de la société.

Des publications nombreuses et prestigieuses

Le corps professoral de l'INRS représente, en proportion du total canadien, près de trois fois son poids en publications, et celles-ci montrent des facteurs d'impact et des taux de collaboration internationale supérieurs à la moyenne. Dans le secteur de la photonique seulement, avec environ 0,3 % du corps professoral universitaire canadien, l'INRS est à l'origine de près de 8 % des publications.

Devenir un catalyseur d'initiatives intercentres INRS

Les orientations scientifiques du Centre de recherche pour des ruralités durables se veulent volontairement au croisement des programmes des quatre autres centres de l'INRS dans le but d'augmenter le nombre de collaborations intercentres et intersectorielles et d'étendre nos capacités de recherche.

Pour y arriver, il est primordial d'accroître les occasions de rencontres entre chercheuses et chercheurs de l'INRS, mais aussi de favoriser l'émergence d'initiatives communes. L'incubateur d'idées de la Direction scientifique (IIDS) est justement un projet en cours de développement qui vise à propulser et à soutenir des idées de projets à potentiel stratégique pour l'INRS et sa communauté professorale.

À terme, le Laboratoire d'idées (LIDS – étape 3 de l'IIDS) pourrait être un ou des espaces physiques dédiés à la collaboration pouvant accueillir par exemple des retraites d'idéation. La nouvelle infrastructure du Centre de recherche pour des ruralités durables est une opportunité unique de penser dès le départ l'inclusion de tels espaces au bénéfice de l'ensemble de la communauté INRS.

L'incubateur d'idées de la DS (IIDS)
vise à propulser et soutenir des idées de projets à potentiel stratégique pour l'INRS et sa communauté professorale.

Un projet de l'idée...

1 Diners réseautage et ateliers collaboratifs

- › Explorer des avenues de collaboration
- › Réfléchir sur les avenues interdisciplinaires
- › Trouver des partenaires

2 Portails virtuels collaboratifs

- › Approfondir les réflexions
- › Chercher et partager de l'information
- › Élaborer une stratégie de projet
- › Rédiger de manière collaborative

3 Laboratoire d'idées de la Direction scientifique

- › Ateliers / retraites pour propulser les idées
- › Cocréation, facilitation, soutien INRS
- › Projets inter-centre à portée stratégique

4 Accompagnement

- › Accompagnement scientifique
- › Support financier aux équipes
- › Communauté de pratique

... aux retombées

En adéquation avec le programme scientifique institutionnel 2021-2025

Objectif 1

- › Répondre aux opportunités externes en lien avec les enjeux et les axes thématiques

Objectif 2

- › Générer des opportunités institutionnelles structurantes en lien avec les enjeux et les axes thématiques

Le Centre comme potentiel lieu d'accueil d'une Chaire de recherche en études québécoises

Le gouvernement du Québec, notamment par le biais du plan stratégique 2023-2027 du ministère de l'Enseignement supérieur, a indiqué sa volonté d'augmenter graduellement le nombre de chaires de recherche en études québécoises d'ici 2027. Ces chaires contribueraient à définir le Québec de demain en étudiant les particularités de la société québécoise d'aujourd'hui, que ce soit sur le plan de la langue française, de la culture, de l'histoire, de l'économie, de la géographie, de la politique, du réseau d'éducation, du réseau de la santé ou encore en lien avec l'immigration.

Puisque plusieurs de ces thématiques sont naturellement incluses dans les orientations scientifiques proposées, et ce sous la loupe de la vitalité des milieux ruraux essentielle au développement de l'ensemble du Québec, le futur Centre de recherche pour des ruralités durables sera un lieu d'accueil parfait pour l'une de ces chaires.

Le Centre, une initiative complémentaire au Réseau national d'observatoires de l'aménagement et du développement durables des territoires

Né de la collaboration de cinq établissements du réseau (UQAC, UQAR, UQAT, UQTR, UQO) et s'appuyant sur l'expertise de deux observatoires déjà en activité, ce Réseau a reçu en mai 2023 un financement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Il a pour principal mandat l'élaboration d'indicateurs et la collecte de données qui répondent aux différents besoins des municipalités régionales de comté (MRC).

En plus d'alimenter les connaissances sur divers phénomènes et enjeux que connaissent les milieux ruraux nécessaires à ce travail essentiel de collecte, le Centre pourra également favoriser la mise en valeur des données que le Réseau produira.

Par leur mission commune de partage de connaissances et de développement d'outils pour soutenir une prise de décision éclairée, le Réseau national d'observatoires de l'aménagement et du développement durables des territoires et le Centre de recherche pour des ruralités durables pourront ainsi déployer leurs activités de façon complémentaire et bénéficier de leurs expertises respectives.

Mobiliser les forces vives existantes en ruralités au Québec en créant un nouveau carrefour d'échanges

Le Centre de recherche pour des ruralités durables a pour objectif de devenir un véritable levier pour développer la recherche et les partenariats dans les régions rurales du Québec et stimuler la mise en place de nouvelles initiatives par les milieux.

Pour y parvenir, l'INRS pourra s'appuyer notamment sur les très grandes capacités de mobilisation des expertises et des milieux qu'ont le réseau de l'Université du Québec et ses neuf autres établissements partenaires. Grâce aux instances de concertation du réseau, des discussions sont déjà en cours afin d'imaginer ensemble plusieurs initiatives structurantes.

Soulignons principalement l'opportunité de :

- › Mettre sur pied un programme de chercheuses et chercheurs en résidence qui permettrait à des scientifiques de partout au Québec, voire de l'international, de venir collaborer avec la communauté du Centre et de profiter de ses infrastructures dans Charlevoix;
- › Créer des chaires de recherche intersectorielles codirigées par un.e professeur.e de l'INRS et un.e professeur.e d'un autre établissement du réseau de l'UQ sur les thématiques stratégiques telles que «ruralités et enjeux maritimes», «ruralités et enjeux énergétiques», «ruralités et enjeux de santé», «ruralités et changements climatiques», etc.

Soulignons également que la création de ce nouveau pôle d'excellence se fera dans une région actuellement non desservie par un établissement universitaire et permettra donc au Québec d'élargir l'accès aux études supérieures à l'ensemble de ses régions.



2 Participer activement à la formation de talents et au développement de compétences clés pour le Québec

L'une des réalisations dont l'INRS est le plus fier est d'avoir pu former au fil des ans des milliers de personnes et d'avoir pu les aider à décrocher un diplôme de maîtrise ou de doctorat. Fortes des compétences et des connaissances acquises dans leur parcours aux cycles supérieurs, nos diplômées et diplômés ont pu intégrer le marché du travail et œuvrer au développement de toutes les sphères de la société.

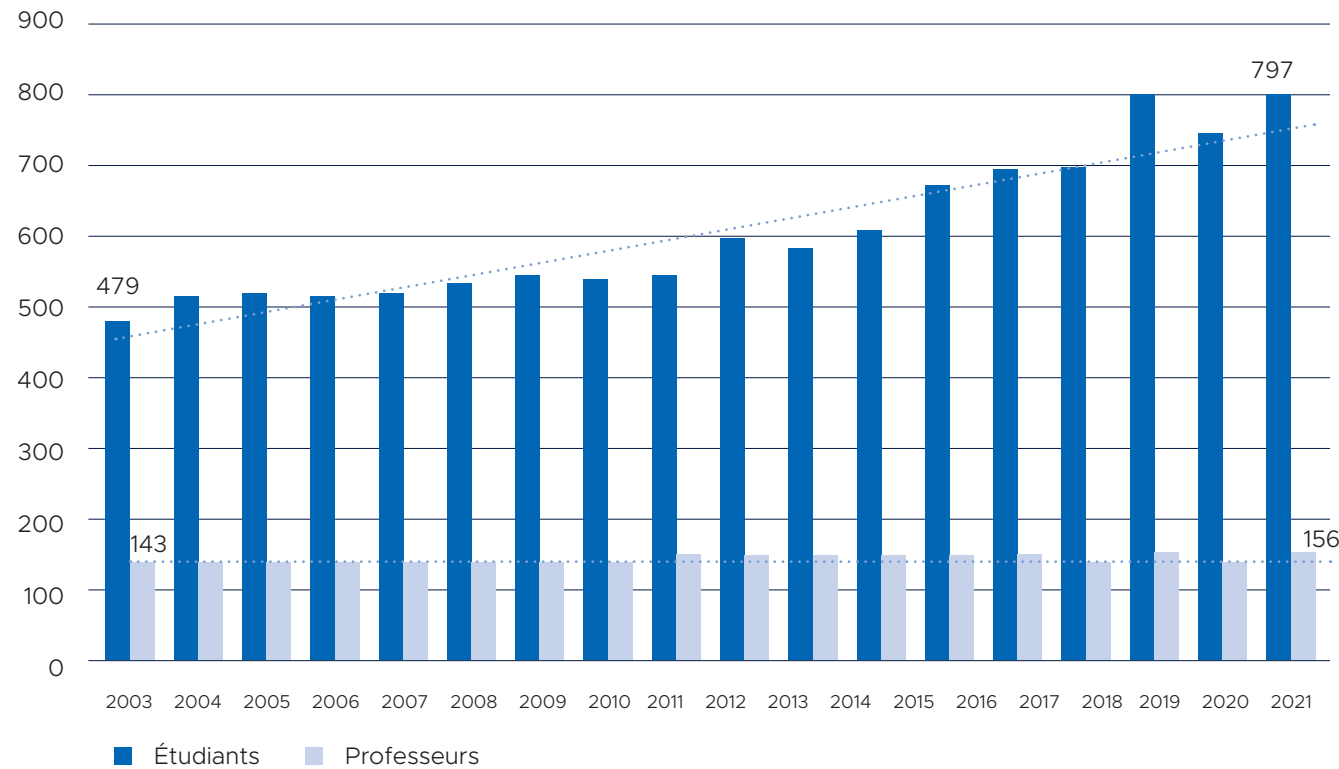
Or, la réalité de l'INRS, en tant qu'institution de recherche et de formation uniquement dédiée aux deuxième et troisième cycles, est singulière dans l'écosystème universitaire québécois, une caractéristique qu'elle ne partage qu'avec l'ÉNAP. Sans premier cycle intra-muros, il faut davantage miser sur l'effort de recrutement externe et la pertinence de nos programmes de formation pour garantir une présence étudiante aux cycles supérieurs. Néanmoins, l'INRS réussit à former de plus en plus d'étudiantes et étudiants.

Une augmentation de 55 % des effectifs en près de 20 ans

En effet, depuis 2003, la réorganisation des centres et l'ajout d'enjeux sociétaux ont porté fruit, car même si les effectifs professoraux sont demeurés pratiquement stables tout au long de la période, le nombre d'étudiantes et étudiants a augmenté de 66 % en 2021-2022 par rapport à 2003-2004.

Évolution du nombre d'étudiants et de professeurs en poste à l'INRS 2003-2004 à 2021-2022

Source : DRI-UQ



Malgré une augmentation de 53 % du ratio étudiants/professeur lors de cette même période, il est à noter que les taux de diplomation des étudiantes et étudiants fréquentant l'INRS sont demeurés parmi les plus hauts du Québec.

Taux moyen de diplomation à la maîtrise recherche à temps complet (après 6 ans)

(Cohortes 2010 à 2015)

Au Québec
77,2 %

À l'INRS
81,3 %

Taux moyen de diplomation au doctorat à temps complet (après 8 ans)

(Cohortes 2010 à 2013)

Au Québec
61,8 %

À l'INRS
74,3 %

Source : DRI-UQ

En considérant l'arrivée progressive de 21 professeures et professeurs, les cibles d'effectifs étudiants mentionnées dans la section 3, la durée moyenne des études et les taux de diplomation de chacun des secteurs visés, la création du Centre de recherche pour des ruralités durables pourrait permettre à l'INRS de former près de 130 diplômées et diplômés de plus à l'intérieur des 15 premières années du Centre (soit 95 à la maîtrise et 35 au doctorat).

Ces personnes hautement qualifiées, motivées à résoudre les défis et enjeux que connaissent les milieux ruraux auront certainement par la suite un intérêt à s'établir et travailler dans l'une ou l'autre des régions du Québec.

Selon le sondage de relance 2021 effectuée auprès des diplômé.e.s de l'INRS, déjà plus de la moitié (55 %) d'entre eux travaillent dans les secteurs public et parapublic. En axant nos nouveaux programmes de formation sur la notion de conseil scientifique, il est possible de croire qu'une majorité des futures cohortes de diplômées et diplômés du Centre de recherche pour des ruralités durables intégreront des équipes œuvrant auprès d'instances municipales, régionales ou provinciales.

3 Renforcer le dialogue entre science et société

Participer activement à l'élaboration de politiques publiques mieux adaptées aux réalités et aux besoins des milieux ruraux

Dès sa fondation, l'INRS a agi comme partenaire privilégié du gouvernement du Québec en lui fournissant des analyses et des données probantes essentielles au développement de grands projets de société. Soulignons, pour ne nommer que ces deux exemples, la participation active de nos chercheuses et chercheurs à la conception et au dimensionnement des aménagements hydrauliques de la Baie-James ou à l'élaboration de la nouvelle politique familiale à l'origine du réseau des Centres de la petite enfance (CPE).

Les expertises ajoutées à l'INRS grâce à la création du Centre de recherche pour des ruralités durables pourront être notamment mises à profit dans le cadre :

- › De projets de recherche;
- › De contrats de recherche conclus avec des ministères, des municipalités ou d'organismes régionaux tels que les MRC;
- › De participations aux consultations publiques lancées par les différentes instances gouvernementales en amont de l'adoption de leurs nouvelles stratégies et politiques;
- › De témoignages en commissions parlementaires au Québec et devant des comités permanents au Canada.

Pour maximiser son impact, l'INRS entend sensibiliser et outiller ses chercheuses et chercheurs à ce rôle, par le biais notamment d'un service d'accompagnement et de formations qui pourront être offertes à l'ensemble du corps professoral.

Devenir un levier pour la création de nouvelles occasions d'échanges entre les universités et les milieux ruraux

Le carrefour d'échanges, nommé plus haut, ne doit pas réunir seulement des membres de l'écosystème de la recherche collégiale et universitaire. La mise sur pied du Centre doit être également une occasion de mettre collectivement en place de nouvelles initiatives permettant les échanges et les collaborations entre les milieux ruraux et les universités. Pour ce faire, il sera important de prendre en compte et de s'inspirer d'expériences porteuses telles que l'a été l'Université rurale pendant de nombreuses années.



L'Université rurale, une initiative marquante de laquelle s'inspirer

Entre 1997 et 2017, plusieurs centaines d'agents et agentes de développement, de chercheurs et chercheuses, d'étudiants et étudiantes et de promoteurs se sont réunis tous les deux ans dans une des régions rurales pour participer à l'Université rurale québécoise (URQ), cofondée par Bruno Jean, professeur de l'Université du Québec à Rimouski.

Par le biais d'ateliers, de conférences et d'échanges, l'un des objectifs de cette initiative était de mieux croiser les savoirs universitaires et les savoirs d'expérience en rassemblant autant des acteurs du milieu rural impliqués dans des projets de développement que des chercheurs et chercheuses et des spécialistes travaillant sur certains enjeux touchant la ruralité.

Dix éditions se sont tenues notamment en Estrie, en Gaspésie et au Bas-Saint-Laurent.

4 Être un vecteur de promotion de la culture, du savoir et de l'innovation

La communauté de l'INRS s'implique régulièrement dans des activités de vulgarisation scientifique pour rendre la science accessible et intéressante auprès d'un vaste public. En plus des concours, des colloques, des congrès et des événements à caractère scientifique dans lesquels elle pourra s'impliquer, trois initiatives structurantes déjà bien implantées à l'INRS pourront facilement être mises en œuvre dans le Centre de recherche pour des ruralités durables : les stages d'été de premier cycle, le programme Apprentis chercheurs et nos collaborations avec des incubateurs tels que 2 Degrés.

La SQRI² 2022-2027 a bien souligné l'importance que le Québec puisse compter sur un réseau d'organismes dynamiques voués à la promotion de la culture scientifique et de l'innovation, et ce, dans toutes ses régions. Bien que les trois initiatives expliquées ici pourront accueillir des participantes et des participants de partout au Québec, notons que la région de Charlevoix accueille actuellement peu d'organisations pouvant répondre à cet important mandat, comme pourrait le faire le Centre de recherche pour des ruralités durables.

Faire vivre des expériences uniques en recherche grâce au stage d'été de premier cycle

Chaque été, l'INRS offre bon an mal an plus de 80 stages ouvrant la porte aux études de maîtrise aux étudiantes et aux étudiants de premier cycle universitaire.

Ces stages sont une occasion unique de participer à des travaux de recherche novateurs et stimulants. Ils permettent aux stagiaires d'évoluer au sein d'une équipe interdisciplinaire sur l'un de nos campus et leur ouvrent souvent la voie aux études aux cycles supérieurs que ce soit à l'INRS ou ailleurs.



Domaines de formation admissibles :

environnement et géosciences, technologies avancées, sciences de la santé et biotechnologies, sciences sociales.



Durée des stages d'été :

de 10 à 16 semaines



Financement :

les stages d'été sont assortis d'une bourse d'un montant minimum de 6125 \$

Les équipes intersectorielles du Centre de recherche pour des ruralités durables pourront ainsi accueillir elles aussi des stagiaires de premier cycle chaque été.

En plus d'être un moment pour acquérir des compétences prisées sur le marché du travail, il s'agit là aussi d'une occasion privilégiée de mobilité interrégionale qui permettra de faire découvrir la région de Charlevoix à des stagiaires qui pourront provenir de partout au Québec ou, au contraire, permettra à des jeunes de Charlevoix étudiant à l'extérieur de revenir dans leur région pour vivre une expérience professionnelle qui n'était pas possible d'avoir jusqu'à maintenant.

Transmettre la piqure des sciences aux jeunes grâce au programme Apprentis chercheurs

Le programme Apprentis chercheurs donne la chance à des jeunes de niveau secondaire intéressés par les sciences de découvrir l'univers de la recherche en compagnie d'étudiantes et d'étudiants de l'INRS.

Cette activité consiste en une semaine complète de stage de formation pratique dans un laboratoire de recherche durant l'été. Accompagnés de façon individualisée d'un.e étudiant.e à la maîtrise ou au doctorat, les jeunes réalisent eux-mêmes des expérimentations liées au projet de leur mentor selon leurs domaines d'intérêt.

Objectif 1

Démystifier le milieu de la recherche scientifique et les carrières qui y sont associées.

Objectif 2

Accompagner les jeunes du secondaire dans leur réflexion sur leur cheminement futur.

Objectif 3

Maintenir, voire accroître, la motivation des jeunes à poursuivre leurs études par le contact avec des mentors inspirants.

Offert depuis 2002 au Centre Armand-Frappier Santé Biotechnologie (Laval) et depuis 2021 au Centre Énergie Matériaux Télécommunications (Varenes), l'INRS souhaite étendre le programme aux autres centres de l'INRS et ajouter des champs d'expertise en technologies avancées à son offre aux élèves du secondaire.

Notons également le programme Apprentis chercheurs qui agit aussi comme un puissant levier d'intégration pour certains groupes d'étudiantes et d'étudiants, notamment pour la promotion auprès des femmes des études en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM).

*L'inclusion du Centre de recherche pour des ruralités durables au programme **Apprentis chercheurs** permettra de rejoindre des jeunes de partout au Québec intéressés par les défis des ruralités, en les éveillant à la culture scientifique et en les sensibilisant aux enjeux sociaux, environnementaux et éthiques de la recherche.*

Assurer une relève entrepreneuriale en innovation sociale et technologique

Les partenariats entre l'INRS et des incubateurs tels que 2 Degrés et le Centre québécois d'innovation en biotechnologie (CQIB) s'inscrivent en droite ligne dans sa mission d'accroître la mobilisation et le transfert des connaissances issues de ses recherches.

Ces partenariats permettent à la relève entrepreneuriale de bénéficier de l'expertise scientifique des membres du corps professoral de l'INRS pour mettre sur pied des entreprises. Les équipements, les infrastructures et les laboratoires spécialisés de l'INRS répondant aux besoins des entrepreneures et entrepreneurs servent alors aussi au processus créateur de nouvelles technologies, du développement à la validation, en passant par les tests, l'essaimage et le prototypage.

Dans le cadre du partenariat avec 2 Degrés dont l'INRS est fier d'être membre fondateur, les premières cohortes de leaders entrepreneurs sélectionnés ont eu accès aux infrastructures de pointe de l'INRS et ont bénéficié des conseils et de l'accompagnement d'une ou d'un mentor scientifique, tel que les professeurs du Centre Eau Terre Environnement Kokou Adjallé, Jean-François Blais, Patrick Droqui, Louis-César Pasquier et André St-Hilaire, qui effectuent des recherches dans les domaines des biotechnologies environnementales, de l'assainissement et de la décontamination, du traitement des eaux, du stockage et de l'utilisation du CO₂ ainsi que de l'hydrologie statistique.

La création du Centre de recherche pour des ruralités durables nous apparaît être une occasion parfaite de consolider et d'étendre le partenariat avec ces incubateurs grâce aux nouvelles expertises qui y seront déployées.



Contribuer à dynamiser la culture de l'innovation dans les milieux ruraux

L'INRS, en créant ce nouveau centre, souhaite renforcer sa position de leader en recherche partenariale au Québec. En effet, les chercheuses et chercheurs de l'INRS depuis la fondation de l'institution travaillent très fréquemment en partenariat avec les milieux des affaires, gouvernementaux et communautaires.

La création du Centre de recherche pour des ruralités durables peut répondre à la volonté gouvernementale, telle qu'exprimée notamment dans la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation (SQRI2), de solidifier les synergies entre le milieu de la recherche et les entreprises dans des secteurs gagnants pour le Québec.

Par le biais de collaboration avec des organismes telles que le Réseau des SADC (sociétés d'aide au développement des collectivités), l'INRS pourra contribuer à dynamiser la culture de l'innovation auprès d'entreprises œuvrant dans les milieux ruraux et à les aider à plus facilement adopter les innovations issues de la recherche universitaire.

5 Contribuer à la vitalisation et au dynamisme de Charlevoix

Si les activités de l'INRS doivent contribuer au développement économique, social et culturel du Québec, c'est d'abord et avant tout par le biais de la recherche (fondamentale et appliquée), de la formation d'étudiantes et étudiants aux cycles supérieurs, ainsi que par le transfert des connaissances et des technologies qu'elles doivent y parvenir.

Or, la présence d'une communauté universitaire dans une région est également en elle-même un puissant moteur de développement socioéconomique.

À moyen et long terme, le recrutement à l'échelle tant régionale que nationale des vingt et un membres du corps professoral et de la quinzaine de membres du personnel engendrera certainement l'arrivée progressive de plusieurs nouvelles familles dans la région de Charlevoix.

Ces nouveaux résidents pourront avoir un impact positif sur le développement des MRC de Charlevoix et de Charlevoix même qui, selon l'indice de vitalité économique calculé par l'Institut de la statistique du Québec, sont respectivement classés dans le 4^e et le 5^e quintile.

Une communauté qui contribue à l'économie de la région

L'INRS est en voie d'adopter une nouvelle Politique d'approvisionnement responsable qui met en valeur l'importance de l'approvisionnement local dans les habitudes d'achat de notre établissement.

La nouvelle communauté, en s'établissant dans la région, aura également un impact significatif pour l'économie de la région, notamment en y faisant une partie de ses dépenses quotidiennes.

Plusieurs universités, pour s'assurer que les étudiantes et étudiants provenant de l'étranger arrivent avec les ressources financières nécessaires pour couvrir leurs frais de séjour et de subsistance, partagent sur leur site internet un budget type.

Voici celui partagé par l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) :

	Dépenses par année
Hébergement (en résidence avec internet)	4 680 \$
Alimentation et hygiène	5 100 \$
Services mobiles	480 \$
Livres et matériel scolaires	500 \$
Dépenses personnelles, loisirs, vêtement, transport, frais divers, etc.	3 000 \$
Total	13 760 \$

Selon l'étude réalisée par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain en 2022 portant sur la Contribution des universités du Grand Montréal à l'économie du Québec, le budget type proposé par HEC Montréal et l'Université de Montréal aux étudiantes et étudiants aux cycles supérieurs provenant de l'extérieur du Québec est quant à lui de l'ordre de 17 883 \$ par année.

Chaque étudiante et étudiant de la communauté INRS injectera ainsi plusieurs milliers de dollars par année dans l'économie locale et régionale, notamment dans les commerces de proximité.

Notons également l'impact économique de certaines activités universitaires, dont l'organisation de colloques et de congrès nationaux et internationaux qui pourront amener des revenus significatifs à l'industrie de la restauration et de l'hébergement hors de la haute saison.

CONTRER LE NAVETTAGE EXCESSIF

L'implantation du Centre dans la Ville de Baie-Saint-Paul nous est apparue, comme il a été expliqué plus haut, comme l'option la plus prometteuse pour l'INRS. Or, ce choix n'est pas exempt d'inconvénients, comme celui de permettre plus facilement au personnel de faire la navette matin et soir entre la Capitale-Nationale et les nouvelles infrastructures, ce qui ne contribuerait pas au milieu de vie et engendrerait d'importantes émissions de GES.

La principale solution à ce problème sera de penser et de promouvoir le projet autour de la notion de « milieu de vie » en étroite collaboration avec les deux MRC, Charlevoix et Charlevoix-Est.

Également, pour éviter les effets pervers de gentrification ou de surenchère immobilière par exemple, il nous a semblé primordial de planifier l'implantation du Centre par phases et dans une perspective d'intégration non pas simplement locale, mais régionale.

DES MAILLAGES NATURELS AVEC DES EMPLOYEURS DE LA RÉGION : L'EXEMPLE DU CECC

D'un côté, le Centre d'études collégiales en Charlevoix (CECC) peine année après année à trouver des enseignantes et enseignants qualifiés disponibles pour combler des charges de cours à temps partiel.

De l'autre, les étudiantes et étudiants de l'INRS, en l'absence de premier cycle, ne peuvent facilement acquérir les précieuses expériences en enseignement qui pourraient les aider à bonifier leur curriculum vitae.

Voici un parfait exemple de maillage naturel pouvant être fait avec un employeur de la région!

En effet, les futures étudiantes et étudiants à la maîtrise et au doctorat du Centre de recherche pour des ruralités durables deviendront des candidatures idéales pour donner les cours de base ou à option des formations préuniversitaires en sciences de la nature et en sciences humaines du CECC.

Une communauté qui contribue aux besoins de main-d'œuvre de la région

Tout d'abord, l'arrivée de nouvelles familles dans la région signifie également l'arrivée de conjoints et de conjointes pouvant vouloir occuper un emploi sur place, ce qui pourrait venir combler certains besoins de main-d'œuvre de la région.

Également, la communauté étudiante du Centre pourra dans une certaine mesure venir aider. En effet, la majorité des étudiantes et étudiants de l'INRS profite d'un système de bourses plus généreux que la moyenne leur permettant de se consacrer à temps plein à leurs études.

Pour mieux s'intégrer dans leur milieu d'accueil, certains d'entre eux pourraient souhaiter occuper un emploi à temps partiel.

Ces emplois pourront être à la fois non qualifiés ou qualifiés, notamment dans :



Épiceries



Pharmacies



Restaurants
et cafés



Bibliothèques



Tourisme

Une communauté qui contribue à l'essor et à la viabilité de projets structurants pour la région

Enfin, l'arrivée d'une masse critique de nouvelles personnes dans la région peut également favoriser la viabilité de projets structurants pour Charlevoix ainsi que le démarrage de nouveaux projets.

Pensons notamment à tout ce qui concerne le transport collectif, un élément essentiel pour le bien-être de la communauté INRS.

7

**LE SOUTIEN
FINANCIER DU M.E.S
POUR PROPULSER
LE NOUVEAU
CENTRE**





Au cours de la dernière année, l'INRS s'est livré à un ambitieux exercice de concertation et de consultation auprès non seulement de sa communauté, mais également du reste de la communauté scientifique et de différentes organisations régionales et nationales sensibles aux enjeux des milieux ruraux. Plusieurs centaines de personnes ont ainsi travaillé activement avec nous à l'idéation du futur Centre de recherche pour des ruralités durables et confirmé sa pertinence dans l'écosystème de la recherche et de l'innovation du Québec. Le travail réalisé par l'équipe projet a également confirmé que l'INRS a toutes les capacités organisationnelles nécessaires pour mener à bien un tel chantier de développement.

Un projet bien aligné avec les grandes orientations du ministère de l'Enseignement supérieur

Si ce projet s'inscrit en droite ligne avec le plan stratégique de l'INRS et sa volonté réaffirmée de se saisir de nouveaux enjeux stratégiques pour le Québec, il est également en phase avec les grandes orientations du ministère,

- › En contribuant activement au **développement économique, social, culturel et durable du Québec** par la recherche, la formation par la recherche et le transfert de connaissances, au bénéfice des communautés rurales et de l'ensemble de la population;
- › En participant à la mise en place d'un **réseau accueillant, accessible, ouvert sur le monde et orienté vers l'avenir** par la création d'un milieu de vie, de recherche et d'études pensé pour, par et avec les collectivités locales;
- › En favorisant une **expérience étudiante propice à la réussite**, en mettant la communauté étudiante, ses besoins et ses aspirations au cœur de l'idéation du projet.

Des demandes financières réalistes

Pour atteindre ses objectifs et maximiser rapidement les retombées du Centre pour des ruralités durables, l'INRS a besoin des leviers financiers nécessaires à sa mise en opération.

Plus précisément, c'est pourquoi l'INRS demande au ministère de l'Enseignement supérieur :

- › Une augmentation récurrente de l'enveloppement de la subvention de mission de l'INRS pour l'ajout de 21 postes de professeurs et professeures à compter de l'an 1, à savoir environ 4,4 M\$/an selon la formule de financement actuelle;
- › Une reconnaissance des nouveaux espaces du centre dans sa subvention Terrain et Bâtiment ainsi que dans les enveloppes des plans quinquennaux d'investissements universitaires.

Selon ce scénario, les montants de cette subvention de mission reçus avant l'embauche réelle des professeures et professeurs (prévue par vagues comme il a été présenté dans la section 4 de la présente étude) seront ainsi affectés au démarrage du projet, notamment :

- › Pour l'embauche des ressources nécessaires au bon fonctionnement du centre et au soutien des étudiantes et étudiants, avant de recevoir les revenus associés (EETP, FIR, etc.) qui permettraient de couvrir ces dépenses essentielles à la réussite étudiante;
- › Pour la tenue d'initiatives structurantes pour le développement du programme scientifique du Centre, ainsi que pour le développement de partenariats et de collaborations interuniversitaires et interordres.



ENSEMBLE VERS LA CRÉATION DU CENTRE DE RECHERCHE POUR DES RURALITÉS DURABLES

Dans les prochains mois et années, la solide équipe de l'INRS poursuivra le travail dans le but de contribuer directement à la prospérité durable du Québec et de ses milieux ruraux. Notre institution compte y arriver notamment par le biais de recherches innovantes et ancrées dans les besoins des communautés et par la création de programmes d'études riches et stimulants formant une main-d'œuvre hautement qualifiée et outillée à faire face aux défis de la société de demain. De plus, il est déjà clair que des partenariats structurants pour l'ensemble de l'écosystème de la recherche et de l'innovation du Québec seront rendus possibles par l'avènement de ce nouveau Centre de l'INRS.

En déposant cette étude d'opportunité, l'INRS remercie le ministère de l'Enseignement supérieur de lui avoir permis de franchir une première étape vers la création du Centre de recherche pour des ruralités durables, un projet à portée nationale, solidement ancré dans la région de Charlevoix.



ANNEXES : LETTRES D'APPUI

Liste des lettres d'appui jointes à l'étude

- › Alexandre Cloutier, Président, Université du Québec
- › Odile Comeau, Préfète, MRC Charlevoix-Est et Michel Couturier, Maire de La Malbaie
- › Caroline Desbiens, Députée fédérale, Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix
- › Richard Fleet, Professeur titulaire, Chaire de recherche en médecine d'urgence, Université Laval-CISSS Chaudières-Appalaches
- › Francis Fortin, Président, et Johanne Côté, Directrice générale, Chambre de commerce de Charlevoix
- › Enrique Garcilazo, Deputy Head of Division and Head of Regional and Rural Policy Unit, OECD - OCDE
- › Sylvain Gaudreault, Directeur général, Cégep de Jonquière
- › Alexandre Guindon, Directeur général, 2 degrés
- › Pascal Harvey, Directeur général, Réseau des SADC-CAE
- › Michel Lesage, Directeur général par intérim, Synchronex
- › Michaël Pilote, Maire de Baie-Saint-Paul
- › Stéphane Pronovost, Économiste et vice-président du Groupe de travail sur les politiques rurales de l'OCDE
- › Rémi Quirion, Scientifique en chef du Québec
- › Lyne Sauvageau, Présidente directrice générale, Institut Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail
- › Pierre Tremblay, préfet, MRC de Charlevoix
- › Cathy Vaillancourt, Directrice du Regroupement intersectoriel de recherche en santé de l'Université du Québec (RISUQ)
- › Martine Vallée, Directrice générale, Centre de services scolaires de Charlevoix

PAR COURRIEL

Le 23 août 2023

Monsieur Luc-Alain Giraldeau
Directeur général
Institut national de la recherche scientifique
luc-alain.giraldeau@inrs.ca

Objet : Lettre d'appui au Centre pour des ruralités durables

Monsieur le Directeur général,

Avec ses 10 établissements, ancrés dans plus de 60 municipalités, qui collaborent pour favoriser l'accès aux études supérieures et le développement scientifique du Québec et de ses régions et qui forment près de 100 000 étudiantes et étudiants grâce à plus de 7 500 membres du personnel enseignant, le réseau de l'Université du Québec se démarque en étant fortement lié au territoire et aux enjeux stratégiques du Québec. Il exerce de longue date un rôle de pionnier puis de chef de file en matière de développement territorial au Québec.

Forts de leur mission commune, et de cet ancrage régional déjà existant, les établissements du réseau de l'Université du Québec appuient le projet de **Centre pour des ruralités durables** de l'INRS qui représente une occasion unique de développer de nouvelles expertises et de mobiliser les forces vives existantes au sein du réseau, comme à l'extérieur. Cette nouvelle capacité collective pourra répondre à nombre de besoins actuels de connaissances sur les nombreux enjeux et défis touchant les territoires ruraux. Nous sommes convaincus que cette initiative où science et action se nourrissent aura des retombées significatives pour les communautés rurales du Québec, voire d'ailleurs dans le monde.

En misant sur la concertation et l'interdisciplinarité avec ses partenaires du réseau, avec une volonté forte de soutenir les politiques publiques et les milieux par la mobilisation des connaissances et le conseil scientifique basé sur les données probantes et un ancrage fort au plus près des réalités vécues, le centre de l'INRS contribuera à la formation de talents hautement qualifiés, conscientisés aux défis de la ruralité contemporaine, ainsi qu'à l'émergence d'innovations scientifiques, technologiques et sociales répondant aux besoins spécifiques des territoires ruraux. Plus encore, ce nouveau pôle d'enseignement supérieur a le potentiel de jouer un rôle de catalyseur et de carrefour d'échange entre les communautés, les établissements d'enseignement, les entreprises, les organismes et les instances politiques territoriales en recréant des espaces d'interaction qui ont fait leurs preuves par le passé, sous d'autres formes.

.../2

Les établissements de l'Université du Québec ont un leadership, disposent de réseaux territoriaux puissants et portent des expertises complémentaires qui pourront contribuer aux travaux du Centre et les bonifier en partie. Soulignons notamment les expertises sur le développement régional et territorial, la santé en milieu rural et éloigné, l'aménagement durable des forêts, l'écoconseil et la gouvernance environnementale, l'économie écologique, la pauvreté en milieu rural, les communautés autochtones, la biodiversité, la transition énergétique, le développement durable, les milieux insulaires et maritimes, les communautés nordiques, les innovations sociales et les dynamiques touristiques.

Par ses instances de concertation et ses liens de collaboration scientifique, le réseau de l'Université du Québec a une grande capacité de mobilisation des expertises et des milieux dont le nouveau Centre pourra bénéficier. En contribuant à la création d'un nouveau carrefour d'échanges, le Centre pour des ruralités durables sera un véritable levier pour développer la recherche et les partenariats dans les régions rurales du Québec et stimuler la mise en place de nouvelles initiatives par et pour les milieux. Ces bénéfices mutuels découleront de dispositifs concrets de collaboration tels que :

- Un programme de chercheuses et chercheurs invités ou en résidence.
- La création de chaires de recherche intersectorielles codirigées par un-e professeur-e de l'INRS et un-e professeur-e d'un autre établissement du réseau de l'UQ (ex. : ruralités et enjeux maritimes, ruralités et enjeux énergétiques, ruralités et enjeux de santé, ruralités et changements climatiques, ruralités et enjeux socioéconomiques, etc.).
- Le développement de programmes de formation conjoints et d'un continuum de formation intercycles avec un accent particulier sur les compétences en matière de mobilisation des connaissances et de conseil scientifique aux communautés.
- La collaboration avec le nouveau réseau national d'observatoires en aménagement et développement durables des territoires afin d'alimenter les connaissances sur des phénomènes actuels et de favoriser la mise en valeur des données qu'il produit.
- La mise en place d'initiatives pour créer des occasions d'échange entre les milieux ruraux et les universités et pour travailler de concert à l'émergence d'innovations économiques, sociales et technologiques qui leur soient appropriées.
- La participation de membres de la communauté scientifique de l'Université du Québec au comité de liaison du Centre.

Les 10 établissements et le siège social de l'Université du Québec réitèrent donc leur soutien à la création du Centre pour des ruralités durables de l'INRS qui est un projet essentiel pour dynamiser et consolider l'écosystème existant de la recherche dans le domaine et accroître la réponse aux préoccupations actuelles des milieux ruraux.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président,



Alexandre Cloutier

PAR COURRIEL

Clermont, le 7 septembre 2023

M. Luc-Alain Giraldeau
Directeur général de l'INRS
luc-alain.giraldeau@inrs.ca

Objet : Appui au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables dans Charlevoix

Monsieur,

C'est avec grand intérêt que nous vous faisons part, par la présente, de l'appui de la MRC de Charlevoix-Est au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables et à son implantation dans notre région.

Ce centre contribuera au développement social, économique, culturel et durable du Québec, ainsi qu'à la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée en mesure de répondre aux enjeux territoriaux et environnementaux.

Le vieillissement de la population, l'accès aux services de soins de santé et aux services de proximité, le transport actif et collectif en milieu rural, la pénurie de logements locatifs ne sont que quelques-uns des défis auxquels notre territoire fait face. Il nous semble essentiel d'avoir accès à de la recherche réalisée dans un cadre rural afin d'en tirer des solutions adaptées aux réalités des régions et, surtout, d'éviter des biais de perception.

Charlevoix nous semble une région toute désignée pour l'implantation d'une telle institution. Comme plusieurs régions du Québec, Charlevoix est toujours confrontée à des difficultés socioéconomiques, particulièrement à l'extrémité est de son territoire, comme démontré par l'indice de vitalité économique de la MRC de Charlevoix-Est qui est parmi les plus faibles du Québec et dont la population vit chaque jour les nombreux aspects de la ruralité.

Malgré tout, la résilience des acteurs du milieu laisse place à l'audace et à l'innovation pour répondre à ces enjeux. C'est donc dans ce cadre que le Centre de recherche pour des ruralités durables de l'INRS pourra apporter une contribution fondamentale. Bien que nous aurions préféré que vous choisissiez le territoire de la MRC de Charlevoix-Est comme lieu physique d'implantation de votre nouveau centre et que nous comprenions mal votre choix, nos organisations entrevoient déjà des opportunités de partenariat avec l'INRS qui produiront des effets positifs sur la vitalité socioéconomique du territoire de la MRC. À la suite de vos engagements en ce sens, nous espérons fortement que le projet recevra une collaboration importante et essentielle du milieu pour intégrer les chercheurs afin que leurs travaux mènent vers des solutions concrètes et applicables.

De surcroît, il nous semble impératif d'assurer l'implantation de chercheurs et d'étudiants dans notre milieu afin que ceux-ci vivent pleinement la vraie ruralité et créent un lien de confiance durable avec les citoyens et les acteurs de la MRC et nous espérons que votre institution partage cette vision.

Votre expertise ainsi que vos réseaux peuvent agir comme bougie d'allumage pour articuler dans notre MRC un développement axé sur l'économie du savoir. Les récents développements dans le projet d'Unité de recherche mixte universitaire et collégiale, un projet porteur pour notre MRC et la Ville de La Malbaie nous porte à espérer que ce sera le cas.

Accroître notre indice de vitalité et assurer la qualité du milieu de vie sont deux priorités de la MRC de Charlevoix-Est. L'INRS peut compter sur notre collaboration pour développer des stratégies qui favoriseront une intégration cohérente, accessible et équitable avec l'arrivée d'une communauté scientifique dans Charlevoix.

Dans le contexte actuel, la création de ce centre intersectoriel de recherche et de formation nous semble d'une grande pertinence. En effet, il s'agira d'un outil puissant pour faire face aux enjeux émergents et complexes que connaissent les différents acteurs des milieux ruraux. La MRC de Charlevoix-Est peut en témoigner et représente à ce titre un potentiel pour la recherche.

Vous pouvez donc être assuré de notre appui et de notre collaboration.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.



Odile Comeau
Préfet
MRC de Charlevoix-Est



Michel Couturier
Maire
Ville de La Malbaie

OC/MC/jcm/cb



Baie-Saint-Paul, le 7 septembre 2023

M. Luc-Alain Giraldeau, directeur général de l'INRS
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9

Objet : Appui à la mise sur pied du Centre Ruralité de l'INRS dans Charlevoix

Monsieur,

Par la présente, c'est avec grand intérêt que je vous fais part de mon appui en tant que députée de Beauport-Côte-de-Beaupré-Île d'Orléans-Charlevoix à la mise sur pied prochaine du Centre Ruralité et à son implantation dans la région de Charlevoix.

À la suite de l'implantation du bureau de projet, vous avez fait un travail colossal afin de bien comprendre la réalité du terrain et prendre en compte tous les paramètres nécessaires afin d'assurer une implantation optimale dans le milieu, principalement à Baie-Saint-Paul. Vous avez effectué un travail diligent afin de tisser des liens, non seulement avec la Ville de Baie-Saint-Paul, mais également avec les acteurs municipaux partout dans la région. C'est une chose essentielle afin d'assurer le succès à long terme du projet.

Au-delà même des bénéfices économiques et sociaux de l'implantation du Centre dans Charlevoix, les impacts dépasseront le cadre régional. À une époque où on tente de revaloriser la vie et le potentiel économique des régions du Québec, le fait de consacrer rapidement des sommes permettant de mettre sur pied le Centre de la ruralité engendrera des retombées tangibles et concrètes.

Selon mon avis, Charlevoix représente véritablement le creuset qui permettra au Centre de devenir un phare de la recherche sur la ruralité. Je souhaite sincèrement que vous puissiez obtenir le financement qui permettra d'implanter le Centre le plus rapidement possible.

C'est donc avec enthousiasme que je vous offre mon appui et mon entière collaboration pour favoriser l'implantation du Centre et la promotion du projet auprès des instances fédérales en temps opportun.

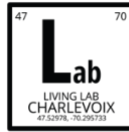
Je vous prie de recevoir, Monsieur Giraldeau, l'expression de mes sincères salutations.

Caroline Desbiens

Députée de la circonscription de Beauport-Côte-de-Beaupré-Île d'Orléans-Charlevoix
9749, boul. Sainte-Anne, local 160
Sainte-Anne-de-Beaupré (Québec) G0A 3C0
418 827-6776
caroline.desbiens@parl.gc.ca



**CHAIRE DE RECHERCHE
ET D'INNOVATION EN
MÉDECINE D'URGENCE**
UNIVERSITÉ LAVAL
DESSERCOM
CISSS CHAUDIÈRE-APPALACHES



Baie-Saint-Paul, 5 septembre 2023

M. LUC-ALAIN GIRALDEAU
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INRS
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9

Objet : Intérêt à collaborer au projet de Création du Centre Ruralité et à son implantation à Baie-Saint-Paul

Monsieur,

C'est avec un grand intérêt que nous souhaitons collaborer au projet de création du Centre Ruralité dans la municipalité de Baie-Saint-Paul. Ce projet, en tant que "recherche-action" du Living Lab Charlevoix au sein de la Chaire de recherche et d'innovation en médecine d'urgence, se consacre depuis de nombreuses années à l'amélioration des soins de santé en milieu rural.

Dans le contexte actuel, la création de ce centre interdisciplinaire de recherche et de formation sur la ruralité nous apparaît particulièrement pertinente. En effet, nous étudions les inégalités en matière de soins de santé en milieu rural au Canada depuis plus de dix ans. Nous sommes donc favorables à l'implication croissante de chercheurs dans l'exploration des nombreux défis auxquels sont confrontés les acteurs des milieux ruraux. Ce centre constituera un outil puissant pour aborder les enjeux émergents et complexes qui touchent divers intervenants dans ces milieux. Il est évident qu'un tel centre facilitera nos recherches interdisciplinaires et favorisera la mise en œuvre des innovations et des transformations nécessaires.

Ce centre contribuera de manière significative au développement social, économique, culturel et agricole du Québec, tout en contribuant à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée pour faire face aux enjeux territoriaux et environnementaux. Ses retombées seront bénéfiques et majeures, non seulement pour la région de Charlevoix, mais aussi pour l'ensemble du Québec.

C'est donc avec un enthousiasme débordant que vous pouvez compter sur notre collaboration à toutes les étapes de ce projet.

Je vous prie de recevoir, Monsieur Giraldeau, l'expression de mes sincères salutations.

Richard Fleet MD, PhD CCMF MU

Médecin d'urgence et psychologue

Professeur titulaire. Dép. médecine familiale et de médecine d'urgence

Titulaire, Chaire de recherche en médecine d'urgence, Université Laval-CISSS Chaudières-Appalaches

Charlevoix, 12 septembre 2023

Monsieur Luc-Alain Giraldeau
Directeur général
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (INRS)
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9

**Objet : Appui au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables
dans Charlevoix**

Monsieur Giraldeau,

C'est avec grand intérêt que nous vous faisons part de l'appui de la Chambre de commerce de Charlevoix au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables. Nous sommes également heureux de constater que l'attractivité de notre région ait favorisée son implantation ici, nous permettant ainsi d'ouvrir nos portes à une nouvelle communauté estudiantine et enseignante de haut calibre.

En effet, en tant qu'unique établissement d'enseignement supérieur qui serait présent dans Charlevoix, et à titre d'institution majeure en recherche au Québec, l'INRS aura un impact significatif sur le paysage socioéconomique de notre région en agissant comme un puissant moteur de développement.

Les 21 membres du corps professoral, la quinzaine de membres du personnel et la centaine d'étudiants et étudiantes qui s'établiront dans la région avec leur famille y feront une partie de leurs dépenses quotidiennes. Dans notre région faiblement densifiée, doublée d'une population vieillissante, cela représente un tout nouveau bassin de clientèle pouvant faire une différence marquante auprès de nos entreprises. De plus, la tenue de certaines activités universitaires, dont l'organisation de colloques et de congrès nationaux et internationaux permettra au secteur hôtelier d'accroître son taux d'occupation en dehors de la haute saison touristique.

En plus d'injecter ainsi plusieurs milliers de dollars par année dans l'économie locale et régionale, la nouvelle communauté du Centre pourra, dans une certaine mesure, contribuer à répondre aux besoins de main d'œuvre. En effet, l'arrivée de nouvelles familles dans la région signifie également l'arrivée de conjoints et de conjointes, de même que de jeunes en âge de travailler, qui pourraient occuper un emploi sur place.


La Chambre de commerce de Charlevoix encourage, soutien et appuie l'adoption de politiques d'achat local et responsable au sein de sa communauté d'affaires. Nous sommes donc convaincus que l'INRS pourrait aussi enrichir l'écosystème entrepreneurial charlevoisien en mettant en valeur l'importance de l'approvisionnement local dans ses habitudes d'achat.

Les retombées du Centre pour des ruralités durables seront bénéfiques et majeures pour la région de Charlevoix, mais aussi pour l'ensemble du Québec. Il contribuera au développement social, économique, culturel et durable du Québec, ainsi qu'à la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée capable de répondre aux enjeux territoriaux et environnementaux auxquels font face nos communautés.

Finalement, le vaste champ d'études sur les ruralités permettra un regard à 360 degrés sur l'ensemble des secteurs touchés par les changements climatiques. Cette problématique impose une réflexion immédiate, mais surtout des actions concrètes pour préserver notre capacité à maintenir nos populations en vie et en santé et nos écosystèmes économiques performants, mais durables.

C'est donc avec énormément d'enthousiasme que nous vous transmettons notre appui et que nous vous assurons de notre entière collaboration et ce, à toutes les étapes de ce projet.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur Giraldeau, l'expression de nos sincères salutations.



Francis Fortin (Sep 12, 2023 18:50 EDT)

Francis Fortin
Président



Johanne Côté
Directrice générale



M. LUC-ALAIN GIRALDEAU
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INRS
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9

Objet : Projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables dans Charlevoix

Monsieur,

Ce futur *Centre de recherche pour des ruralités durables* entend étudier des enjeux pertinents qui permettront d'élaborer des politiques efficaces fondées sur la science. L'OCDE reconnaît l'importance névralgique de mieux comprendre des enjeux émergents et complexes que connaissent les différents acteurs des milieux ruraux. Nous sommes ravis que ce projet s'appuie sur les principes élaborés par le Groupe de travail sur les politiques rurales de l'OCDE.

Les connaissances découlant de ce projet contribueraient au développement social, économique, culturel et des communautés rurales du Québec, mais pourraient également être bénéfiques pour d'autres régions rurales du Canada et des pays membres de l'OCDE qui vivent des problématiques similaires.

C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que nous suivrons la progression de ce projet.

Je vous prie de recevoir, Monsieur Giraldeau, l'expression de mes sincères salutations.

Enrique Garcilazo, PhD

Deputy Head of Division and Head of Regional and Rural Policy Unit
Regional Development and Multi-level Governance Division
Centre for Entrepreneurship, SMEs, Regions and Cities

Le 8 septembre 2023

Monsieur Luc-Alain Giraldeau
Directeur général
Institut national de la recherche scientifique (INRS)
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9

**Objet : Appui au projet de création du
Centre de recherche pour des ruralités durables en Charlevoix**

Monsieur,

C'est avec grand intérêt que je vous fais part, par la présente, de l'appui du Cégep de Jonquière au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables et à son implantation en Charlevoix. Ce Centre contribuera au développement social, économique, culturel et durable du Québec, ainsi qu'à la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée capable de répondre aux enjeux des milieux ruraux d'ici et d'ailleurs.

Grâce aux activités déployées dans ses 28 programmes d'études, à ses deux centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT-ÉCOBES et CCTT-CPA), son Bureau de la recherche et de l'innovation ainsi que son Centre d'études collégiales en Charlevoix (CECC), le Cégep de Jonquière voit la création de ce Centre comme une parfaite occasion de tisser des liens plus étroits avec l'INRS, notamment sur l'environnement et les changements climatiques, le développement des milieux ruraux, de l'innovation sociale ou de la communication scientifique.

Nos équipes respectives travaillent déjà activement ensemble pour coconstruire un projet pouvant s'intégrer dans le nouveau pôle d'innovation et de savoir qui mobilise depuis quelques années la ville de La Malbaie et la MRC de Charlevoix-Est. Nous y voyons une occasion idéale d'établir un partenariat interordres, de contribuer au rayonnement de la science dans les milieux ruraux et d'accroître l'impact de nos deux établissements dans la région de Charlevoix. Soulignons que le Centre d'études collégiales en Charlevoix pourra également offrir de précieuses expériences pédagogiques et de recherche aux étudiantes et aux étudiants du futur Centre pour des ruralités durables.

C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que nous vous assurons de notre appui et de notre entière collaboration aux différentes étapes de ce projet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le directeur général,



Sylvain Gaudreault

Québec, le 9 septembre 2023

M. Luc-Alain Giraldeau
Directeur général de l'INRS
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9

Objet : Appui au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables dans Charlevoix

Monsieur,

C'est avec grand intérêt que je vous fais part, par la présente, de l'appui de 2 Degrés au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables et à son implantation dans Charlevoix

Dans le contexte actuel, la création de ce centre intersectoriel de recherche et de formation nous semble d'une grande pertinence. En effet, il s'agira d'un outil puissant pour faire face aux enjeux émergents et complexes que connaissent les différents acteurs des milieux ruraux, sur des questions notamment d'environnement, de développement durable et de technologies vertes.

L'incubateur 2 Degrés est fier de compter l'INRS parmi ses partenaires fondateurs. Depuis 2021, nous œuvrons à accompagner, structurer et propulser le développement de technologies propres vouées à réduire l'empreinte carbone des activités économiques du Québec, à valoriser notre potentiel intellectuel collectif, accélérer notre transition énergétique et favoriser la création de richesses durables. Dans le cadre de ce partenariat entre nos deux organisations, nos premières cohortes de leaders entrepreneurs ont déjà pu avoir accès aux infrastructures de pointe de l'INRS et bénéficier des conseils et de l'accompagnement d'une ou d'un mentor scientifique parmi votre corps professoral.

La création du Centre de recherche pour des ruralités durables nous apparaît être une occasion parfaite de consolider et d'étendre le partenariat avec votre établissement grâce aux nouvelles expertises qui y seront déployées.

C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que vous pouvez être assuré de notre appui et de notre entière collaboration aux différentes étapes de ce projet.

Je vous prie de recevoir, Monsieur Giraldeau, l'expression de mes sincères salutations.



Alexandre Guindon
Directeur général et co-fondateur de 2 Degrés

M. LUC-ALAIN GIRALDEAU
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INRS
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9

Objet : Appui au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables dans Charlevoix

Monsieur,

Le projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables peut compter sur l'appui du Réseau des SADC et CAE. L'innovation est au cœur de nos approches de développement pour des collectivités prospères, partout au Québec. Le potentiel de la recherche scientifique pour soutenir notre mission est stimulant pour les régions où nous œuvrons, incluant Charlevoix.

Notre Réseau c'est plus de 100 millions de dollars investis en 2022 via nos 67 membres (SADC et CAE) pour le développement d'expertises et d'outils novateurs pour nos collectivités, ainsi que leur partage et leur promotion en soutien à plus de 10 000 entreprises de tous les secteurs économiques.

En renforçant son association avec le milieu de la recherche, notre organisation pourrait accroître sa performance auprès de l'écosystème. En effet, la collaboration avec le nouveau centre de recherche sur les ruralités durables de l'INRS permettra d'enrichir la culture de l'innovation au sein des entreprises œuvrant dans les milieux ruraux. Grâce à l'expertise scientifique de l'INRS, notre Réseau serait en mesure d'accélérer l'adoption de nouvelles approches issues de la recherche universitaire.

Il est facile d'imaginer des partenariats entre nos organisations au bénéfice d'une de synergies solides entre le milieu de la recherche et les entreprises. Étant donné l'étendue de notre réseau sur l'ensemble du territoire québécois et le fort ancrage de nos membres au sein de leur communauté, le potentiel de recherche partenariale à diverses échelles est vaste et les retombées positives le sont tout autant.

Parmi les axes thématiques du nouveau centre de recherche, celui des « Pratiques industrielles innovantes en contexte rural » interpelle particulièrement un champ d'intervention prioritaire au sein de notre organisation. Les activités du futur Centre s'alignent bien avec les aspirations portées par notre Réseau, pour inspirer des pratiques et des politiques toujours mieux adaptées aux réalités des milieux économiques ruraux et favorisant une prospérité durable.

La création de ce centre intersectoriel de recherche et de formation nous semble donc d'une grande pertinence. Il s'agira d'un outil puissant pour faire face aux enjeux émergents et complexes pour l'avenir. Ses retombées seront bénéfiques et majeures non seulement pour la région de Charlevoix, mais aussi pour l'ensemble du Québec. C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que vous pouvez être assuré de notre appui et de notre entière collaboration aux différentes étapes de ce projet.

Je vous prie de recevoir, Monsieur Giraldeau, l'expression de mes sincères salutations.



Pascal Harvey
Directeur général

M. Michel Lesage
PDG par intérim du Réseau des CCTT - Synchronex
1405 Bd du Parc Technologique,
Québec, QC, G1P 4P5

Objet : Appui au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables de l'INRS dans Charlevoix

Bonjour,

C'est avec grand intérêt que nous avons pris connaissance du projet de création d'un cinquième centre INRS sur les ruralités durables, et notamment la volonté d'intensifier et de diversifier les partenariats interordres de l'Institut.

Comme vous le savez, les CCTT réalisent des projets de recherche appliquée et interordre depuis de nombreuses années. Nous accueillons donc avec ouverture et intérêt la possibilité d'encourager la collaboration entre les chercheurs de nos centres et ceux de l'INRS.

Nous savons par ailleurs que les collaborations interordres présentent des défis. En 2023, le Réseau des CCTT - Synchronex s'est penché sur ces collaborations pour en déterminer les opportunités, les bénéfices pour les différentes parties prenantes ainsi que les freins à leur bonne réalisation.

Dans la perspective d'atteindre l'objectif de collaboration entre le nouveau Centre de recherche pour des ruralités durables et les CCTT, le Réseau des CCTT - Synchronex encourage fortement l'INRS à définir des moyens concrets et structurés pour identifier des projets et les conditions requises pour les réaliser.

Dans ces conditions et à la lumière des informations partagées ainsi que de l'ouverture de l'équipe de l'INRS à mettre en place des pratiques de collaboration interordre efficaces et pérennes, le Réseau des CCTT – Synchronex, souhaite signifier son appui à l'INRS pour la création de ce cinquième Centre de recherche pour des ruralités durables dans Charlevoix. Nous sommes disposés à poursuivre les échanges pour contribuer à identifier ou inventer les meilleures façons de concrétiser ces collaborations interordres.

Je vous prie de recevoir, Monsieur Giraldeau, l'expression de mes sincères salutations.



Michel Lesage.

Baie-Saint-Paul, ce 5 septembre 2023

M. Luc- Alain Giraldeau
Directeur Général
Institut national de la recherche scientifique (INRS)
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9

Objet : Projet du nouveau Centre de recherche de l'INRS

Monsieur Giraldeau,

Dans le cadre du projet de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) visant la création d'un centre interdisciplinaire de recherche et de formation sur des thématiques liées à la ruralité, je me permets en tant que Maire de la Ville de Baie-Saint-Paul de vous réitérer sans hésitation aucune mon appui à ce projet structurant pour notre communauté ainsi que pour l'ensemble des municipalités de la grande région de Charlevoix. Il s'agit-là d'un appui partagé de façon unanime par les membres du conseil de Ville et par l'ensemble de la population.

Dans une mondialité en mouvance et particulièrement dans le contexte de changements climatiques, ce projet de recherche pour des ruralités durables saura très certainement contribuer à la compréhension et au solutionnement d'enjeux importants tels la gestion durable des ressources, les pratiques industrielles en contexte rural, l'innovation sociale et l'utilisation des espaces ruraux dans un contexte de sécurité et d'éco-santé.

Sans faire preuve de chauvinisme, la Ville de Baie-Saint-Paul nous apparaît comme étant l'endroit tout désigné pour l'implantation de ce Centre de recherche et de formation et ce, pour différentes raisons qui s'inscrivent aisément dans la quintessence des objectifs visés par ce projet et des enjeux soulevés par celui-ci.

Je me permets donc de vous énumérer et décrire quelque peu les justificatifs de notre appui au projet ainsi que les liens pouvant être tissés avec la Ville de Baie-Saint-Paul dans une optique de l'implantation du projet au cœur de notre communauté de vie.

Tout d'abord, il faut se rappeler que la Ville de Baie-Saint-Paul possède un historique bien établi en développement durable. Celui-ci, tout comme l'art et la culture, fait partie de l'ADN de Baie-Saint-Paul. Nous sommes la première municipalité du Québec à avoir adopté en 2006 un Agenda 21 local et un plan de développement durable participatif impliquant l'ensemble de la population. Depuis, nous avons réalisé trois plans de développement durable et travaillons sur le quatrième

qui sera adopté à l'hiver 2024. D'ailleurs, la Ville s'est associée dans cette démarche avec l'Université Laval dans le projet « Démarche Transformationnelle d'Intégration des Objectifs de Développement Durable dans les localités (DTI_ODD) ». Une démarche et un projet s'étalant sur trois ans et visant à développer un modèle de planification de développement durable pour les municipalités aligné sur les objectifs de développement durable de l'ONU tout en considérant les cibles visées par les gouvernements québécois et fédéral.

Dans le cadre du développement durable, la Ville a procédé en 2020/2021 à la construction d'une centrale à la biomasse qui permet maintenant de chauffer à la biomasse forestière l'édifice de Maison Mère (ancien complexe conventuel des Petites Franciscaines de Marie). Le bâtiment a été conçu en prévision d'une phase 2 visant à procéder à la distribution d'énergie pour différents bâtiments du centre-ville (Centre Hospitalier, Aréna, etc.). Ainsi, un futur centre de recherche localisé à Maison Mère ou sur le terrain de l'ancien hôpital pourrait très bien être desservi en une énergie propre qui permet actuellement une réduction de 350 tonnes de GES et une économie appréciable des coûts de chauffage pour Maison Mère. Il s'agit-là d'une initiative qui permet en outre une valorisation de résidus forestiers tout en créant de l'emploi.

Quant à l'implantation du Centre de recherche, les sites visés (Maison Mère et terrain de l'ancien hôpital) sont certainement les plus adéquats pour un tel projet. Au-delà des caractéristiques physiques de chacun de ces deux sites, il faut se rappeler qu'ils s'inscrivent dans le continuum du développement de Baie-Saint-Paul tout en correspondant parfaitement aux enjeux visés par le futur Centre de recherche. En effet, Les Petites Franciscaines de Marie (Maison Mère) à qui appartenait l'hôpital avant son transfert au gouvernement du Québec a été le gros moteur de développement économique pour notre territoire ainsi que pour la région. Avec l'exploitation de la ferme qui était attenante aux bâtiments de Maison Mère, ce secteur du territoire fourmillait de vie et de projets. Les Petites Franciscaines de Marie ont alors fait preuve de créativité, d'innovations et d'expériences de toutes sortes dans la gestion de ces bâtiments et de ces sites. Tout comme les Petites Franciscaines à l'époque, l'implantation d'un Centre de recherche, de par sa mission de recherche, de formation et de diffusion, contribuera très certainement au développement socio-économique de la Ville ainsi que de la région.

Il importe également de se rappeler que Baie-Saint-Paul est situé à plus ou moins 1 heure de Québec pour un trajet en voiture. Ce qui favorisera une proximité plus accrue avec le Centre Eau Terre Environnement de l'INRS.

L'implantation du Centre de recherche va amener assurément des chercheurs et étudiants sur notre territoire. Ce qui m'amène à discuter de la disponibilité de logements sur le territoire. Comme partout ailleurs, nous devons composer avec la rareté des logements et des efforts importants sont déployés afin de favoriser l'habitation. Concernant le logement temporaire, actuellement, il existe à Maison Mère un service d'hébergement temporaire. Les efforts qui sont actuellement déployés visent à mettre en exécution différentes initiatives impliquant des organismes communautaires ainsi que le secteur privé et poursuivent un objectif de densification

du secteur urbain de la Ville. En ce sens, des modifications règlementaires furent apportées afin de permettre d'autres formes d'habitations (minimaisons, unités d'habitation accessoires, etc.). Également, plusieurs projets issus du secteur privé sont en cours d'exécution. De telle sorte que, sans régler la problématique, nous pensons que nous sommes en mesure de répondre aux nouvelles demandes pouvant être générées par la venue du Centre de recherche.

Également, il m'importe de mentionner que la Ville de Baie-Saint-Paul est une « ville centre » du territoire de Charlevoix Ouest. À ce titre, les services de proximité constituent un élément moteur de notre développement. Nos décisions sont empreintes d'un souci d'harmonie alliant l'urbanité et la ruralité de notre territoire. Dans cette optique, des actions sont posées pour le développement de différents modes de transport actif, pour le renforcement de la vie de quartier et pour améliorer l'accessibilité à des logements.

En terminant, je me dois de vous réitérer l'importance de ce projet pour le développement de notre ville. L'apport de chercheurs et étudiants sur notre territoire contribuera à accentuer évidemment le dynamisme économique de notre ville étant donné que ces gens vivront en partie sur le territoire. Également, la formation de nouveaux experts, la création de nouveaux programmes contribueront très certainement à notre enrichissement collectif de par la présence du Centre sur notre territoire.

Je demeure évidemment disponible pour discuter plus amplement du vif et sincère intérêt de la Ville en lien avec l'implantation de ce projet.

Je vous prie de recevoir, Monsieur Giraldeau, l'expression de mes sincères salutations.



Michael Pilote

Maire de Baie-Saint-Paul

M. LUC-ALAIN GIRALDEAU
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INRS
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9

Montréal, 15 septembre 2023

Objet : Projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables dans Charlevoix

Monsieur,

Ce projet de *Centre de recherche pour des ruralités durables* examinera des enjeux importants face notamment à la montée de la géographie du mécontentement qui menace nos démocraties et pour lesquels il n'a pas de solutions faciles et encore moins uniformes. Le besoin en connaissances augmente et celles-ci sont essentielles pour élaborer des politiques efficaces fondées sur des données probantes. Je travaille en développement rural depuis un trentaine d'année au sein de plusieurs agences de développement économique régional du gouvernement fédéral. Je suis d'ailleurs le représentant du Canada au sein du comité sur les politiques rurales de l'OCDE. À mon avis, ce projet répondrait à un besoin criant dans un contexte où les enjeux de développement se complexifient pour les divers territoires ruraux. Ce projet serait complémentaire et alimenterait les débats et discussions nécessaires pour relever collectivement les divers défis des territoires ruraux en s'appuyant sur les principes élaborés par le Groupe de travail sur les politiques rurales de l'OCDE.

Les fruits de ce projet contribueraient ainsi au développement social, économique, culturel et des communautés rurales du Québec, mais pourraient également être bénéfiques pour d'autres régions rurales du Canada qui vivent des problématiques similaires.

C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que j'appuie ce projet et demeure ouvert à explorer des pistes de collaboration.

Je vous prie de recevoir, Monsieur Giraldeau, l'expression de mes sincères salutations.



Stéphane Pronovost

Économiste et vice-président du Groupe de travail sur les politiques rurales de l'OCDE.



Par courriel électronique

Montréal, le 25 août 2023

Monsieur Luc-Alain Giraldeau
Directeur général de l'INRS
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9
Courriel : emilie-jade.poliquin@inrs.ca.

Objet : Appui à la création du Centre de recherche pour des ruralités durables

Monsieur,

C'est avec grand plaisir que je vous réitère, par la présente, mon appui à la création du Centre de recherche pour des ruralités durables et à son implantation à Baie-Saint-Paul.

Pour faire face aux enjeux émergents et complexes que connaissent les différents acteurs des milieux ruraux, il est crucial d'envisager les problématiques de manière écosystémique et intersectorielle afin de fournir des données probantes essentielles au développement de politiques publiques adaptées au monde rural. Dans le contexte de pénurie actuel, il faut également accroître les capacités du Québec à former une main-d'œuvre hautement qualifiée capable de prendre part au développement et à la mise en place d'approches innovantes face aux enjeux sociétaux et environnementaux des territoires ruraux.

En misant sur l'action concertée entre le milieu universitaire, les différents acteurs du milieu, les élus et élus locaux et les ministères concernés, ce projet répond également au développement du conseil scientifique à l'échelle régionale et municipale, une orientation soutenue autant par les Fonds de recherche du Québec que par mon implication au International Network for Governmental Science Advice (INGSA). Je salue donc le leadership que l'INRS souhaite avoir dans la création des premiers programmes ou concentrations dans ce domaine au Québec.

/2

C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que vous pouvez être assuré de notre appui et de notre entière collaboration aux prochaines étapes de ce projet. Les FRQ et mon bureau seront présents pour la suite.

Je vous prie de recevoir, Monsieur Giraldeau, l'expression de mes sincères salutations.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'R. Quirion', written over a horizontal line.

Pr Rémi Quirion, O.C., C.Q., Ph.D., m. s.r.c.
Scientifique en chef du Québec
Vice-président de l'INGSA
Coprésident du congrès



Bureau de la Présidente-directrice générale

M. LUC-ALAIN GIRALDEAU
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INRS
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9

Objet : Appui au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables dans Charlevoix

Monsieur,

C'est avec grand intérêt que je vous fais part, par la présente, de l'appui de l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST) au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables et à son implantation dans la Ville de Baie-Saint-Paul.

Dans le contexte actuel, la création de ce centre intersectoriel de recherche et de formation nous semble d'une grande pertinence. En effet, il s'agira d'un outil puissant pour faire face aux enjeux émergents et complexes que connaissent les différents acteurs des milieux ruraux. Ce centre contribuera ainsi au développement social, économique, culturel et durable du Québec, notamment par la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée capable de répondre à ces défis.

Les grandes orientations scientifiques de ce Centre et ses objectifs s'alignent parfaitement avec la mission de l'IRSST, qui est de contribuer à la santé et à la sécurité des travailleuses et travailleurs par la recherche, l'expertise de ses laboratoires, ainsi que la diffusion et le transfert des connaissances et ce dans une perspective de prévention et de retour durable au travail. Dans un contexte où les milieux ruraux doivent et devront à la fois contribuer et composer à d'importantes transitions écologiques, sociales et technologiques, la question de la santé et de la sécurité du travail nous donnera l'occasion de créer, d'étendre et de consolider les collaborations entre chercheuses et chercheurs de nos deux établissements.

C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que vous pouvez être assuré de notre appui et de notre entière collaboration aux différentes étapes de ce projet.

Je vous prie de recevoir, Monsieur Giraldeau, l'expression de mes sincères salutations.



Lyne Sauvageau,

Présidente-directrice générale



Baie-Saint-Paul, le 5 septembre 2023

M. LUC-ALAIN GIRALDEAU
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INRS
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9

Objet : Appui au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables dans Charlevoix

Monsieur,

La MRC de Charlevoix souhaite confirmer, par la présente, son appui au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables. Nous sommes convaincus que notre région dénote un immense potentiel pour la recherche et l'ancrage du projet sur notre territoire, qui devrait entraîner des impacts très positifs.

La capacité d'innovation de notre communauté, inspirée par des approches durables, la variété des enjeux et défis auxquels notre milieu fait face, ainsi que la représentativité de plusieurs secteurs d'activités propres aux milieux ruraux qu'on retrouve sur le territoire font de notre région un terreau fertile pour le nouveau centre de l'INRS. Il est en effet facile d'imaginer de nouveaux maillages entre nos organisations.

L'exploration de partenariats scientifiques avec l'INRS en lien avec les axes thématiques du nouveau centre de recherche rejoint certains de nos créneaux prioritaires comme l'industrie récréotouristique durable, la diversification des produits forestiers et la production et transformation agroalimentaire. Les activités du futur Centre s'alignent également avec les priorités de la MRC de Charlevoix qui visent à offrir et bonifier la qualité de vie pour toutes les personnes, à attirer et retenir les nouveaux arrivants, à contribuer au renouvellement de la main-d'œuvre, à soutenir la relève entrepreneuriale dans les créneaux stratégiques et à développer des solutions innovantes en matière de transport collectif et d'adaptation aux changements climatiques.

La MRC de Charlevoix publiait en 2019 sa stratégie de développement socioéconomique « Innover, c'est collaborer! », et l'INRS peut compter sur notre appui pour co-développer, à l'intérieur d'une vision régionale, des solutions favorisant une intégration cohérente, accessible et équitable d'une communauté scientifique dans Charlevoix. Nous croyons par ailleurs que l'implantation d'un établissement comme le vôtre sur notre territoire aura des retombées socioéconomiques d'une grande richesse pour inspirer la génération future, dynamiser l'économie locale, agir comme levier de développement et alimenter en données probantes nos décideurs.

La création de ce centre intersectoriel de recherche et de formation nous semble d'une grande pertinence. Ce projet de l'INRS permettra de former une main-d'œuvre hautement qualifiée pour le développement social, économique, culturel et durable du Québec. Il s'agira d'un outil puissant pour faire face aux enjeux émergents et complexes que connaissent les différents acteurs des milieux ruraux. Ses retombées seront bénéfiques et majeures non seulement pour la région de Charlevoix, mais aussi pour l'ensemble du Québec.

C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que vous pouvez être assuré de notre appui et de notre entière collaboration aux différentes étapes de ce projet.

Je vous prie de recevoir, monsieur Giraldeau, l'expression de mes sincères salutations.

Le préfet,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Pierre Tremblay', with a stylized flourish at the end.

Pierre Tremblay

PAR COURRIEL

Montréal, le 5 septembre 2023

Ministère de l'Enseignement supérieur
600, rue Fullum, 7e étage
Montréal (Québec) H2K 4L1

OBJET : Lettre d'appui pour la création du centre de recherche pour des ruralités durables

Madame, Monsieur,

C'est avec enthousiasme qu'à titre de directrice du Regroupement intersectoriel de recherche en santé de l'Université du Québec ([RISUQ](#)) j'appuie la création du centre de recherche pour des ruralités durables par l'Institut national de la recherche scientifique (INRS).

Le RISUQ est un regroupement de chercheur·euse·s qui a comme mission de contribuer à la santé et au mieux-être des communautés dans une perspective interdisciplinaire et intersectorielle où la recherche et la formation ainsi que la mobilisation des connaissances sont utilisées pour répondre aux enjeux prioritaires de santé et de services sociaux des différentes collectivités sur tout le territoire du Québec. Par sa programmation intersectorielle déployée sur les territoires, tant urbains, ruraux, qu'éloignés du Québec, le RISUQ propose des recherches et une formation ancrées dans les communautés en composant avec les contextes sociodémographiques, sanitaires, environnementaux et économiques complexes qui ont marqué et qui continueront d'affecter les conditions de vie des Québécois·es et de leur société. Le RISUQ par sa position agit en tant que principal guichet d'accès aux approches intersectorielles de recherche et de formation en santé et services sociaux, au bénéfice du Québec et de ses régions. Le regroupement se déploie au sein des dix Universités du réseau de l'UQ et réunit plus de 235 membres universitaires et clinicien·ne·s ainsi que plus de 660 membres étudiant·e·s ancré·e·s dans 60 municipalités québécoises. Le déploiement de sa planification de recherche s'appuie sur les infrastructures déjà en place au sein des établissements de l'UQ, tout en permettant de les valoriser, de les bonifier et de créer de nouvelles synergies, tant locales qu'interrégionales.

Le RISUQ a récemment proposé la création du réseau CommunAutés Rurales et Éloignées en Santé (CARES), qui a pour mission de contribuer au mieux-être des communautés en améliorant la santé, les soins et les services sociaux ainsi qu'en prévenant la maladie dans les régions rurales et éloignées du Québec. Le CARES souhaite agir en prévention des maladies en mettant en place des approches de recherche, de formation et d'animation scientifique qui s'ancrent dans des partenariats locaux, solides et endogènes, avec les milieux communautaires, cliniques et de pratique (centres de soins, de

réadaptation, de santé mentale, etc.). En juin 2023, le RISUQ et l'INRS ont déposé une demande de financement au programme réseaux thématiques du Fonds de recherche du Québec (FRQS) pour le déploiement de la programmation proposé par le réseau CARES. Si financé, le CARES propose de mettre en place des approches de recherche, de formation et d'animation scientifiques qui s'ancrent dans des partenariats locaux, solides et endogènes, avec les milieux communautaires, cliniques et de pratiques. Ce futur réseau souhaite entre autres la mise en place de groupes de travail dont l'objectif est de maximiser la synergie entre les spécialistes et les acteurs et actrices des milieux de la pratique et des milieux communautaires, notamment dans la région de Charlevoix. De nombreuses synergies sont déjà visibles entre le RISUQ, le réseau CARES et le Centre de recherche pour des ruralités durables. Des projets communs font en effet déjà l'objet de discussions de démarrage, notamment la mise en place de la Plateforme CoSanté. Récemment, la MRC de Charlevoix-Est s'est engagée à construire CoSanté avec l'une des municipalités de ce territoire. CoSanté propose un laboratoire vivant de recherche/intervention dont l'objectif central est de démontrer comment l'action concertée des membres du CARES, des acteur-trice-s politiques et des intervenant-e-s en santé et services sociaux d'une municipalité de taille moyenne en région rurale, peut contribuer à l'amélioration tangible et mesurable de l'état de santé et de bien-être de la communauté, par le biais de recherches intersectorielles ancrées dans une approche d'écosanté. L'approche intersectorielle proposée par CoSanté permettra de partager des enjeux de recherche communs avec le centre de recherche pour des ruralités durables et d'aborder ensemble des problèmes, méthodes ou questions de recherche spécifiques, plutôt que de simplement rassembler différentes disciplines et secteurs de manière disjointe pour étudier un sujet de recherche.

Les approches holistique et intersectorielle qu'adopte l'INRS pour la création de son cinquième centre s'arriment donc parfaitement avec la vision et la mission du RISUQ et du réseau CARES. Nous croyons fermement que la prévention et la promotion de la santé passent par l'éducation, la sensibilisation et par une meilleure compréhension des déterminants de la santé, tant sur le plan biologique, environnemental que social, et par les interactions complexes qui les animent. Les installations physiques du centre de recherche pour des ruralités durables dans la région de Charlevoix sont essentielles, d'une part pour la formation de la relève en recherche en région, d'autre part pour augmenter la qualité de la recherche par la présence des chercheur-euse-s qui seront ancré-e-s dans les réalités régionales. C'est pourquoi nous le RISUQ appui sans réserve la création du centre de recherche pour des ruralités durables un projet porteur et innovant pour le Québec et sa population.

Veillez agréer, madame, monsieur, mes salutations distinguées.



Cathy Vaillancourt, PhD

Directrice

Regroupement intersectoriel de recherche en Santé de l'Université du Québec | le RISUQ

Professeure, INRS- Centre Armand Frappier Santé Biotechnologie

C (514) 378-8547

cathy.vaillancourt@inrs.ca

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

La Malbaie, le 6 septembre 2023

Monsieur Luc-Alain Giraldeau
Directeur général de l'INRS
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9

Objet : Appui au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables dans Charlevoix

Monsieur,

C'est avec grand intérêt que je vous fais part, par la présente, de l'appui du Centre de services scolaire de Charlevoix au projet de création du Centre de recherche pour des ruralités durables et à son implantation dans notre région.

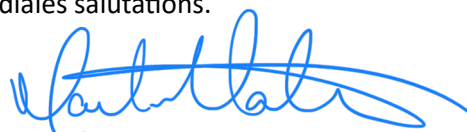
En plus de l'impact créé par l'implantation de ce centre de recherche sur l'ensemble des communautés rurales du Québec, nous sommes d'avis que sa présence sur le territoire de Charlevoix produira un effet très positif auprès de la population locale, en particulier les jeunes. La présence du nouveau centre dans leur environnement et la possibilité de côtoyer les membres de la future communauté de l'INRS dans leur collectivité sont susceptibles d'accroître leur intérêt avec le domaine des sciences, d'inspirer la poursuite d'études supérieures et de conduire à des aspirations professionnelles diversifiées. Un programme comme celui des Apprentis chercheurs m'apparaît complémentaire aux activités que nous offrons déjà et serait une excellente façon d'enrichir leur parcours scolaire.

Les enjeux et défis des ruralités concernent nos jeunes et les préoccupent. Pour qu'ils puissent se projeter avec plus d'optimisme dans le monde de demain, le plaisir d'apprendre et l'éveil à la science demeurent des moyens privilégiés en phase avec notre mission.

Sans conteste, le centre contribuera au développement social, économique, culturel et durable du Québec, ainsi qu'à la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. Ses retombées seront bénéfiques et majeures non seulement pour la région de Charlevoix, mais aussi pour l'ensemble du Québec.

C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que j'appuie ce projet à haute valeur ajoutée. Soyez assuré de mon entière collaboration aux différentes étapes de ce projet.

Je vous prie de recevoir, Monsieur, mes plus cordiales salutations.



Martine Vallée,
Directrice générale

MV/jo

**IN
RS**

**Institut national
de la recherche
scientifique**